DISCOURS SUR L'ORIGINE, LES PROGRES, LES OBJETS...

John Ramsay McCulloch, ...

Digitized by Google

DISCOURS

SUR

L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Salvagnoli compro a Firenze
1. Nov 1844. fr. 2

Digitized by Google

On trouve à la même adresse :

Essai sur le principe de population, ou exposé des effets passés et présens de l'action de cette cause sur le bonheur du genre humain ; suivi de quelques recherches relatives à l'espérance de guérir ou d'adoucir les maux qu'elle entraîne ; par T. R. Malthus ; traduit de l'anglais sur la quinzième édition, par Pierre Prevost, et par son fils Guillaume Prevost, docteur en droit, seconde édition française, très-augmentée ; 4 volumes in-8. 20 f.

DE L'IMPRIMERIE DE J. J. PASCHOUD.

Digitized by Google

DISCOURS

SUR

L'ORIGINE, LES PROGRÈS, LES OBJETS PARTICULIERS, ET L'IMPORTANCE

DE

L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Contenant l'esquisse d'un cours sur les principes et la théorie de cette science.

PAR J. R. MAC CULLOCH.

TRADUIT DE L'ANGLOIS

Par G.me PREVOST, Docteur en Droit.

Et suivi de quelques observations du traducteur sur le système de Ricardo.

« *Leges legum, ex quibus informatio peti* « *possit quid in singulis legibus benè aut* « *perperam positum aut constitutum sit.* »

BACON.

GENÈVE,

J. J. PASCHOUD, IMPRIMEUR-LIBRAIRE.

PARIS,

RUE DE SEINE, N.° 48, FAUBOURG SAINT-GERMAIN.

1825.

Digitized by Google

Digitized by Google

PRÉFACE DU TRADUCTEUR.

L'ANGLETERRE présente en ce moment un système de finances qui mérite l'attention générale; des principes nouveaux dirigent ses ministres dans la fixation des impôts. Ils ont déjà en partie secoué le joug des anciens préjugés sur le commerce. Ils l'ont affranchi de plusieurs prohibitions, de plusieurs gênes, que leurs devanciers avoient regardées comme indispensables. Il seroit bien à désirer que les mêmes principes fussent adoptés sur le continent; qu'on en vînt partout à ne voir dans le commerce que des relations d'intérêt réciproque; et que les nations ne se considérassent plus comme formant des corps à part animés de sentimens divers et contraires. Si l'on considéroit les choses sous ce nouveau point de vue, les différens peuples verroient leur propre intérêt dans une réci-

Digitized by Google

procité parfaite de bons procédés; dans une communication libre, franche et amicale entr'eux, et ils se réjouiroient en commun des progrès de la prospérité générale. C'est en propageant les saines doctrines de l'économie politique; c'est en les rendant familières à toutes les classes de la société, que l'on arrivera à ce beau résultat. Les gouvernans fourniront les moyens d'y parvenir; et les gouvernés sauront jouir d'un si grand bienfait. Les premiers ne craindront pas d'appliquer des principes dont les heureuses conséquences auront été éprouvées; ils oseront abandonner des systèmes surannés et vicieux. Les seconds gagneront avec le bien-être la tranquillité, avec l'aisance l'instruction; ils goûteront en paix les heureux fruits d'un commerce libre et d'une communication sans gênes; et trouveront leur intérêt à maintenir un ordre d'où dépendra leur prospérité (1).

---

(1) « La France a plus qu'aucun autre pays à gagner « par une liberté de commerce réciproque entr'elle « et l'Angleterre. La nature des productions favori- « sées par son climat, la proximité du grand dé-

Digitized by Google

Le brillant état des finances de l'Angleterre lui a permis de commencer à réaliser de si belles espérances. Déjà en 1823 le système le plus libéral avoit été proclamé. On avoit annoncé l'adoption de mesures nouvelles sur l'industrie et les finances. Le commerce reçut déjà quelques facilités qu'il n'avoit pas obtenues jusqu'alors. On étendit à la plupart des marchandises manufacturées la permission d'entrepôt dans quelques ports de l'Angleterre; ainsi une nouvelle activité fut donnée au commerce maritime, et l'Angleterre put tous les jours plus commodément fournir le monde entier, non-seulement de ses produits, mais encore de ceux de tous les autres pays.

« bouché que lui fournit l'Angleterre, les prix « avantageux auxquels elle pourroit vendre, tout « l'engage à désirer des communications plus libres « avec ses voisins. L'Angleterre de son côté perd « beaucoup en achetant plus loin, plus chèrement « et en moins bonne qualité les objets que la France « devoit naturellement lui fournir. Ces vérités ont été « développées par Adam Smith et *finiront par deve-* « *nir des vérités populaires.* » (Journal des Débats du premier Avril 1825.)

Digitized by Google

Dans la session de 1824 le gouvernement, adoptant dans toute son étendue le principe de la liberté du commerce, déclara son intention de lever toutes les prohibitions qui l'entravoient, et commença par proposer une très-grande réduction des droits d'entrée sur les soies écrues; mais à condition que toutes les soieries fabriquées dans l'étranger seroient admises, moyennant un certain droit. Cette dernière clause épouvanta les fabricans anglois, et ils obtinrent que l'exécution en fût ajournée pour le terme de deux années (1), pendant lesquelles ils ont le temps de se préparer à une concurrence avec l'étranger, à laquelle ils n'avoient jamais songé. Les heureux effets de ces sages dispositions se font déjà sentir; l'industrie dans cette branche a redoublé, et déjà la plupart des fabricans voient sans crainte approcher l'époque d'une concurrence, dont au premier abord ils avoient été alarmés.

Ils est curieux, sur ce point, d'examiner le rapport présenté à la chambre des com-

(1) C'est-à-dire, jusqu'au mois de Juillet 1826.

Digitized by Google

munes en 1824 par le chancelier de l'échiquier, et de le comparer avec celui qu'il vient de rendre dans la session de 1825. On voit que les résultats qu'il avoit prévus ont eu lieu; que les finances, loin d'avoir souffert de la diminution des droits, n'en ont été que plus belles cette année, et que c'est en grande partie à ce nouveau système que l'on doit attribuer cette activité extraordinaire dans les affaires mercantiles qui a fait prospérer et s'étendre les diverses branches de l'industrie et du commerce.

C'est à l'étude de l'économie politique que l'on doit la précision de ces calculs; c'est à la connoissance des principes, que l'on doit l'adoption d'aussi sages mesures. La prospérité des finances n'eût jamais été un motif suffisant pour les admettre. Jamais en effet on n'eût hasardé de faire de si grands changemens à un système établi, si l'on n'eût pas été convaincu, par des méditations préalables, que ces changemens étoient utiles et que les effets en étoient assurés. Sans le zèle qui s'est développé pour la science économique, ont n'eût point vu l'Angleterre ouvrir par degrés ses ports aux marchands étrangers; on n'eût point vu

Digitized by Google

ses ministres se prononcer ouvertement contre toutes ces vieilles gênes mercantiles si long-temps respectées.

Il est bon de remarquer que ces principes adoptés en Angleterre y ont favorisé la paix et l'harmonie. Jamais on n'y a vu tant de tranquillité dans toutes les classes; jamais les chambres n'ont présenté un accord aussi remarquable; tant il est vrai, comme le dit notre auteur, que la connoissance répandue de l'économie politique « exerce la plus salutaire influence sur « l'humanité et persuade à tous, qu'il est « de leur intérêt de vivre en paix et de « traiter entr'eux sur des principes nobles « et purs ». (1)

Aussi les hommes d'Etat vraiment dignes de ce nom en font-ils maintenant l'objet de leurs méditations et de leur étude favorite; et l'on a vu des personnages distingués, tant par leur rang dans le ministère que par leurs profondes connoissances, suivre avec intérêt les leçons dont nous publions le discours préliminaire. L'amour

(1) Voyez page 106 du Discours.

Digitized by Google

de la science, mais plus encore l'amour du bien, les amenoit à cette utile institution.

Ce Cours fut institué en 1823. Les amis de M.r Ricardo, voulant honorer sa mémoire, ouvrirent une souscription pour la fondation à Londres d'un Cours d'économie politique (1). Cette souscription monta à

---

(1) Les arrêtés pris à l'assemblée des directeurs de la souscription méritent d'être rapportés ici en abrégé, à cause de la libéralité des principes que l'on y voit régner et des beaux résultats que l'on peut espérer d'une telle institution.

Dans la première assemblée tenue le 14 Octobre 1823, il fut arrêté : 1.° Qu'en considération des grands services que feu M.r Ricardo avoit rendus en contribuant fortement au progrès d'une législation éclairée et spécialement de l'économie politique, il étoit à souhaiter qu'un témoignage de respect fût rendu à sa mémoire. 2.° Que rien ne paroissoit plus propre à ce but, soit pour proclamer ses qualités supérieures, soit pour servir en même temps au public, que l'établissement d'un Cours destiné à répandre la connoissance de la science à laquelle est pour jamais attaché le nom de Ricardo. 3.° Qu'une souscription seroit ouverte pour fonder à Londres un Cours d'économie politique en l'honneur de feu David Ricardo.

Dans la seconde assemblée tenue le 27 Novembre

Digitized by Google

1100 livres sterling. Une grande affluence d'auditeurs suivirent les leçons de M.r Mac Culloch, qui fut choisi pour les donner; et cette année il a été appelé de nouveau à remplir cet office honorable. Ses succès ont été tels que l'on vient aussi de l'engager à donner en même temps ce cours dans la Cité. Dans ce quartier, le plus actif de la capitale, l'impulsion vers cette science est si grande dans ce moment, que l'on s'occupe d'y établir une *société d'économie politique* sur le même plan que celle qui avoit été fondée, il y a quelques années, dans une autre partie de Londres. La conduite sage et éclairée du ministère inspire à tout Anglois le désir de connoître les

---

1823, il fut décidé : 1.° Que le cours proposé, quoiqu'intimément lié avec le nom de M.r Ricardo, et essentiellement destiné à honorer sa mémoire, ne devoit point être considéré comme consacré à inculquer, sans examen, les opinions de cet auteur, mais bien celles qui après réflexion sembleroient justes. 2.° Que l'institution étoit fondée pour dix ans. 3.° Que le professeur recevroit 100 livres sterling pour son cours. 4.° Que les souscripteurs y auroient une libre entrée; et que les autres auditeurs paieroient chacun deux guinées.

Digitized by Google

vrais principes sur le commerce et la richesse des nations, afin de juger sainement des heureux effets que l'adoption de ces principes peut avoir sur la prospérité du pays.

L'auteur explique mieux que je ne pourrois le faire, qu'il est de la nature de toute science, et surtout des sciences morales et politiques, de présenter des sujets susceptibles de discussion. Mais l'économie politique est assez avancée pour qu'elle puisse être enseignée avec méthode, et pour que l'on soit d'accord sur les points les plus importans et les plus applicables.

Toutes les parties de l'économie politique requièrent la connoissance d'un grand nombre de faits. Ces faits sont fournis par l'histoire et par la statistique. C'est ainsi que la théorie de la bienfaisance, cette importante section de l'économie politique, ne pourra être portée au plus haut degré de clarté et de perfection qu'à l'aide d'états de population comparés sous divers rapports, en particulier sous le rapport de la pauvreté. Une proposition a été faite au Conseil représentatif de Genève à ce sujet, et donnera probablement lieu à de nouvelles re-

Digitized by Google

cherches. Ce travail fournira surement de belles et utiles applications qui réfléchiront elles-mêmes sur la théorie une vive lumière. Nous en profiterons pour suivre ce sujet dans sa généralité; et dans un avenir plus ou moins éloigné nous serons appelés à le reprendre sous une nouvelle forme. Les principes les plus importans de l'économie politique étant posés et suffisamment développés, ne doivent pas rester inertes et purement spéculatifs. Ils doivent être appliqués à chaque pays selon certaines circonstances qui les modifient, ou, pour parler avec plus d'exactitude, qui les modifient par l'action mutuelle de chacun de ces principes sur tous les autres. Un petit pays a plus besoin qu'un autre d'étudier et les principes et les circonstances qui doivent être prises en considération par le législateur et par les chefs du gouvernement, lorsqu'il s'agit d'établir les lois de ce genre et d'en diriger l'application. Nous nous proposons d'aborder un jour ce sujet intéressant sous un point de vue relatif à notre patrie.

Le discours de M.r Mac Culloch est très-

Digitized by Google

propre à donner une idée juste de l'état actuel de l'économie politique. Dans un exposé historique abrégé, mais plein de faits intéressans, il rétrace l'origine et les progrès de cette science. Passant en revue les divers auteurs qui ont contribué à la faire avancer, il paie un juste tribut d'admiration à Smith, Ricardo, Say, Mill, etc. (1). Adoptant en général les principes de Ricardo, il expose rapidement la théorie et en fait entrevoir les principales applications. La concision de ses énoncés et la tournure mathématique, qu'il donne à ses démonstrations, exerceront ceux qui feront la lecture de cet écrit avec l'attention qu'il mérite.

Le système d'économie politique, qui a pour fondateur Ricardo, a rencontré des antagonistes respectables. Ainsi M.r Say diffère d'opinion sur l'estimation du prix, et dans les notes qu'il a annexées à la traduc-

(1) Les élémens d'économie politique de M.r Mill, remarquables par leur clarté, ont été traduits en français sur la première édition angloise. La seconde contient des additions importantes.

Digitized by Google

tion de l'ouvrage de Ricardo (1), il s'applique à réfuter d'autres points des doctrines de cet auteur. M.r de Sismondi s'est attaché spécialement, dans ses *Nouveaux principes de l'économie politique*, à combattre l'opinion de Ricardo sur la consommation de la richesse. Deux articles de la *Bibliothèque Universelle* contiennent des observations sur les idées exposées par M.r Mac-Culloch dans la Revue d'Edimbourg (2). L'importance du sujet m'engage à réunir en notes finales et additionnelles un exposé des principes que l'on peut nommer *ricardiens*, et à faire quelques remarques sur ces principes, et sur les conséquences qui en ont été déduites. Ces notes remplaceront celles

---

(1) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, par D. Ricardo ; vol. I. pag. 9, 72, 79, 95, etc. Vol. II. pag. 222, 296, etc.

(2) *Edinburgh review*, *March* 1824. M.r C. Pictet, que Genève et le monde littéraire viennent de perdre, profondément versé dans la science agronomique, a pu, dans ces articles, appuyer ses argumens sur des faits qu'il avoit reconnus ; il a eu le grand mérite d'éveiller l'attention du public, et de le rendre juge de la question qu'il discute. (Voyez *Bibl. Univ.* 1824, tome 27. *Littér.* p. 99. et 209).

Digitized by Google

que j'aurois pu placer en marge du texte du discours; mais qui en auroient trop interrompu la lecture. Je les ferai précéder de la traduction des additions faites par l'auteur dans la seconde édition angloise. Ayant pu les connoître à temps, grâce à son obligeance, et m'aider des indications qu'il a bien voulu me faire lui-même, je peux présenter au lecteur françois la traduction complète de son ouvrage (1).

---

(1) Je crois devoir avertir le lecteur que dans le cours de la traduction, aussi bien que dans les notes, j'emploie le mot *rente*, dans le sens économique, pour désigner le *revenu foncier* ou *fermage* de la terre.

Digitized by Google

Digitized by Google

PRÉFACE DE L'AUTEUR.

Mon but en publiant ce discours est de fournir à ceux qui veulent étudier l'économie politique un tableau général des principes qui font la base de cette science; de leur présenter les principaux traits qui distinguent les théories les plus renommées mises en avant pour en expliquer les divers résultats; d'établir la différence qui règne entre elle et la politique; de montrer l'utilité d'en propager l'étude dans tous les rangs, dans toutes les classes de la communauté; d'exposer enfin le plan que je suis en l'enseignant, tant dans mes cours publics, que dans mes leçons particulières. J'avois d'abord tenté d'en faire le sujet d'une leçon d'introduction au cours

Digitized by Google

que j'ai donné à Londres et à Edimbourg; mais il me fut impossible, dans le court espace d'une leçon, d'aborder plusieurs points que dans ce discours j'ai discutés d'une manière étendue, ou de traiter assez pleinement d'autres sujets importans. Quoique cet écrit soit destiné plus spécialement à ceux qui suivent mes leçons, j'ai lieu d'espérer qu'il ne sera pas sans quelque utilité pour d'autres personnes.

Edimbourg, Oct. 1824.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

DISCOURS

SUR

L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Si l'importance d'une science dépend de celle du sujet dont elle s'occupe, l'économie politique mérite, sans doute, de fixer l'attention publique. Elle a pour but d'établir les moyens de rendre l'industrie de l'homme plus productive en choses de première nécessité, d'agrément et de jouissance, en un mot, en ce qui constitue la *richesse ;* elle détermine les rapports dans lesquels cette richesse se distribue entre les diverses classes de la communauté, et la manière la plus avantageuse de la consommer. On ne peut manquer de reconnoître la liaison intime d'une telle science avec les plus grands intérêts de la société. Nulle autre ne se rapporte aussi directe-

Digitized by Google

ment aux occupations et aux affaires journalières de l'homme. La consommation des biens dont se compose la richesse est indispensable pour l'existence; mais une loi éternelle de la Providence a décrété, que cette richesse ne peut se procurer que par le travail, et que l'homme doit gagner son pain à la sueur de son visage. Cette double nécessité de consommer et de travailler surmonte son aversion naturelle pour le travail, lui inspire de l'ardeur et de l'activité, et lui fait achever avec persévérance des entreprises pénibles et rebutantes.

Puisque la richesse est nécessaire, que le désir de l'aquérir décide l'homme à se soumettre aux plus grandes privations, on doit juger digne d'une étude approfondie la science qui fournit les moyens de la produire et de l'accroître. Personne ne peut la regarder comme superflue ou comme étrangère à ses occupations. Quelques-uns sans doute en profitent plus que d'autres; mais tous en tirent quelque utilité. Le prix de toute marchandise, les profits du manufacturier et du négociant, le fermage du propriétaire, le salaire du manouvrier, l'effet des impôts et des règlemens sur le

Digitized by Google

262

commerce, tous ces sujets ne peuvent être déterminés et éclaircis qu'au moyen des principes de l'économie politique.

Non-seulement la richesse nous fournit les moyens de subsister, mais elle nous met à même de cultiver et d'améliorer nos facultés les plus nobles. Là où il n'y a pas accumulation de richesse, l'esprit est occupé à pourvoir aux besoins immédiats du corps, il n'a pas le temps de se perfectionner; et dès lors, les individus n'ont que des vues étroites; leurs sentimens sont personnels et intéressés. Pour agrandir ces vues, pour adoucir ces sentimens, il faut un certain degré d'aisance, qui permette de se livrer à d'autres soins que ceux qui tendent immédiatement à satisfaire les besoins et les désirs de la vie animale. La richesse, il est vrai, nous procure des jouissances directes et immédiates, mais surtout elle est indispensable pour la civilisation de la société. Sans le loisir qu'amène l'accumulation de la richesse, on ne pourroit jamais poursuivre avec quelque succès ces belles études qui étendent et ennoblissent les vues, qui purifient le goût, et relèvent l'homme dans l'échelle des êtres. L'état comparatif de barba-

Digitized by Google

rie et de civilisation des peuples dépend plus de leur richesse que de toute autre circonstance. Un peuple pauvre n'est jamais pleinement civilisé ; un peuple riche n'est jamais barbare. On ne peut citer aucune nation qui se soit distinguée dans les sciences ou les beaux arts, sans être riche. Le commerce fut florissant en Grèce dans le siècle de Périclès et de Phidias ; il le fut encore en Italie dans celui de Pétrarque et de Raphaël. L'influence de la richesse à cet égard est presque sans bornes. C'est elle qui fit sortir Venise du sein des eaux ; c'est par elle que cette ville bâtie sur des îles désertes et sablonneuses ; que la Hollande, ci-devant mal-saine et marécageuse ; devinrent l'une et l'autre le siège de la littérature, de la science et des arts. Dans les Iles Britanniques elle n'eut pas des effets moins marquans. On y a vu le nombre et la supériorité des savans, des poëtes, des hommes de lettres et des artistes se proportionner constamment à l'accroissement de la richesse publique ; en d'autres termes, aux moyens de récompenser et d'honorer leurs travaux.

Quand on voit que la richesse est indis-

Digitized by Google

pensable aux individus pour l'existence et les agrémens de la vie, aux peuples pour leurs progrès dans la civilisation, on s'étonne avec raison que l'on fasse ici peu d'effort pour en découvrir les sources; et que l'étude de l'économie politique ne soit pas encore envisagée comme une partie essentielle d'un système étendu d'éducation. Plusieurs circonstances ont pu faire négliger cette science; mais deux entr'autres y ont beaucoup contribué, savoir : dans les temps anciens, l'esclavage domestique; et dans les universités modernes, les ténèbres répandues en Europe au moment où elles furent fondées.

Les citoyens de la Grèce et de Rome se seroient crus dégradés en se livrant aux métiers qui forment l'occupation principale des habitans de l'Europe moderne. Au lieu de chercher à s'enrichir par leurs propres efforts, ils confioient à des esclaves cette tâche qui les rebutoit, ou imposoient des subsides aux terres conquises. Dans quelques états de la Grèce, on en vint à défendre aux citoyens de se livrer à tout métier tenant aux manufactures et au commerce. Et même, à Athènes et à Rome,

Digitized by Google

où cette défense ne fut pas établie, ces métiers furent généralement regardés comme indignes d'un homme libre, et ne furent exercés que par les esclaves, ou par des hommes de la lie du peuple. Cicéron lui-même, qui avoit approfondi toute la philosophie ancienne, et qui souvent s'étoit élevé au-dessus des préjugés de son siècle et de son pays, ne craint pas d'affirmer que rien de digne d'un homme libre ne peut sortir de l'atelier d'un ouvrier; que sur une petite échelle, le commerce est bas et méprisable, sur une grande, à peine tolérable (1). L'agriculture, il est vrai, fut plus respectée. On vit dans les premiers

(1) Illiberales autem et sordidi questus mercenariorum, omniumque quorum operæ, non quorum artes emuntur. Est enim illis ipsa merces auctoramentum servitutis. Sordidi etiam putandi, qui mercantur a mercatoribus quod statim rendant, *nihil enim proficiunt, nisi admodum mentiantur!* Opifices que omnes in sordidâ arte versantur, *nec enim quidquam ingenuum potest habere officina....* Mercatura autem, si tenuis est, sordida putanda est, sin autem magna et copiosa, multa undique apportans, multisque sine vanitate impertiens, non est admodum vituperanda. » (*De officiis.* Lib. I. cap. 42.)

Digitized by Google

siècles de Rome des personnages distingués suivre avec avidité les travaux agricoles. Mais malgré ces exemples, on en vint, sous les empereurs et même déjà dans le plus beau temps de la république, à confier la culture du sol à des esclaves, appartenant au propriétaire et travaillant pour son compte. La grande masse des citoyens romains se livrèrent au service militaire (1), ou trouvèrent des moyens de subsistance précaires dans les subsides de blé fournis par les provinces. Dans une société ainsi organisée, on ne dut point connoître les relations qui existent actuellement entre le propriétaire et ses fermiers, entre le maître et ses domestiques. Les anciens furent donc entièrement étrangers à toutes les questions importantes et pleines d'intérêt qui naissent de la hausse et de la baisse des fermages et des salaires, et qui forment une branche si importante de la science économique. L'esprit de la philosophie an-

(1) « Rei militaris virtus præstat cæteris omnibus; hæc populo Romano, hæc huic urbi æternam gloriam peperit. » (Cicero *pro Murenâ.*)

Digitized by Google

cienne fut aussi très-peu favorable à l'étude de l'économie politique. Les moralistes s'accordoient à regarder le luxe comme un des plus grands maux, et blâmoient avec sévérité l'ardeur des riches à se procurer des jouissances recherchées. Ils y voyoient la ruine des vertus guerrières, l'objet principal de leur admiration. Aussi dénoncèrent-ils la passion d'accumuler la richesse comme nuisible et destructive. L'économie politique ne put dès-lors attirer l'attention d'esprits imbus de tels préjugés. Elle ne put être étudiée par des hommes qui méprisoient ce dont elle traite, et rabaissoient le travail qui procure la richesse.

Lorsque les universités furent établies, les ecclésiastiques possédoient presque exclusivement le peu d'instruction qui existoit alors en Europe. Leurs goûts, leurs occupations eurent une influence marquée sur les plans d'éducation qu'ils furent chargés de tracer. Ils bornèrent le champ des études et n'y firent entrer que la grammaire, la rhétorique, la logique, la théologie et le droit canon. On eût regardé comme superflu et indigne de la science, de nommer des professeurs pour exposer les prin-

Digitized by Google

cipes du commerce et retracer les moyens de rendre le travail plus productif. Les préjugés anciens contre le commerce, contre les manufactures et le luxe, eurent encore beaucoup d'influence dans le moyen âge. Personne n'avoit des idées claires sur les sources de la richesse nationale, du bonheur et de la prospérité des peuples. La communication entre eux étoit très-limitée, et se maintenoit plutôt par les invasions et les expéditions de brigandage et de piraterie, que par un commerce basé sur un profit réel et réciproque.

Ces circonstances expliquent assez pourquoi l'on a tardé si long-temps de se livrer à l'étude de l'économie politique, et d'accorder à cette science toute l'attention qu'elle mérite. Depuis que l'on s'y est appliqué, il n'y a pas de doute que la variété des opinions et des principes entre les hommes éminens qui l'ont cultivée, n'ait arrêté ses progrès, et n'ait contribué à en discréditer les principes.

Il est clair cependant, que ceux qui rejettent les principes de l'économie politique, à cause de la variété des systèmes présentés pour expliquer les phénomènes dont

Digitized by Google

elle s'occupe, devroient par la même raison refuser leur confiance aux résultats de presque toutes les autres sciences.

La dissonance entre les divers systèmes avancés successivement par les physiologistes, les chimistes, les physiciens, et les moralistes les plus distingués, est tout aussi frappante que celle que l'on remarque entre ceux des premiers économistes. Or, qui voudroit conclure de là que la médecine, la chimie, la physique, la morale, n'ont aucune base solide; ou qu'il est impossible que les savans en viennent quelque jour à nous présenter ces sciences réunies en systèmes de vérités bien établies et reconnues? Nous ne refusons pas notre assentiment aux théorèmes de Newton et de LaPlace, pour être subversives des hypothèses de Ptolémée, de Ticho Brahé, et de Descartes; pourquoi le refuserions-nous à ceux de Smith et de Ricardo, sous le prétexte qu'ils renversent les fausses théories qu'avant eux on avoit avancées pour expliquer les sources et la distribution de la richesse? L'économie politique a subi le même sort que les autres sciences; aucune n'est parvenue d'un saut à la perfection. Chez tou-

Digitized by Google

tes, l'erreur s'est plus ou moins insinuée, même dans les spéculations de ceux qui le plus récemment les ont cultivées. Dans l'économie politique, les erreurs ont maintenant disparu presque en entier, et quelques observations suffiront pour montrer que cette science est aussi certaine dans ses résultats, que toute science basée sur les faits et l'expérience.

* * *

Les principes relatifs à la production, à l'accumulation de la richesse, et aux progrès de la civilisation, ne proviennent point d'une disposition législative. Il faut que l'homme s'efforce de produire la richesse, parce que sans cela il ne sauroit exister; le désir gravé dans le cœur de tout individu d'avancer dans le monde et d'améliorer son sort, le pousse à soigner son bien et à l'accumuler. Les principes qui sont la base de l'économie politique font ainsi partie de la constitution naturelle de l'homme et de l'ordre général; on peut en tracer les conséquences par l'observation et l'analyse, comme celles des principes mécaniques. Il y a cependant une différence es-

Digitized by Google

sentielle entre les sciences physiques et les sciences morales et politiques. Les principes des premières s'appliquent à *tous les cas*, tandis que ceux des dernières ne s'appliquent qu'à la *majorité* des cas qui se présentent. Ceux de la production et de l'accumulation de la richesse sont inhérens à notre nature; ils exercent une influence puissante sur la conduite de tous les hommes; mais cette influence n'est pas toujours au même degré chez tous; et celui qui cherche à établir une théorie sur ce point, doit se contenter de tracer des règles générales pour expliquer clairement l'effet des principes dans la plupart des cas, laissant à la sagacité de l'observateur le soin de les modifier suivant les occasions et suivant les circonstances. Par exemple, il est admis en principe, dans la morale comme dans l'économie politique, qu'en général la plupart des hommes voient plus clairement par eux-mêmes ce qui convient à leurs intérêts, que toute autre personne, ou tout autre corps de personnes choisies ne pourroit le faire à leur place, et qu'il est sage de laisser chacun suivre son penchant et se livrer à l'occupation qu'il juge la plus ap-

Digitized by Google

propriée à ses goûts et à sa position. Voilà un théorème général, et c'est un de ceux qui sont le plus basés sur l'expérience. Il n'en est cependant point de ce théorème comme des lois qui règlent le mouvement des astres dans le système planétaire; il se trouvera peut-être juste dix-neuf fois sur vingt, et à la vingtième ne se vérifiera pas. Mais on ne peut exiger de l'économiste que ses théories cadrent avec la tournure d'esprit particulière à un individu. Il pose ses principes en observant ceux qui déterminent la condition des hommes considérés en grand, comme formant les nations et les états. Il s'occupe des hommes en masse, des états, non des familles, des passions et des penchans qui agissent sur la race humaine en général, et non de ceux qui peuvent accidentellement influer sur la conduite d'un individu isolé.

Il ne faut jamais perdre de vue que l'économiste n'a point à chercher comment tel ou tel individu a accru sa fortune, à moins qu'il ne veuille en tirer quelque conséquence générale. Les objets *d'intérêt public* doivent toujours l'occuper exclusivement. Il n'a point à tracer des systèmes et à imaginer des plans pour accroître la

Digitized by Google

richesse et les jouissances de *certaines classes* en particulier; mais à découvrir les sources de la *richesse nationale*, de la *prospérité universelle*, et les moyens de les rendre plus abondantes.

Rien, il est vrai, n'est si commun, que d'entendre objecter aux vérités les mieux établies de politique et d'économie politique, qu'elles varient selon certaines circonstances, et que par conséquent on ne sauroit les admettre. Il est sûr cependant, que ces objections ne tirent leur origine que d'une idée tout-à-fait fausse sur la nature de la science. On pourroit aisément citer un millier d'individus enrichis par les monopoles, aussi bien qu'on en voit quelquefois s'enrichir par le vol et le pillage. Mais il seroit bien téméraire de conclure de là sans autre examen, que la communauté pourroit profiter et s'enrichir par de tels moyens. Cette dernière considération est cependant la seule à laquelle l'économiste doive s'arrêter. La question n'est jamais si telle mesure ou telle institution peut enrichir plus ou moins d'individus; mais seulement si elle tend à enrichir le public. Admettant que les monopoles et les règlemens restrictifs peuvent aider souvent des

Digitized by Google

individus à accumuler de grandes fortunes; bien loin d'être, comme on l'a prétendu, une preuve de l'avantage de ces monopoles, c'en est une évidente du contraire. Il est clair que si ces privilèges enrichissent le *petit nombre*, ils doivent d'autant appauvrir le *plus grand nombre*. Ils attaquent ainsi la richesse nationale, que toute institution devroit chercher à accroître, et lui portent atteinte, autant qu'à la liberté naturelle du commerce.

Pour arriver en économie politique à un principe bien établi, il ne suffit pas d'examiner certains résultats dans des cas particuliers, ou pour quelques individus; il faut en outre vérifier si ces résultats sont constans et applicables en général; si les mêmes circonstances qui les ont fait naître une fois produiroient encore en tout cas, en tout état de la société, des résultats identiques ou du moins semblables. Une théorie qui n'est pas d'accord avec un fait *uniforme* et *constant* est nécessairement erronée. Mais s'il se présente un fait qui ne s'accorde point avec notre expérience habituelle, sans que nous puissions discerner les circonstances particulières qui l'accom-

Digitized by Google

pagnent, il ne faut pas se hâter d'en conclure la nécessité de rejeter un principe qui rend compte, d'une manière satisfaisante, du plus grand nombre des phénomènes.

L'exemple de quelques princes absolus qui ont été équitables, humains, généreux, ne sauroit renverser ce principe, qu'un pouvoir sans responsabilité tend naturellement à corrompre ceux qui l'ont entre leurs mains, à les rendre présomptueux, cruels et soupçonneux. — De même l'exemple de ceux qui, sans prévoyance pour l'avenir, ne recherchent que des jouissances du moment et dissipent follement leur fortune, n'affoiblira pas cet autre principe, que la passion d'accumuler est beaucoup plus forte, et plus étendue que celle de dissiper. Autrement on ne pourroit comprendre comment l'homme est sorti de l'état sauvage. Les améliorations qui se succèdent d'âge en âge chez les diverses nations, la culture d'un terrain couvert de forêts ou de marais stériles, la formation des villes, la construction des ports, des routes, des ponts et des édifices de tout genre, sont toutes le résultat de l'épargne; et font sentir, malgré de nombreux exemples de prodigalité, la force et la

Digitized by Google

grande prépondérance de l'accumulation.

C'est pour n'avoir pas fait attention à ces considérations, que l'on a souvent mal saisi le but et les principes de l'économie politique. Il n'y a pas de théorie ou d'opinion extravagante qui n'ait été appuyée sur des faits. La connoissance des faits, sans la connoissance des rapports qui les lient, n'est, pour nous servir des expressions de M. Say (1), que le savoir non digéré d'un commis de bureau, et elle ne peut point mener à juger de la vérité ou de la fausseté d'un principe général.

Il ne faut pas non plus oublier que les faits, si souvent mis en avant, pour prouver la fausseté des principes généraux, sont la plupart du temps observés si mal, et représentés si inexactement par ceux qui les allèguent, qu'à tout prendre ils ne méritent pas même d'être examinés avec attention. Pour bien observer, il faut avoir des qualités qui n'appartiennent pas à tous, être doué d'intelligence et de finesse, être libre de préjugés, et patient dans ses

(1) *Traité d'Économie politique*, par *J. B. Say*. — Discours préliminaire.

Digitized by Google

recherches, comme le dit le docteur Cullen. « Un grand nombre de circonstances « tendent à décrier les prétendus faits aux- « quels on donne le beau nom d'expérience. « Le plus simple narré d'un cas donne lieu « presque toujours à quelque théorie. On « suppose quelquefois qu'une assertion re- « pose sur des faits plus purs, moins déna- « turés, quand ils ont été rapportés par une « personne peu instruite. On sait assez ce- « pendant, que c'est chez les empiriques que « l'on trouve les notions les plus hypothé- « tiques sur la médecine. Il est bien rare, « quelque soin qu'on y donne, de pouvoir « discerner, en observant un cas, toutes « les circonstances qui s'y rapportent. Par « cette raison, dans ce que l'on nomme « communément expérience, on ne fait que « transférer une règle basée sur un fait « imparfaitement connu à un fait que « l'on ne connoît pas davantage. Par cette « même raison, on se jette dans l'erreur, « en voulant appliquer à un cas les consé- « quences tirées d'un autre, quoique les « circonstances ne soient pas les mêmes. « *Sans les principes déduits d'un raison- « nement solide et analytique, l'expérience*

Digitized by Google

« *n'est qu'un guide aveugle et trompeur.* » (1)

Pour peu que l'on ait été dans le cas de comparer les rapports contradictoires des observateurs ordinaires, sur l'influence pratique et les conséquences réelles de quelque mesure d'intérêt public ; on reste convaincu, que les raisonnemens du D.r Cullen s'appliquent encore mieux à la science politique et économique qu'à la médecine. Souvent les circonstances qui leur échappent, dans leurs observations incomplètes, ont beaucoup d'influence sur la prospérité nationale, tandis que celles qui les frappent ont en comparaison peu d'importance.

Tant de circonstances variées influent sur l'état des nations, que, pour bien distinguer la cause de l'effet, pour ne pas attribuer à une classe de causes un résultat qui dépend d'une autre classe, il est la plupart du temps indispensable de joindre à l'habileté, à l'attention, une analyse fine, approfondie, et d'être familiarisé avec les principes de la science. Puisqu'il est si difficile de bien observer, « il n'est point « étonnant que le nombre des faits erronés

(1) Leçons manuscrites du docteur Cullen.

Digitized by Google

« dépasse de beaucoup celui des fausses « théories. » (1) D'ailleurs, quelle que soit l'attention mise à l'observation d'un fait isolé; jamais, comme nous l'avons déjà vu, dans les sciences morales et politiques, il ne pourra servir de base à un théorème général. Ceux qui hasardent des théories établies sur une base si étroite, ne sont à la lettre que des *empiriques*, poussés par leur vanité ou leur intérêt à mettre en avant les résultats d'une observation limitée et imparfaite, et à les opposer à ceux que sanctionne une expérience générale.

L'opposition apparente d'un principe reçu à quelques résultats dont on ne connoît pas bien toutes les circonstances, ne doit pas sans doute nous le faire rejeter. Mais il ne faut pas non plus le regarder comme solide, avant de s'assurer qu'il est le fruit d'une analyse soignée et complète. Pour en venir à connoître à fond les lois qui règlent la production, la distribution et la consommation de la richesse, l'économiste, pour trouver ses matériaux, auroit à exploiter un vaste champ de recherches. Il auroit à

---

(1) **Remarque du Dr. Cullen.**

Digitized by Google

étudier l'homme dans les diverses situations où il se trouve, à recourir à l'histoire de la société, des arts, du commerce et de la civilisation, à consulter les ouvrages des savans, des philosophes, des voyageurs, en un mot, tout ce qui pourroit l'éclairer sur les causes des progrès ou des retards de la civilisation. Il auroit à examiner les changemens opérés aux fortunes et à l'état social, dans tous les pays et dans les différens siècles. Il auroit à tracer l'avancement, le progrès, la chute de l'industrie et du commerce, et surtout à analyser et comparer avec soin les effets des institutions, des lois, des règlemens, et à établir les circonstances, qui distinguent l'état progressif de l'état rétrograde de la société. C'est au moyen de ces recherches que l'économiste parvient à connoître les véritables causes de la richesse et de la civilisation, de la pauvreté et de la barbarie; à résoudre d'une manière satisfaisante presque tous les problèmes principaux de la science économique, et à imaginer le plan d'administration publique, le meilleur et le mieux calculé pour assurer à la société un avancement pro-

Digitized by Google

gressif dans la carrière des perfectionnemens.

De tels travaux ne peuvent manquer de faire naître le plus vif intérêt dans toute âme empreinte de sentimens généreux. On regarde comme un noble objet d'étude, et de raisonnement, les lois qui dirigent les corps célestes dans leurs mouvemens; mais il est hors de la puissance de l'homme d'en modifier les résultats. Les lois qui dirigent la société humaine dans ses mouvemens, qui font avancer un peuple en civilisation, en richesse, tandis qu'au même moment, un autre peuple rétrograde et tombe dans l'abîme de la pauvreté et de la misère, ont un double titre à notre attention; d'un côté, elles se rapportent à des objets qui influent directement sur le bonheur; de l'autre, l'homme peut en modifier, et en modifie tous les jours, les résultats. La prospérité nationale dépend bien moins de la situation et de la fertilité du sol ou de la salubrité du climat, que de l'adoption de mesures propres à exciter le génie inventif, à créer l'industrie, et à lui donner de l'activité. L'institution d'un système sage dans l'économie publique fournit les moyens

Digitized by Google

de remplacer tout ce qui manque à un pays; de sauvage et stérile qu'il étoit, elle le rend le séjour agréable et salubre, d'un peuple heureux et civilisé. Sans cette institution, la nature prodigueroit en vain à un pays ses dons les plus précieux. Tout capable qu'il seroit de s'améliorer et de produire, il ne fourniroit qu'avec peine une chétive existence à quelque horde misérable, ignorante et barbare.

* * *

Quand on réfléchit à la variété et à l'étendue des connoissances préliminaires que suppose la création d'une théorie saine en économie politique, on ne s'étonne plus que les économistes aient pu faire des erreurs ou qu'ils aient pu avoir des opinions contradictoires sur quelques-uns des points les plus importans. L'économie politique est d'une origine très-récente. Quelques traités d'un grand mérite ont pu paroître d'abord sur des points détachés de la science; mais elle n'a été réunie en un corps complet de doctrine que vers le milieu du dernier siècle. Cela suffit pour expliquer les erreurs de quelques-uns des systèmes qui

Digitized by Google

ont paru depuis lors. Au lieu de déduire de la comparaison des faits des conséquences générales ; au lieu d'examiner attentivement les phénomènes qui résultent de l'action des divers principes, et d'étudier avec soin les mêmes principes dans des circonstances variées ; presque toujours ceux qui se livrent les premiers à une science commencent par bâtir leurs théories sur une base peu sûre et mal établie. Et réellement, il n'est pas en leur pouvoir d'agir autrement. Ce n'est presque jamais pour eux que les expériences sont faites, que les observations sont décrites. On ne les fait, on ne les décrit, en assez grand nombre, avec assez de soin, que lorsque l'on s'aperçoit plus tard, qu'elles sont le seul moyen de faire découvrir la vérité ou la fausseté d'une théorie, devenue populaire. C'est, pour nous servir du langage de la science économique, *la demande efficace* du théoricien qui règle la production des faits ou des matériaux bruts qu'il a ensuite à employer pour en former un système. L'histoire de l'économie politique en fournit des exemples frappans. Cette science, comme nous l'avons observé, fut entièrement inconnue

Digitized by Google

des anciens, et l'on ne s'y appliqua que fort tard, comparativement aux autres sciences. Aussi l'historien négligea-t-il, comme peu dignes de l'occuper, les circonstances qui auroient le mieux fait juger de la richesse et de la civilisation des états les plus célèbres de l'antiquité, et même de l'Europe pendant le moyen âge. Ceux qui les premiers tracèrent les principes généraux de la science, n'avoient pour faire une théorie qu'une expérience foible et limitée. Ils ne savoient pas même se prévaloir du peu de faits historiques dont ils auroient pu profiter; ils ne s'attachoient qu'à ceux qui se trouvoient dans la sphère de leur observation.

L'opinion si long-temps dominante, que la richesse consiste exclusivement en or et en argent, vint naturellement de ce que la monnoie de tous les peuples civilisés fut presque toute de ces deux métaux. Ayant été adoptés comme étalon de mesure pour la valeur relative des diverses marchandises, et comme équivalens de celles contre lesquelles ils étoient échangés; ils acquirent une importance factice aux yeux non-seulement du vulgaire, mais aussi des

Digitized by Google

personnes d'un mérite supérieur. On ne sut pas faire une remarque bien simple, c'est que vendre et acheter n'est autre chose que faire un troc de *marchandise* de part et d'autre ; par exemple, d'or et d'argent contre du blé, du drap, et réciproquement. On ne fit plus attention à la *valeur de l'argent*, mais bien à l'argent même; et l'on ne mesura plus la richesse des individus et des Etats, par l'abondance de leurs produits disponibles, ou par la quantité et la valeur des marchandises, qu'ils pouvoient fournir pour se procurer des métaux précieux; on la calcula d'après la quantité de ces métaux dont ils étoient en possession. On crut partout n'avoir pas de meilleur moyen d'accroître la richesse, que de défendre l'exportation de l'or et de l'argent, et d'en encourager l'importation.

Il paroît d'après un passage de Cicéron, qu'à Rome, sous la république, l'on prohiba souvent l'exportation des métaux précieux (1), et les Empereurs renouvelèrent

(1) « *Exportari aurum non oportere, cum sæpe antea senatus, tum me consule, gravissime judicavit.* » Orat. pro L. Flacco, cap. 28.

Digitized by Google

fréquemment cette prohibition, quelle qu'en fût l'inutilité (1). Il n'y a peut-être pas un seul état moderne en Europe, dont les premières lois ne consacrent ce principe. On assure que déjà avant la conquête il étoit en vigueur, et divers statuts l'ont postérieurement sanctionné. Entr'autres, dans une époque bien rapprochée de la nôtre, en 1512, un statut de Henri VIII (2) déclara que toute personne que l'on découvriroit exportant de l'argent, de la vaisselle, des bijoux, seroit punie par l'amende du double de la valeur de ces articles.

L'étendue extraordinaire que prit le commerce pendant le quinzième et le seizième siècles fit substituer à ce mode simple et grossier d'accroître la quantité des métaux précieux un système plus recherché et

---

(1) Pline faisant l'énumération des soies, des épiceries, et des autres produits importés de l'Inde en Italie, dit ces mots : « *Minimâque computatione millies centena millia sestertium annis omnibus, India et Seres, peninsulaque illa* (Arabia) *imperio nostro demunt.* » (Hist. nat. lib. XII, cap. 18.)

(2) *Henry VIII, cap.* 1.

Digitized by Google

plus compliqué. L'établissement d'une communication directe entre l'Angleterre et l'Inde par le Cap de Bonne-Espérance semble avoir beaucoup influé sur ce changement. Les métaux précieux ont toujours été l'un des meilleurs articles d'exportation pour l'Orient. Et malgré les préjugés anciens et enracinés contre cette exportation, la Compagnie des Indes Orientales obtint, dès son établissement en 1600, la permission d'exporter annuellement de la monnoie étrangère ou des matières d'or et d'argent pour la valeur de 30,000 livres sterling. On y mit cependant la condition, que dans les six mois qui suivroient la fin de chaque expédition, à l'exception de la première, la Compagnie importeroit une quantité d'or et d'argent égale en valeur aux métaux précieux qu'elle auroit exportés. Les ennemis de la Compagnie prétendirent qu'elle ne remplissoit point cette condition, et qu'au grand détriment du public on laissoit l'or et l'argent sortir du royaume. Les négocians et les autres personnes intéressées à soutenir la Compagnie, ne pouvoient contester les raisonnemens de leurs antagonistes, qu'en combattant ouvertement la politique

Digitized by Google

dès long-temps établie, de prévenir absolument toute exportation des métaux précieux. Ils n'avancèrent point cependant, que l'exportation de ces métaux en Orient fût avantageuse, en s'appuyant sur cette raison, qu'en Angleterre les marchandises obtenues en échange étoient de plus grande valeur. Il n'y a pas même lieu de croire qu'ils en aient eu l'idée. Mais ils soutenoient que cette exportation étoit avantageuse, parce que les marchandises importées de l'Inde étoient exportées de nouveau en grande quantité dans d'autres pays, d'où l'on obtenoit beaucoup plus de lingots que l'on n'avoit été appelé à en payer à l'Inde. Thomas Mun, l'un des plus habiles défenseurs de la Compagnie, comparoit ingénieusement les opérations du négociant qui fait son commerce en exportant l'or et l'argent, aux semailles et aux moissons en agriculture. « Quand on ne considère le labou-
« reur, qu'au temps des semailles, jetant
« son blé et le faisant voler çà et là sur la
« terre, on le prendroit plutôt, disoit-il,
« pour un fou, que pour un laboureur ex-
« périmenté. Mais, quand on le voit au
« moment de la moisson, arrivant au but

Digitized by Google

« de ses peines, on s'aperçoit du mérite « et du succès du travail auquel il s'est li- « vré. » (1)

Telle fut l'origine du *système mercantile*. Quand on le compare avec l'ancien préjugé qui mérite à peine le nom de système, et qui prohiboit l'exportation de l'or et de l'argent, on doit reconnoître qu'en l'adoptant, on fit un grand pas dans la carrière des opinions saines sur le commerce. Les défenseurs du système mercantile, comme leurs prédécesseurs, soutenoient que l'or et l'argent seuls constituoient la richesse; mais ils croyoient qu'une saine politique ne devoit pas en laisser prohiber entièrement l'exportation. Ils y mettoient seulement

---

(1) *Treasure by foreign trade*, édition originale, page 50. Cet ouvrage fut publié en 1664, long-temps après la mort de Mun. Il est très-probable qu'il avoit été composé en 1635 ou 1640. Mun avoit déjà avancé les mêmes opinions et presque dans les mêmes termes, soit dans sa *Défense du commerce aux Indes orientales*, publiée en 1609, avec seconde édition en 1621, soit dans une pétition qu'il composa pour la Compagnie, et qui fut présentée au parlement en 1628.

Digitized by Google

pour conditions, que les marchandises importées à la place fussent, en tout ou en partie, vendues ensuite à des étrangers pour le montant d'une plus grande valeur en matières que celle qui avoit été originairement exportée pour les acquérir; ou que l'importation des marchandises étrangères accrût l'exportation des produits indigènes d'une quantité dont la valeur dépassât celle de ces marchandises. Ces opinions mènent nécessairement à la fameuse doctrine de la *balance du commerce.* Il étoit clair que les métaux précieux ne pouvoient être importés dans les pays sans mines, qu'en fournissant en échange des marchandises exportées. Le grand but auquel tendoient les défenseurs du système mercantile, étoit d'accaparer autant que possible les métaux précieux, en prenant des mesures variées et compliquées pour encourager l'exportation de presque tous les articles, sauf l'or et l'argent, et d'en restreindre l'importation, s'ils n'étoient pas destinés à être de suite exportés. En conséquence, on regarda l'excès *de la valeur d'exportation sur celle d'importation*, comme la cause unique et la seule mesure du progrès d'un pays dans la carrière de la richesse. On se persuada que

Digitized by Google

cet excès ne pouvoit être obtenu que par l'importation d'une égale valeur d'or et d'argent, c'est-à-dire, de la seule richesse que pût avoir un pays.

Les principes du système mercantile, quelque faux qu'ils soient, expliquent assez bien certains phénomènes; ils durent en outre plaire dès l'origine, comme flattant les préjugés si répandus sur cette matière. Les négocians et les hommes entièrement livrés à la pratique, qui étoient les vrais auteurs de ce système, ne croyoient point nécessaire de soumettre à l'examen et à une analyse soignée, les principes qu'ils avoient posés. Les jugeant assez affermis par l'assentiment et l'approbation universelle, ils s'appliquoient presque exclusivement à discuter les mesures pratiques les plus propres à les rendre efficaces.

« Quoiqu'un Etat, dit encore Mun, « puisse s'enrichir des dons que lui font « d'autres nations, ou des achats qu'il con- « tracte avec elles, on doit regarder ce « moyen comme bien incertain, et comme « de bien peu d'importance quand il se « réalise. Le moyen ordinaire d'accroî- « tre la richesse et le trésor est donc le

Digitized by Google

« commerce extérieur, en tant qu'en le « faisant on observe toujours la règle « de vendre annuellement aux étrangers « une valeur en marchandises plus grande « que celle des marchandises étrangères « que l'on consomme. Supposez que ce « royaume, quand il est abondamment four- « ni pour son usage, de drap, de plomb, « d'étain, de fer, de poisson et d'autres « marchandises indigènes, en réexporte par « an un surplus de 2,200 000 livres sterling. « Il pourra acheter par ce moyen pour « 2,000 000 livres sterling de marchandi- « ses, et les rapporter de l'étranger pour « sa consommation. En s'attachant rigou- « reusement à cette marche, on peut être « assuré que le royaume se sera enrichi « de 200 000 livres sterling, qui nous se- « ront apportées comme un trésor acquis, « puisque la partie de notre fonds qui ne « nous revient pas en denrées, doit né- « cessairement nous être rapportée sous « forme de trésor » (1).

Mun suppose dans ces raisonnemens que

(1) *Treasure, by foreign trade, p.* 11.

Digitized by Google

le profit du commerce extérieur est exclusivement l'or et l'argent ; posant, comme un principe avoué, que cet or et cet argent nous sont nécessairement rapportés en paiement du surplus des marchandises exportées. Tous les avantages de ce commerce ; le nombre infini de produits agréables et utiles, qu'il auroit été impossible pour nous de produire, ou que nous n'aurions pu produire qu'à plus haut prix; les nouveaux motifs que ce commerce ajoute à ceux qui aiguillonnent l'activité ; les nouveaux biens et les nouvelles jouissances qu'il présente pour récompense au travail, à ses yeux *ne sont rien*. Il se borne à fixer notre attention exclusivement au solde de 200,000 livres sterling en or et en argent. C'est comme si l'on vouloit nous faire estimer l'agrément et les avantages d'un vêtement, par le nombre et l'éclat des boutons d'or dont il est garni. La règle de Mun, pour estimer les avantages d'un commerce extérieur, n'en a pas moins paru long-temps infaillible aux yeux des négocians et des hommes d'états bornés à la pratique; et ces anciens préjugés sont tellement invétérés, qu'il ne se passe pas d'année où l'on ne fé-

Digitized by Google

licite encore l'Angleterre de l'excès de ses exportations sur ses importations.

Les notions erronées sur les métaux précieux ne furent pas la seule circonstance qui amena les règlemens restrictifs contre la liberté du commerce et qui fit dominer le système mercantile. Les gouvernemens féodaux établis dans les pays qui avoient fait partie de l'empire d'Occident, tombèrent de bonne heure dans un état de confusion et d'anarchie. Les princes, incapables de réprimer par eux-mêmes les usurpations et la violence des grands vassaux, s'appliquèrent à affermir leur propre influence et à consolider leur pouvoir, en attirant à eux les habitans des cités et des villes. Dans ce but ils leur garantirent des chartes, affranchirent les habitans en abolissant toute marque de servitude, les formèrent en corporations ou corps politiques gouvernés par un conseil et par des magistrats de leur choix. Tandis que partout ailleurs régnoient la rapine et le désordre, on voyoit dans les villes l'ordre et l'administration régulière bien établis, et les propriétés fermement assurées. Aussi leurs tranquilles habitans étoient excités au travail,

Digitized by Google

et conservoient une grande supériorité sur les agriculteurs et les gens des campagnes. Ce fut des villes que les princes tirèrent leurs plus forts subsides d'argent; ce fut par leur aide et leur coopération, qu'ils réussirent à devenir maîtres des barons fiers de leur indépendance. Les citoyens des villes ne regardèrent point les secours qu'ils donnoient à leurs souverains, comme compensés par le don des chartes qu'ils en avoient obtenues. Ils ne cessèrent de solliciter et d'obtenir de nouveaux privilèges. Ils s'attendoient bien à ce que des princes, auxquels ils rendoient de si grands services, les regarderoient comme la portion la plus industrieuse et la plus utile de leurs sujets et ne répugneroient point à satisfaire leurs demandes. En effet, pour leur donner les moyens d'obtenir des vivres à bon marché, et d'exercer leur industrie de la manière la plus profitable, il fut formellement défendu d'exporter le blé et les matériaux bruts qu'ils étoient appelés à manufacturer; en même temps de forts droits ou des prohibitions absolues furent établis, pour prévenir l'importation des objets manufacturés et pour assurer aux fabricans le

Digitized by Google

monopole du marché national. C'est ainsi que, dans le quatorzième siècle, le quinzième, le seizième et même le dix-septième, dans toute l'Europe, croyant encourager le commerce et les manufactures, on en vint à un système qui avoit pour base ces prohibitions; qui assuroit aux citoyens des villes incorporées, le privilège de ne laisser exercer aucun métier que sur une permission délivrée par eux; et qui établissoit une foule de règlemens, tendant à forcer l'importation des matériaux bruts destinés aux manufactures, et l'exportation des ouvrages faits. La liberté du commerce et de l'industrie, consacrée par leurs anciennes lois, finit par être totalement méconnue. On pourroit citer bien des exemples bizarres de l'excès auquel fut porté ce système, tant en Angleterre qu'ailleurs. Ce sont des faits si connus, que nous jugeons inutile de les rappeler en détail. Nous citerons seulement, pour en donner quelque idée, l'acte passé en 1678, pour l'encouragement des manufactures anglaises d'étoffes en laine. Il fut ordonné que tous les corps, avant que d'être portés à la sépulture, fussent enveloppés dans un drap de laine.

Digitized by Google

Mais ce n'étoit pas assez pour les fabricans et les marchands, d'exclure la concurrence étrangère et d'avoir le monopole du marché national. Ayant obtenu tout ce qu'ils pouvoient avoir du public, ils commencèrent à se dépouiller les uns les autres. Les plus influans eurent le privilège d'exercer certains métiers à l'exclusion de tout autre individu. Cet abus en vint à son comble sous le règne d'Elisabeth, qui accorda un nombre infini de nouvelles patentes. A la fin le fléau devint si insupportable, que toutes les classes se réunirent et firent des pétitions pour qu'on le fît cesser. Après une longue opposition de la part de la couronne, qui regardoit comme une de ses grandes prérogatives le pouvoir d'ériger des monopoles, on écouta les réclamations; et un acte fut passé dans ce sens en 1624. Cet acte fit beaucoup de bien; mais il n'altéra en rien aucun des principes fondamentaux du système mercantile ou manufacturier; et les corporations privilégiées furent exemptées de s'y soumettre.

En France, les manufacturiers eurent un puissant défenseur en la personne de Colbert ministre des finances, au milieu de la

Digitized by Google

splendeur du règne de Louis XIV. Ce fut sous ses soins que fut rédigé le fameux tarif publié pour la première fois l'an 1664. Les écrivains du continent l'ont regardé quelque temps comme marquant l'époque réelle du système mercantile. Mais ce que nous avons dit suffit pour montrer que c'est une erreur (1).

Les défenseurs du système mercantile et de la balance du commerce soutinrent avec force les restrictions en faveur des manufacturiers. Ils crurent ne pouvoir mieux obtenir une *balance favorable*, c'est-à-dire, l'excès désiré de l'exportation sur l'importation des objets manufacturés, qu'en facilitant autant que possible la première, et mettant toutes sortes de gênes à la seconde. Au lieu de voir dans ces règlemens le produit d'un système de monopole personnel et intéressé, ils les regardèrent comme le résultat de la plus saine politique. Ils identifièrent naturellement les intérêts du manufacturier et ceux du marchand; et se persuadèrent qu'ils devoient se confondre avec l'intérêt public.

---

(1) Voyez *Mengotti*, *Dissertazione sul Colbertismo*, cap. II.

Digitized by Google

Le grand *objet* que l'on eut en vue fut un solde en faveur du pays, et le *moyen* employé fut la création de forts droits, ou de gênes nombreuses à l'importation et de primes ou gratifications à l'exportation. On ne doit pas s'étonner qu'un système, si conforme aux préjugés populaires, si propre à excuser les privilèges exclusifs accordés aux classes manufacturières et commerçantes, ait eu de bonne heure dans la pratique une puissante influence. On ne doit pas s'étonner même qu'elle survive jusqu'à un certain point au système lui-même (1).

« Ce n'est point une exagération, » dit M.r Storch, « de dire qu'il y a peu d'er-
« reurs politiques qui aient enfanté plus
« de maux que le système mercantile. Ar-
« mé du pouvoir, il n'a fait qu'ordonner
« et défendre, là où il ne s'agissoit que de
« protéger; la manie règlementaire qu'il

(1) Melon et Forbonnois en France; Genovesi en Italie; Mun, Sir Josiah Child, le Dr. Davenant, les auteurs de l'ouvrage intitulé le Marchand Britannique, et Sir James Stewart en Angleterre, sont les écrivains les plus marquans qui aient épousé en tout ou en partie la cause du système mercantile.

Digitized by Google

« inspire a tourmenté de mille manières
« l'industrie pour la faire dévier de sa pente
« naturelle. Il a fait envisager à chaque na-
« tion le bien-être des autres comme in-
« compatible avec le sien ; de là ce désir
« réciproque de se nuire et de s'appauvrir ;
« de là cette rivalité commerciale, la cause
« immédiate ou éloignée de la plupart des
« guerres des siècles derniers. C'est ce sys-
« tème qui a conseillé à toutes les nations
« d'employer les moyens de la force ou de
« la ruse pour obtenir, de la crainte ou de
« l'ignorance des autres peuples, des trai-
« tés avantageux de commerce, dans les-
« quels ordinairement on est dupe, quand
« on ne sait pas duper les autres. C'est
« lui qui les a engagés à fonder des colo-
« nies, afin de créer de nouvelles nations,
« qui restassent assez dans la dépendance
« de la mère patrie, pour que celle-ci pût
« s'assurer un monopole chez elle et faire
« de ses enfans les pratiques de ses mar-
« chands. En un mot, là où ce système a
« fait le moins de mal, il a entravé les
« progrès de la prospérité nationale ; par-
« tout ailleurs il a ensanglanté la terre, il
« a ruiné et dépeuplé les pays mêmes aux-

Digitized by Google

« quels il vouloit procurer de nouveaux « moyens de richesse et de puissance » (1).

Le coup porté aux systèmes et aux préjugés par les grandes découvertes, et les événemens mémorables du quinzième et du seizième siècle ; le soin que l'on mit, grâces au progrès de la civilisation et de l'industrie, à étudier de près les sources de la richesse et de la prospérité nationale, acheminèrent peu à peu la chute totale du système mercantile. Les partisans de la Compagnie des Indes orientales, qui, d'abord dirigés par l'intérêt, avoient hasardé d'élever un doute sur les idées dominantes relativement à l'exportation des matières d'or et d'argent, commencèrent à prendre un ton plus haut et plus affirmatif. Ils en vinrent à soutenir que les matières métalliques n'étoient *qu'une marchandise*, et que l'exportation devoit en être laissée aussi libre que celle de toute autre. Cette opinion fut partagée par des hommes étrangers à la Compagnie. Peu à peu ces idées se répandi-

---

(1) *Storch*, Cours d'économie politique ; tome I, page 122.

Digitized by Google

rent, et bien des négocians commencèrent à se défier des maximes reçues aveuglement jusqu'alors. Ils acquirent des notions plus claires et plus étendues sur les principes des relations commerciales. Ces idées nouvelles percèrent enfin dans la chambre des communes; et en 1663, on y révoqua les statuts qui prohiboient l'exportation des monnoies étrangères et des matières d'or et d'argent; on donna une pleine liberté, tant à la Compagnie qu'aux particuliers, d'exporter sans restriction tous ces articles de commerce.

Outre les discussions relatives au commerce des Indes orientales, on en vit s'élever aussi sur l'établissement des colonies en Amérique et aux Indes occidentales, sur les mesures obligatoires pour assurer au pauvre un soutien, sur la prohibition d'exporter la laine, etc. L'attention fut ainsi attirée sur des questions liées à la politique intérieure de l'Angleterre. Dans le cours du dix-septième siècle on vit paroître, en plus grand nombre que de coutume, des traités sur divers sujets de commerce et d'économie publique. Quoique la plupart des auteurs de ces écrits se ressentent de

Digitized by Google

l'esprit du temps, on doit reconnoître que plusieurs d'entr'eux s'élèvent au-dessus des préjugés de leurs contemporains, et méritent d'être regardés comme les fondateurs de la théorie moderne du commerce. Ce furent eux qui les premiers exposèrent cette belle doctrine, et prouvèrent que la prospérité d'un état ne dépend nullement des règlemens restrictifs, ou de la ruine des pays voisins; que la politique obscure, personnelle et bornée du monopole, ne peut s'accorder avec le véritable esprit du commerce; et que l'*intérêt personnel*, autant que le devoir, commande aux hommes de vivre en paix et d'entretenir entr'eux des liaisons franches et amicales.

Parmi ceux qui écrivoient alors sur la science économique, on doit distinguer Sir Josiah Child (1), dont l'ouvrage, quoique basé sur le système mercantile, contient beaucoup d'idées saines et libérales,

---

(1) *New discourse of trade.* Cet ouvrage publié d'abord en 1668, eut en 1690 une seconde édition fort augmentée et corrigée.

Digitized by Google

Sir William Petty (1), et Sir Dudley North. Ce dernier non-seulement s'éleva au-dessus des préjugés de son siècle, mais il eut aussi le talent et la sagacité de découvrir les sophismes les plus subtils et les erreurs les plus difficiles à apercevoir. Son ouvrage intitulé *Discours sur le commerce* etc., fut publié en 1691, et contient la meilleure exposition des vrais principes du commerce, qui eût paru jusqu'alors. Il y est toujours le défenseur intelligent des grands principes de la liberté du commerce; il n'est point, comme ses devanciers, instruit sur un sujet, mal informé sur d'autres. Son système est conséquent et complet; il prouve que, dans les sujets mercantiles, les intérêts des nations sont les mêmes que ceux des particuliers; et démontre évidemment l'absurdité de supposer qu'un commerce avantageux pour un marchand, puisse être nuisible au public. Il a aussi des idées justes sur le droit de seigneuriage et les lois somptuaires alors en grande faveur.

---

(1) Il publia entr'autres en 1682 l'ouvrage intitulé *Quantulumcunque*, et en 1672 celui qu'il intitula *Anatomie politique de l'Irlande.*

Digitized by Google

Nous trouvons dans sa préface une espèce de résumé de ses principes ; le voici.

« *Pour le commerce, le monde entier n'est* « *qu'une nation, et par conséquent les na-* « *tions ne sont que des personnes.* »

« Une perte dans le commerce ne se « borne pas au peuple qui la fait, mais s'é- « tend au monde entier. »

« *Tout commerce ne peut manquer d'é-* « *tre profitable au public, sans cela il se-* « *roit abandonné par ceux qui l'exercent, et* « *partout où les marchands trouvent à ga-* « *gner, le public dont ils font partie tire* « *aussi quelque profit.* »

« En forçant à vendre d'une manière « prescrite, il peut arriver que ceux en « vue desquels cette mesure est prise en « profitent ; mais elle ne peut faire gagner « le public ; car c'est dépouiller un parti- « culier pour en enrichir un autre.

« La loi ne peut pas fixer les prix du mar- « ché ; il faut, comme cela arrive nécessai- « rement, que le taux s'en établisse de lui- « même. Mais quand des lois viennent « poser une limite, c'est autant d'empê- « chement mis au commerce, c'est autant « de préjudice qu'on y porte. »

Digitized by Google

« *La monnoie est une marchandise. En* « *conséquence, il peut y en avoir surabon-* « *dance ou disette, et l'excès peut nuire* « *comme la rareté.* »

« *Un peuple ne peut manquer de mon-* « *noie, et ne peut en avoir plus qu'il ne lui* « *en faut pour ses transactions ordinaires.* »

« On n'en est pas plus riche quand on a « beaucoup d'argent en sa possession. On « ne peut en avoir, qu'en payant pour l'*a-* « *cheter* une valeur équivalente. »

« *Le libre monnoyage est une espèce de* « *mouvement perpétuel qui consiste à fon-* « *dre et à frapper sans cesse*, et qui ali- « mente ainsi les orfèvres et les monnoyeurs « aux dépens du public. »

« Altérer la monnoie, c'est commettre « une véritable fraude, sans aucun avan- « tage pour le public. Car elle n'a jamais « que sa valeur intrinsèque. »

« Diminuer le titre ou le poids, c'est la « même chose. »

« Payer comptant ou par lettres de « change ne diffèrent qu'en ce qu'en em- « ployant ce second moyen on évite un « double transport. »

« L'argent exporté par le commerce con-

Digitized by Google

« tribue à accroître la richesse publique ;
« *tandis que, dépensé en guerres et en*
« *paiemens au dehors, il la diminue d'au-*
« *tant.* »

« *En un mot, toute faveur accordée à*
« *une branche de commerce, ou à un intérêt*
« *en particulier, est un abus. C'est autant*
« *d'enlevé au profit du public.* »

Malheureusement ce traité admirable ne circula pas assez. Il y a de bonnes raisons de croire qu'on prit des mesures pour s'y opposer (1). Quoi qu'il en soit, l'ouvrage devint fort rare, et il n'est cité à ma connoissance par aucun écrivain subséquent.

Les vues libérales et étendues, qui avoient trouvé un si grand soutien dans la personne de Sir Dudley North, furent aussi plus ou moins défendues par Locke (2), par l'auteur anonyme d'une brochure sur le commerce

---

(1) Voyez la *Vie de Sir Dudley*, par son frère Roger North; p. 179, angl.

(2) *Considerations on the Lowering of interest and Raising the value of money*, 1691; *and further considerations on raising the value of money*, 1695.

Digitized by Google

aux Indes orientales (1), par Vanderlint (2), Sir Matthew Decker (3), Hume (4) et Harris (5). Mais leurs efforts ne purent parvenir à renverser le système mercantile. Leurs idées sur la richesse étoient confuses et contradictoires; et comme ils ne s'appliquoient ni à en rechercher les sources, ni à retracer les causes de la prospérité nationale, leurs argumens pour l'application d'un système libéral au commerce avoient en apparence quelque chose d'empirique, et ne frappoient pas comme des raisonnemens logiques déduits de principes bien établis et confirmés par l'expérience. On doit reconnoître que Locke eut des idées très-correctes sur l'influence souveraine du travail dans la production de la richesse;

(1) *Considerations on the east India trade*, 1701. L'auteur de cette brochure remarquable réfute victorieusement les divers argumens présentés pour justifier la prohibition d'importer les articles manufacturés de l'Inde, et donne de grands éclaircissemens sur les effets de la division du travail.

(2) *Money answers all things*, 1734.

(3) *Essay on the causes of the decline of foreign trade*, 1744.

(4) *Political essays*, 1752.

(5) *Essay on money and coins*, 1757.

Digitized by Google

mais il ne poursuivit pas ses recherches dans le but d'éclaircir les principes de la science, et ne les cita point dans ses ouvrages subséquens. Harris, tout en adoptant les vues de Locke, et déduisant de ses principes quelques conséquences pratiques très-importantes, ne les expose que dans la préface de son traité de la monnoie, fort en abrégé, et sans y mettre cet ordre logique et systématique, si nécessaire aux recherches scientifiques.

Mais, ce que les auteurs anglois laissèrent en arrière fut entrepris par un savant françois, distingué par un esprit fin et original, et par la simplicité et l'intégrité de son caractère. Cet homme fut le D.r Quesnay, médecin attaché à la cour de Louis XV. Il eut le premier le mérite de rechercher et d'analyser les sources de la richesse, *dans le but direct de déterminer les principes fondamentaux de l'économie politique.* Adoptant ainsi une forme systématique, il l'éleva au rang de science. Son père possédoit une propriété rurale. Elevé ainsi à la campagne, il contracta de bonne heure un certain degré de partialité en faveur de l'agriculture. Frappé de l'état d'abaissement

Digitized by Google

où il la voyoit en France, il s'attacha à rechercher ce qui pouvoit en arrêter la marche, tandis que ses progrès sembloient devoir être assurés par l'industrie des habitans, la fertilité du sol et l'excellence du climat. Dans le cours de ses recherches, il vit bientôt que les gênes à l'exportation du blé et les règlemens de Colbert, destinés à favoriser le manufacturier et le marchand aux dépens de l'agriculteur, étoient des obstacles mis à l'amélioration de l'agriculture. Mais Quesnay ne se contenta pas d'exposer l'injustice de ces privilèges, et d'en montrer les fâcheuses conséquences. Son zèle pour les intérêts agricoles le poussa non-seulement à les mettre au même niveau que ceux des manufactures et du commerce; mais il voulut les élever fort au-dessus, en cherchant à montrer que l'agriculture étoit la seule industrie qui contribuât à accroître la richesse d'une nation. Partant du fait irrévocable, qu'il faut que toute chose qui sert à nos besoins, ou qui satisfait nos désirs, soit tirée originairement de la terre, il en déduisoit comme une vérité sans réplique, base de son système, que *la terre est la source unique de*

Digitized by Google

la richesse. Il soutenoit que le travail ne peut produire de valeur nouvelle qu'en s'appliquant à l'agriculture, comprenant sous ce nom les pêcheries et les mines.

Frappé de la force végétative de la nature, et ne pouvant expliquer l'origine et les causes réelles de la *rente* de la terre, il se confirma toujours plus dans ses principes. Son attention se fixa sur cette circonstance, que les cultivateurs étoient les seuls entrepreneurs de travail qui payassent une rente pour l'usage des *agens naturels.* Il y vit une preuve incontestable, que l'agriculture est la seule espèce d'industrie qui rende un *produit net*, en sus des frais de production. Il accordoit bien que les manufacturiers et les marchands étoient utiles; mais comme il ne leur voyoit point réaliser de produit net sous forme de rente, il soutenoit qu'ils n'ajoutoient pas aux matériaux bruts, manufacturés par eux ou transportés sous leurs soins d'un lieu à un autre, une valeur plus grande que celle du capital ou des marchandises qu'ils consommoient pendant le temps que duroient nécessairement ces opérations. Ces principes une fois établis, Quesnay procéda à

Digitized by Google

diviser la société en trois classes ; la *première*, qu'il nomma *productive*, comme produisant toute la richesse, étoit composée des fermiers et des ouvriers qui, livrés aux travaux agricoles, vivent sur une portion du produit du sol qui leur revient comme salaire et comme profit raisonnable de leur travail ; la *seconde*, qu'il nomma *classe propriétaire*, étoit composée de ceux qui vivent sur la rente de la terre, ou sur le produit net retiré par les cultivateurs, déduction faite des frais nécessaires ; et la *troisième*, soit classe *non productive*, étoit celle des manufacturiers, des marchands, des domestiques et autres, dont le travail, quoique fort utile, n'ajoute rien à la richesse nationale, et qui vivent sur les salaires que leur paient les deux autres classes. Il est clair que si cette classification est juste, il faut que les taxes retombent sur les propriétaires. La troisième classe, celle qu'il nomme non productive, n'a que ce qu'elle tient des deux autres. Retrancher quelque chose des profits et des salaires raisonnables des laboureurs, ce seroit paralyser leurs efforts, et par conséquent semer la pauvreté et la misère, en faisant tarir la seule source de

Digitized by Google

la richesse. Il s'en suivroit nécessairement, d'après la théorie de Quesnay, qu'il faudroit, en fin de compte, prélever toute la dépense du gouvernement et toutes les diverses charges, sur le produit net ou la rente des propriétaires. Conséquent dans son principe, il proposoit de révoquer toutes les taxes existantes, et de laisser un *impôt unique*, que l'on percevroit à la place sur le produit net ou la rente du sol.

Tout pénétré qu'il étoit de l'importance de l'agriculture comparée à toutes les autres branches d'industrie, il ne sollicita pour elle aucune faveur, aucune protection exclusive. Il soutint avec succès, que l'intérêt des agriculteurs, comme celui de toutes les autres classes, réclamoit une liberté parfaite. Il démontra que les propriétaires du sol et les cultivateurs ne peuvent rien gagner par les gênes ou les découragemens mis à l'industrie des marchands, des artisans, des manufacturiers; que plus elle est laissée libre, plus la concurrence est grande, et plus aussi il est facile d'avoir à bon compte les services de ces classes utiles. Il démontra, d'un autre côté, qu'il ne pouvoit être avantageux pour la classe non

Digitized by Google

productive, de persécuter et opprimer les agriculteurs par des prohibitions à l'exportation de leurs produits, ou par tout autre règlement restrictif. Quand les cultivateurs jouissent d'une pleine liberté, on voit s'augmenter autant que possible leur travail, et par conséquent leur *produit net*, c'est-à-dire, le seul fonds d'où la richesse puisse tirer quelque accroissement. D'après ce système libéral et généreux (1), il n'y a qu'un moyen sûr d'arriver à une prospérité générale; c'est d'établir pour tous une liberté, une sécurité, une justice parfaite et à l'abri de toute atteinte.

« On a vu, » dit celui qui a le mieux exposé ce système, M.r Mercier de la Rivière, « qu'il est de l'essence de l'ordre, « que l'intérêt particulier d'un seul ne « puisse jamais être séparé de l'intérêt « commun de tous; nous en trouvons une « preuve bien convaincante dans les effets « que produit naturellement et nécessaire- « ment la plénitude de la liberté qui doit

(1) Liberal and generous system. Adam Smith, *Wealth of nations*, vol. 3., p. 17. *Angl.*

Digitized by Google

« régner dans le commerce, pour ne point « blesser la propriété. L'intérêt personnel, « encouragé par cette liberté, presse vive- « ment et perpétuellement chaque homme « en particulier, de perfectionner, de mul- « tiplier les choses dont il est vendeur; de « grossir ainsi la masse des jouissances « qu'il peut procurer aux autres hommes, « afin de grossir par ce moyen la masse « des jouissances que les autres hommes « peuvent lui procurer en échange. Le « monde alors *va de lui-même*; le désir de « jouir et la liberté de jouir, ne cessant « de provoquer la multiplication des pro- « ductions et l'accroissement de l'indus- « trie; ils impriment à toute la société un « mouvement qui devient une tendance « perpétuelle vers son meilleur état pos- « sible. » (1)

Pour examiner à fond les principes de cette ingénieuse théorie, il faudroit dépasser les limites que nous nous sommes imposées. Il nous suffira de remarquer que

---

(1) *L'ordre naturel et essentiel des sciences politiques.* Tome 2, p. 444.

Digitized by Google

Quesnay et ses sectateurs se trompèrent sur la nature de la production. Prenant l'agriculture comme la source unique de la richesse, par la considération que toute matière dont une marchandise est composée doit être originairement tirée de la terre, ils ont réellement supposé que la richesse consiste en matière, tandis que dans son état naturel la matière peut bien rarement être d'une utilité directe et immédiate, et qu'en cet état elle est toujours *destituée de valeur*. Ce n'est qu'au moyen du travail employé à façonner la matière, ou à la rendre propre à l'usage, qu'elle acquiert une valeur d'échange et devient élément de *richesse*. L'industrie humaine en produisant la richesse n'ajoute pas un seul atôme à la matière dont se compose notre globe; quantité déterminée, qui n'est pas susceptible d'augmentation ou de diminution (1). Elle ne crée la richesse qu'en

---

(1) *Rerumque novatrix*
Ex aliis alias reparat natura figuras.
Nec perit in tanto quicquam (mihi credite) mundo.
Sed variat, faciemque novat : nascique vocatur,
Incipere esse aliud, quam quod fuit ante ; morique,

Digitized by Google

utilisant la matière déjà existante; et l'on a prouvé dès long-temps que le travail, employé dans les manufactures et le commerce, est tout aussi productif d'utilité, et par conséquent de richesse, que lorsqu'il l'est dans l'agriculture. C'est sans aucun fondement que Quesnay pense que dans l'agriculture l'homme est puissamment aidé par la force productive de la nature; mais que dans les manufactures et le commerce il est livré absolument à lui-même pour produire. On ne sauroit nier que la nature ne rende les plus grands services à l'agriculteur : il prépare le sol à recevoir le grain, il le lui confie; mais c'est elle qui fait pousser le germe, nourrit la plante et la fait mûrir. Mais il est aisé de voir que la nature fait tout autant pour l'homme dans toutes les diverses branches de l'industrie. Les forces de l'eau et du vent, qui mettent en mouvement les machines, qui soutiennent les vaisseaux, et les font voguer au loin; la pression de l'atmosphère et l'élasti-

---

Desinere illud idem. Cum sint huc forsitan illa,
Hæc translata illuc; summa tamen omnia constant.
Ovid. Met. lib. 15, v. 251.

Digitized by Google

cité de la vapeur, qui créent ces prodigieux agens mécaniques, ne sont-ils pas encore des dons spontanés de la nature? L'avantage unique et exclusif d'une machine est de contraindre la nature à employer ses forces à notre service, et de les appliquer à créer en grande partie ce que la main de l'homme auroit été forcée sans cela de faire en entier. Ainsi, dans la navigation, la force de l'eau, l'impulsion du vent et la polarité de l'aiguille magnétique contribuent tout autant que la peine du marin à faire voler les vaisseaux d'un hémisphère à l'autre. Dans le blanchissage, dans la fermentation, tout se fait par les agens naturels. C'est par la chaleur, que l'homme fondant et adoucissant les métaux se fournit les instrumens les plus puissans et les plus utiles. C'est encore par l'emploi de la chaleur, que notre nourriture se prépare, et que nos climats septentrionaux nous offrent des habitations commodes et agréables. L'agriculture n'est point non plus, comme Quesnay le suppose, la seule industrie qui fournisse un produit net, et exempt de tous frais de production. Quand l'agriculture est

Digitized by Google

aussi productive qu'il est possible, c'est-à-dire, quand il n'y a que les terres de première qualité qui soient cultivées, il n'y a point de rente, point de produit net obtenu du sol. Ce n'est que lorsqu'on a eu recours aux terres de qualité inférieure, et que les forces productives du travail et du capital employés à la production commencent à diminuer, que la rente commence à paroître. En sorte que, au lieu d'être une conséquence d'une forte faculté productive attachée à l'industrie agricole, la rente n'est réellement que la conséquence de ce que cette industrie devient peu à peu moins productive que les autres.

Quesnay publia à Versailles, en 1758, son *Tableau économique*. C'est une formule destinée à montrer les divers phénomènes liés à la production de la richesse et à sa distribution parmi les trois classes, productive, propriétaire et non productive. La nouveauté et l'élégance de la théorie que cet ouvrage développoit en forme de système et scientifiquement, et surtout le principe libéral d'une libre concurrence, mérita à son auteur un haut degré de répu-

Digitized by Google

tation (1). On doit regretter que les amis et les disciples de Quesnay, le marquis de Mirabeau, Mercier de la Rivière, Dupont de Nemours, Saint Peravy, Turgot et bien d'autres hommes distingués de la France, de l'Italie et de l'Allemagne, dans leur ardeur à propager cette doctrine et dans leur zèle à la défendre, se soient plutôt présentés comme des hommes de parti, que comme des citoyens animés, ainsi qu'ils l'étoient, du désir sincère de découvrir la vérité. Cest pour cette raison qu'on les a toujours regardés comme une secte à part, portant le nom d'*économistes* ou *physiocrates*, et que leurs ouvrages se distinguent par la parfaite conformité de leurs principes (2).

---

(1) Voyez dans l'Appendice note *A*, quelques remarques ultérieures sur les théories des *économistes*.

(2) Voici les titres des principaux ouvrages des économistes françois :

Tableau économique et maximes générales du Gouvernement, par François Quesnay, in-4. Versailles, 1758.

Théorie de l'impôt, par M. de Mirabeau, in-4. 1760.

La philosophie rurale, par M. de Mirabeau, in-4. et 3 vol. in-12. 1763.

Digitized by Google

Malgré tous les vices de ce système, on ne peut nier que les économistes françois n'aient contribué puissamment à accélérer les progrès de la science économique. En

---

L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques, par Mercier de la Rivière, in-4. et 2 vol. in-12, 1767.

Sur l'origine et les progrès d'une nouvelle science; par Dupont de Nemours, 1767.

La physiocratie, ou constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain; recueil des principaux ouvrages économiques de M. Quesnay, rédigé et publié par Dupont de Nemours, 2 vol. 1767.

Lettres d'un citoyen à un magistrat; sur les vingtièmes et les autres impôts, par l'abbé Baudeau, 1768.

Mémoire sur les effets de l'impôt indirect, qui a remporté le prix proposé par la Société royale d'agriculture de Limoges, par Saint Peravy, in-12. 1768.

Réflexions sur la formation et la distribution des richesses, par Turgot, in-8. 1771. C'est le meilleur de tous les écrits des économistes, et c'est, sous certains rapports, le meilleur ouvrage qui ait été publié sur l'économie politique avant Adam Smith.

Le *Journal d'agriculture*, etc., et les *Ephémérides du citoyen*, contiennent de grands articles de Quesnay et autres économistes. Les *Ephémérides* commencèrent en 1767 et finirent en 1775; ce fut l'abbé Baudeau, puis ensuite Dupont, qui les rédigea.

Digitized by Google

raisonnant sur les sujets relatifs à la richesse nationale, il fut nécessaire d'examiner avec plus de soin les sources d'où elle dérive et les lois qui en règlent la production et la distribution. On sentit le besoin de les soumettre à une analyse solide et approfondie. Dans le cours de cet examen, on reconnut que les systèmes mercantile et agricole étoient tous les deux erronés et incomplets; on vit que pour établir sur une base ferme la science de l'économie politique, il falloit en étendre les vues et remonter aux principes; on vit qu'il ne falloit pas se contenter de jeter les yeux sur des faits détachés et compliqués, ou de se livrer à des abstractions métaphysiques; mais qu'il falloit jeter un coup-d'œil philosophique sur les progrès de la civilisation, et examiner avec soin la liaison des divers phénomènes qui l'accompagnent. Le comte de Verri publia en 1771 ses *Méditations sur l'économie politique.* Il démontra dans cet ouvrage les erreurs des économistes, sur la force de production du travail qu'ils regardoient comme plus grande dans le travail agricole, et il prouva que tout ce que fait l'industrie de l'homme, c'est

Digitized by Google

de *modifier la matière déjà existante* (1). Mais Verri ne retraça point les conséquences de cet important principe, et n'ayant pas des idées claires et précises sur ce qui constitue la richesse, il ne tenta pas seulement de découvrir les moyens de faciliter le travail. Il donna de l'étendue à quelques branches de la science économique, et il eut assez de sagacité pour découvrir les erreurs des systèmes d'autrui; mais pour en créer un plus parfait, il falloit des talens d'un ordre supérieur.

Enfin, en 1776, le célèbre Adam Smith publia son ouvrage sur la *richesse des nations*, qui fut, pour l'économie politique, ce qu'avoit été l'*Essai de Locke*, pour la philosophie de l'esprit humain. C'est alors que pour la première fois la science fut traitée

---

(1) « *Accostare e separare* sono gli unici elementi « che l'ingegno umano ritrova analizando l'idea della « riproduzione; e tanto è riproduzione di valore e di « richezza, se la terra, l'aria, e l'aqua ne' campi si « trasmutino in grano, come se colla mano dello « uomo il gluttine di un insetto si trasmutti in vel- « luto, o vero alcuni pezzeti di metallo si organiz- « zino a formare una repetizione. » *Meditazioni sulla Economia politica*, §. 3.

Digitized by Google

toute son étendue, et que les principes fondamentaux, desquels dépend la production de la richesse, furent mis au-dessus de toute atteinte et à l'abri de toute chicane. Contre les idées des économistes françois, Adam Smith montra que le *travail* est la source unique de la richesse; que la conservation et l'accumulation de la richesse est l'effet d'un désir d'accroître notre fortune et d'améliorer notre état, désir qui nous vient comme en naissant et qui ne nous quitte qu'au tombeau. Il montra que le travail produit la richesse, lorsqu'il est employé dans les manufactures et le commerce, aussi bien que lorsqu'il l'est à cultiver la terre. Il traça les diverses voies pour rendre le travail plus efficace, analysa et exposa avec un art admirable les beaux résultats obtenus par la *division* du travail, et par l'emploi de la richesse accumulée, c'est-à-dire, du *capital* appliqué à des entreprises. Adam Smith montra aussi, contre l'opinion reçue des marchands, des hommes d'état et politiques de son temps, que la richesse ne consiste pas en une abondance d'or et d'argent, mais bien de toutes

Digitized by Google

les choses nécessaires, utiles ou commodes. Il montra encore qu'en tout cas il est sage et d'une saine politique de laisser les individus poursuivre leur propre intérêt, de la manière qu'ils jugent la plus convenable; que les branches d'industrie qu'ils choisissent comme avantageuses à eux-mêmes, le sont nécessairement au public; et que tout règlement destiné à jeter forcément l'industrie dans des canaux particuliers, à déterminer d'avance les relations commerciales entre les parties d'un même pays ou entre des pays différens, est d'une politique mauvaise et dangereuse, porte atteinte aux droits des individus, et nuit au progrès de la richesse *réelle* et d'une prospérité durable.

La circonstance que plusieurs principes très-importans peuvent avoir été clairement établis par des auteurs précédens; que tous même peuvent avoir été entrevus par eux, ne doit diminuer en rien tout le mérite d'Adam Smith. En adoptant les découvertes des autres, il sut les rendre siennes; il démontra la vérité des principes que bien souvent ses prédécesseurs n'avoient

Digitized by Google

rencontrés que par hasard; les détacha des erreurs dont ils étoient encombrés; en traça les conséquences les plus éloignées, et en marqua les limites. Il sut encore faire sentir l'importance pratique et la valeur réelle de ces principes; montrer combien ils étoient unis entre eux, combien ils dépendoient les uns des autres; et enfin, les rédiger en un système, qui présente un ensemble solide et dont les parties sont bien d'accord.

Quelque excellent que soit ce système à plusieurs égards, on doit reconnoître qu'Adam Smith a laissé dans son ouvrage des erreurs, et même des erreurs importantes. Il ne fait pas remarquer que les branches d'industrie *les plus avantageuses aux individus* qui les choisissent, sont par cela même aussi *les plus profitables pour le public*. Son penchant vers le système des économistes, penchant que l'on peut apercevoir dans toutes les parties de son ouvrage, le fit assez écarter de ses propres principes, pour lui faire dire que l'avantage retiré d'une affaire par un individu n'étoit pas toujours un signe sûr que cette affaire avoit profité au public. Quoiqu'il ne regardât pas l'agri-

Digitized by Google

culture comme la seule industrie productive, il la considéroit comme possédant cette qualité à un plus haut degré que toute autre branche. Il croyoit que le commerce intérieur étoit plus productif que le commerce extérieur direct, et que celui-ci n'étoit plus que le commerce de transport. Il est clair cependant que toutes ces distinctions sont fausses dans leur principe. Un état n'étant qu'une collection d'individus réunis, il s'en suit que ce qui leur est le plus avantageux l'est aussi à l'état qu'ils composent; guidés par leur propre intérêt, ils ne s'engageront dans des entreprises de manufactures ou de commerce, préférablement à l'agriculture, que s'ils en tirent autant de profit; et que par conséquent, le public y trouve autant d'avantage. On voit bientôt que, lorsqu'il regarde comme non-productif tout travail qui ne se réalise pas en marchandise déterminée et vénale, il s'égare; comme les économistes lorsque, dans leur système agricole, ils appeloient non productifs le commerce et les manufactures. Plusieurs auteurs récens ont montré la fausseté de ces idées. De tels reproches, toutefois, sont de peu d'importance. L'ou-

Digitized by Google

vrage d'Adam Smith pèche principalement par les opinions erronées qu'il y avance sur l'invariabilité de la valeur du blé, et sur l'effet qu'éprouvent les prix par les fluctuations du taux des salaires. Par cette raison il ne put avoir des idées claires et exactes, ni sur la nature et les causes de la rente, ni sur les lois qui gouvernent le taux des profits. On s'en aperçoit lorsqu'il traite de la distribution de la richesse et de la théorie des impôts.

Malgré ces défauts, nous n'en considérons pas moins Adam Smith comme étant réellement le fondateur du système moderne de l'économie politique. S'il ne nous a pas laissé un ouvrage parfait, il en a du moins produit un qui contient plus de vérités utiles qu'aucun autre. Il a tracé et applani le chemin pour ceux qui l'ont suivi. Ceux-ci n'ont eu qu'à perfectionner ce qu'il avoit laissé d'incomplet; à rectifier les erreurs où il étoit tombé; et à éclairer la science par des découvertes nouvelles et importantes. Soit que l'on considère son ouvrage sous le rapport de la solidité de ses principes généraux, de la libéralité des résultats qu'il en tire, et de leur pleine application à la pratique; ou de l'heureuse et

Digitized by Google

puissante influence qu'ils ont eue sur le progrès de la science économique, et plus encore sur la politique et la conduite des nations ; l'ouvrage d'Adam Smith doit être mis au rang de ceux qui ont le plus contribué à répandre des lumières, à propager des principes de liberté, et à montrer les moyens d'accroître la richesse nationale.

L'Essai sur le principe de population, publié en 1798 par M.r Malthus (1), fut le premier ouvrage important d'économie politique qui parut après celui d'Adam Smith. Les publicistes précédens avoient fréquemment fait remarquer, que la population de tout pays a une tendance naturelle et constante, non-seulement à se mettre au niveau des moyens de subsistance, mais même à les dépasser, et M.r Townsend avoit bien éclairci cette remarque dans la *Dissertation sur les lois des pauvres* qu'il publia en 1786. Mais sans être le premier inventeur du principe de population, M.r Malthus sut le premier l'établir sur une base sûre, et en faire sentir l'importance pour

(1) Cet ouvrage de M. Malthus dont la 2.de édit. française vient de paroître augmentée d'un vol. se trouve à Genève et à Paris chez J. J. Paschoud, Imp. Lib.

Digitized by Google

bien comprendre presque toutes les grandes questions liées aux premiers intérêts de la société, spécialement celles sur les causes qui gouvernent le taux des salaires et le sort des pauvres. Il prouva, par un examen exact et approfondi de l'état de la population dans les divers pays et dans toutes les époques de l'état social, qu'*un accroissement dans les moyens de subsistance est le seul signe, unique et assuré, d'un accroissement réel, permanent et désirable de la population.* Il montra que, loin d'avoir à craindre la chute de la population au-dessous du niveau des subsistances, on doit redouter tout le contraire; qu'en général la population d'un pays, au lieu de présenter un déficit, est en excès comparativement aux moyens de subsistance; et que, si elle n'étoit pas contenue par l'influence de la contrainte morale, c'est-à-dire, d'un degré raisonnable de prudence à contracter le mariage, elle seroit inévitablement limitée par le vice, le besoin et la misère.

Dès l'antiquité la plus reculée jusqu'à nos jours, les législateurs ont tous cru ne pouvoir mieux faire que d'exciter artificielle-

Digitized by Google

ment la population, en encourageant les mariages précoces et accordant des récompenses à ceux qui auroient le plus grand nombre d'enfans. M.r Malthus a montré les mauvais effets de toute mesure tendant à altérer le mouvement naturel de la population, et il a opéré par là un changement complet dans les idées du public sur cette matière. Il a prouvé que tout accroissement de population, causé par quelque moyen artificiel, sans être précédé ou suivi d'un accroissement correspondant de subsistances, ne peut produire que la misère, ou un accroissement de mortalité; il a démontré que la difficulté n'est jamais d'augmenter le nombre des naissances; mais de faire que ceux qui naissent soient nourris, vêtus et élevés; et que, loin de chercher à fortifier le principe d'accroissement, nous devrions sans cesse nous efforcer à le régler et à le gouverner.

Peu de mots suffiront pour lever tout doute à cet égard et prouver que le bien-être et le bonheur de la société doit nécessairement dépendre du degré de prudence mis à régler et à gouverner ce principe d'accroissement. Les personnes les moins

Digitized by Google

familiarisées avec les principes de la science savent, que le taux des salaires dépend exclusivement du rapport du capital du pays, ou des moyens d'emploi du travail, au nombre des ouvriers. Ainsi il n'y a qu'un moyen d'améliorer efficacement l'état du plus grand nombre des membres de la communauté, c'est-à-dire, des classes ouvrières. Ce moyen se réduit à *accroître le rapport du capital à la population*. Si cet effet est produit, le taux des salaires augmente en proportion et les ouvriers remontent dans l'échelle sociale; tandis que, si le rapport du capital à la population est diminué, les salaires se réduisent en proportion et l'état des ouvriers est empiré. Malheureusement les ouvriers ont peu d'influence sur l'accroissement ou la diminution du capital national; mais ils ont tout pouvoir sur l'augmentation ou la diminution d'offre du travail. S'ils avoient assez de bon sens et de lumières pour se prévaloir de ce pouvoir, ils pourroient faire hausser leurs salaires par la rareté de l'offre, malgré quelque diminution dans la demande : si, au contraire, ils ne s'en prévalent pas, et s'ils laissent au principe de population sa tendance

Digitized by Google

naturelle à surcharger le marché; quelqu'active que soit la demande, les salaires ne peuvent manquer de rester bas. On voit d'après cela, que les classes inférieures sont à un haut point les arbitres de leur sort. Ce que les autres peuvent faire pour eux, comparé à ce qu'ils peuvent eux-mêmes, pour me servir des expressions de M.r Malthus, n'a pas plus d'effet que la *poussière dans une balance.* Et il n'y a pas de raison pour croire que leur état s'améliore, tant qu'ils ne connoîtront pas les circonstances qui gouvernent le taux des salaires, et qu'ils ne seront pas intimément convaincus de cette vérité importante et irrévocable, qu'ils sont eux-mêmes les maîtres et possesseurs des *seuls* moyens par lesquels il leur est possible d'augmenter leur part aux choses nécessaires et aux jouissances de la vie.

Ces explications, toutes brèves et incomplètes qu'elles sont, suffisent pour montrer la fausseté des idées avancées par ceux qui prétendent que les principes de l'Essai sur la population et les résultats qu'en déduit l'auteur sont contraires au bonheur de l'homme. Les injures, dictées

Digitized by Google

par l'ignorance, dont M. Malthus n'a cessé d'être l'objet, font un vrai tort à leurs auteurs, mais ne peuvent avoir que bien peu d'influence pour retarder la marche de la vérité et pour faire repousser des idées plus saines. La propagation des principes élémentaires de la science donne lieu d'espérer, que nous ne sommes pas loin d'une époque où les préjugés et les fausses idées, répandus avec tant d'adresse sur ce sujet, perdront beaucoup de leur influence, et où il sera généralement admis, que c'est par l'état des individus qui composent le peuple, par l'étendue de leurs moyens pour se procurer les choses nécessaires et les jouissances de la vie, et *non* par leur *nombre*, que l'on doit estimer leur bonheur; et que généralement ces moyens dépendent de la prudence et de la retenue des ouvriers, dans l'offre du travail, dont eux seuls sont les maîtres (1).

---

(1) Ces remarques s'appliquent exclusivement aux idées de M. Malthus sur la population, et l'on ne doit point en conclure l'approbation du système d'économie politique qu'a embrassé M. Malthus. Au contraire plusieurs des principes contenus dans ce système me

Digitized by Google

Le *Traité d'économie politique* de M.r J. B. Say, dont la première édition parut à Paris en 1802, mériteroit d'être cité avec honneur dans un tableau historique des progrès d'économie politique, ne fût-ce que pour la grande part qu'il a eue dans l'avancement de la science sur le continent, en exposant dans un bel ordre et d'une manière lumineuse les principes d'Adam Smith. Indépendamment du mérite rare et incontestable d'un ordre clair et logique, d'un grand nombre d'exemples et d'heureux développemens, « il est enrichi de plusieurs « discussions exactes, originales et profon- « des » (1). La plus importante de toutes est, sans contredit, son explication de la nature et des causes de la surabondance des produits. M. Say a prouvé qu'il n'y a pas d'accroissement de production, quelqu'énorme qu'il soit, qui puisse occasionner une surcharge universelle du marché. Une marchandise peut occasionnellement

---

semblent être erronés, et pouvoir entraîner les plus fâcheuses conséquences.

(1) Voyez *Principes de l'économie politique*, par Ricardo, préface.

Digitized by Google

être produite en trop grande quantité, mais M.r Say montre qu'il est impossible d'avoir à la fois une trop grande offre de toutes les classes de marchandises. Pour tout excès, il doit y avoir en même temps un déficit qui y corresponde. Un homme est excité à produire, quand il trouve un marché tout prêt pour les produits de son travail, c'est-à-dire, quand il peut aisément les échanger contre d'autres. C'est pour cela que le seul véritable encouragement au travail, n'est pas, comme on l'avoit d'abord supposé, l'accroissement de la consommation non-productive et de pure prodigalité, mais bien plutôt celui de la *production elle-même*. Tout produit nouveau fait naître nécessairement un équivalent nouveau, en d'autres termes, de nouveaux moyens de se procurer quelqu'autre marchandise. La surabondance d'un produit ne dérive jamais d'un excès dans la production; mais du choix des marchandises produites, sans usage pour nous-mêmes ou peu assorties aux goûts de ceux avec lesquels nous espérions les échanger. D'après cela, nous pouvons augmenter mille et mille fois la production, et

Digitized by Google

en somme n'avoir pas plus excès de produits, que si nous l'avions diminuée dans la même proportion. La consommation non-productive n'est donc pas nécessaire pour prévenir la surabondance du marché. Soutenir qu'elle contribue de quelqu'autre manière à accroître la richesse nationale, c'est dire qu'on augmente la richesse en jetant au feu ce dont elle se compose.

Pendant que M. Say cultivoit avec succès en France la science économique, elle acquéroit en Angleterre un haut degré d'importance et de nombreux partisans. Les changemens extraordinaires, occasionnés par la dernière guerre dans tous les départemens de l'économie publique, affectèrent nécessairement les intérêts de toutes les classes de la société, et ne purent manquer de fixer tout particulièrement leur attention sur cette matière. L'expérience de plusieurs siècles fut réalisée dans le court espace de trente ans; et les combinaisons de circonstances nouvelles, non-seulement donnèrent un moyen de mettre à l'épreuve les théories existantes, mais encore mirent

Digitized by Google

à même les écrivains du second ordre d'étendre les bornes de la science, et de découvrir de nouvelles vérités. On peut dire sans exagération, que c'est aux discussions provoquées par la suspension des paiemens de la banque d'Angleterre en valeurs métalliques, et par la dépréciation qui s'en suivit dans la monnoie du temps, que l'on doit l'accomplissement de la théorie de la monnoie. C'est à celles sur les lois de restriction au commerce des blés, et sur les causes de la grande chute des prix à la suite de la dernière paix, que l'on doit les recherches et les découvertes des économistes les plus distingués, sur les lois qui règlent le prix du produit brut, la rente de la terre, et le taux des profits. C'est à ces discussions que l'on doit la détermination de plusieurs des principes généraux les plus applicables, et la publication d'un ouvrage qui, pour l'importance, rivalise celui d'Adam Smith, et le dépasse en profondeur et en originalité.

C'est en 1815 que se fit le premier pas marquant vers la découverte des lois qui règlent la distribution de la richesse. Un

Digitized by Google

membre de l'université d'Oxford (1) et M.r Malthus publièrent, à peu près en même temps, deux petits écrits d'un grand mérite, sur la véritable nature, l'origine et les causes de la rente. Mais, quelqu'importantes qu'aient été leurs recherches, ils n'envisagèrent pas le sujet dans toute son étendue. Il étoit réservé à M.r Ricardo de pénétrer plus avant dans la science, de corriger les erreurs sanctionnées par les autorités les plus respectables, et d'établir avec clarté plusieurs principes importans et méconnus jusqu'à lui. A la publication de son ouvrage *Sur les principes de l'économie politique et de l'impôt* (2) en 1817, commence une ère nouvelle et mémorable dans l'histoire de la science. Outre un grand nombre de belles et admirables discussions, on y trouve une analyse des principes qui déterminent la valeur échangeable des marchandises, et un tableau complet de la science qui traite de la dis-

---

(1) M. West, avocat. *A fellow of University College, Oxford.*

(2) *Principles of political economy and taxation.*

Digitized by Google

tribution de la richesse. Il brille et se distingue de tout autre écrivain, par l'étendue des facultés qu'il déploie dans ses recherches, par son adresse à débrouiller les questions les plus difficiles, par sa rare sagacité à découvrir l'action des principes généraux, à les séparer soigneusement de ceux qui ne sont que secondaires et accidentels, à en saisir et apprécier les conséquences les plus éloignées. Tant de qualités assurent au nom de Ricardo un rang éminent entre ceux qui ont le mieux expliqué le mécanisme compliqué de la société, et qui ont le plus contribué au perfectionnement de la science.

Le principe fondamental de son grand ouvrage est que la valeur échangeable, ou le prix relatif des marchandises, dépend exclusivement de la *quantité de travail nécessaire pour les produire*. Adam Smith admettoit ce principe pour les premiers âges de la société, avant l'établissement de la propriété territoriale et l'accumulation du capital; mais il pensoit que lorsque la terre venoit à être mise en propriété, et que l'on commençoit à payer une rente; lorsque le ca-

Digitized by Google

pital avoit été accumulé, et que les ouvriers commençoient à être pris à gage; la valeur des marchandises étoit sujette à des fluctuations, non-seulement en raison des variations dans la quantité de travail nécessaire pour les produire et les amener au marché, mais encore en raison de la hausse et de la baisse de la rente et des salaires. M.r Ricardo a prouvé qu'Adam Smith étoit tombé dans une erreur en faisant cette distinction; et que le même principe, qui détermine la valeur des marchandises dans la première période de la société, continue à la déterminer dans les périodes subséquentes, c'est-à-dire, dans les siècles de la civilisation. Pour établir cette doctrine importante et nouvelle, il se servit des recherches de MM.rs Malthus et West sur le sujet de la rente; mais il n'eut pas de précurseur dans ses recherches, bien plus difficiles et plus compliquées, sur les effets qu'ont sur la valeur, l'accumulation du capital et les fluctuations dans le taux des salaires. L'esquisse la plus abrégée de l'analyse des raisonnemens qui l'ont conduit dans ces travaux, excèderoit les limites de ce discours. Nous nous con-

Digitized by Google

tenterons donc d'en donner les résultats que l'on peut résumer en ces termes. 1.° La rente est tout-à-fait étrangère au coût de production. 2.° Comme d'un côté, le capital est le produit d'un travail préalable et n'a d'autre valeur que celle qu'il en dérive; et que de l'autre, la valeur des marchandises produites par l'action du travail est déterminée par la quantité de travail employé ou consommé pour les produire; il s'ensuit, que cette valeur est déterminée par les *quantités de travail* mises en emploi. 3.° La hausse des salaires occasionne une baisse des profits, et non une hausse dans le prix des marchandises; et une baisse des salaires occasionne une hausse des profits, et non une baisse dans les prix.

Ces résultats sont tous de la plus grande importance; et en les établissant, M. Ricardo a présenté la science sous un nouvel aspect. Mais ce n'est qu'une partie des vérités contenues dans son ouvrage. Ayant reconnu que les profits varient inversement comme les salaires; il s'appliqua à découvrir les circonstances qui déterminent le taux des salaires, et par conséquent celui des profits. Il trouva qu'elles dépendoient du coût de production des choses,

Digitized by Google

que consomme l'ouvrier. A quelque prix qu'elles puissent monter, il faudra toujours que l'ouvrier en reçoive de quoi soutenir son existence. Comme les produits bruts font toujours la partie principale de la subsistance d'un ouvrier, et que ces produits tendent constamment à renchérir, à cause de la stérilité toujours plus grande des sols, auxquels peu-à-peu l'on a recours (1); il s'ensuit, que les salaires doivent aussi avoir

---

(1) La hausse dans le prix des produits bruts, occasionnée par le décroissement de la fertilité des sols, auxquels toute société progressive a peu à peu recours, a été pour la première fois clairement remarquée dans un livre françois, intitulé *Principes de tout gouvernement* 1766; ouvrage où l'on rencontre, au milieu de vues erronées et imaginaires, plusieurs idées justes et ingénieuses. L'auteur a rencontré occasionnellement et par hazard, l'origine véritable de la rente. « Quand « les cultivateurs devenus nombreux, dit-il, auront « défriché toutes les bonnes terres, par leur augmenta- « tion successive et par la continuité du défrichement, « il se trouvera un point où il sera plus avantageux « à un nouveau colon de prendre à ferme des terres « fécondes, que d'en défricher de nouvelles beau- « coup moins bonnes. » (Tome I, p. 126). Néanmoins comme cet auteur ne revient point sur ce sujet dans le cours de son ouvrage, on peut croire qu'il ne

Digitized by Google

une tendance constante à monter et les profits à baisser, avec l'accroissement de la richesse et de la population. On ne sauroit mettre en doute que les progrès de la société ne soient suivis d'une baisse dans les profits. On a cependant cru généralement que cette baisse étoit la conséquence d'un accroissement de capitaux, ou plutôt de la concurrence entre ceux qui les possèdent et qui tâchent de se supplanter mutuellement. M.r Ricardo a montré la fausseté de cette opinion. Il a prouvé que toute réduction permanente dans le taux des profits est la conséquence d'un accroissement dans le taux des salaires; et que cet accroissement est occasionné par une hausse dans le prix des produits bruts, sur les sols de qualité inférieure mis peu à peu en culture, à mesure que la population augmente.

Le court exposé que nous venons de faire présente un tableau fidèle des principes nouveaux, dont la science est re-

---

sentoit point l'importance du principe qu'il avoit posé; et d'après d'autres passages de son écrit on voit qu'il regardoit la rente de la terre comme un des élémens du prix.

Digitized by Google

devable à M.r Ricardo. En les établissant, il a beaucoup ajouté aux vérités utiles et d'un intérêt général ; il a fourni un beau modèle d'une analyse exacte et d'une discussion fine et profonde. Ses idées ne sont pas, comme on l'a dit quelquefois, de pure spéculation. Au contraire, il n'y a presque aucune des branches de la science dont il s'occupe, qui n'ait été l'objet de ses laborieuses recherches. La partie de son ouvrage, où il applique ses principes à la découverte des vrais effets des impôts sur la rente, le profit, le salaire et le produit brut, est toute de pratique. Elle devra toujours être soigneusement étudiée par ceux qui voudront se familiariser avec ce département essentiel de la science économique.

M.r Ricardo est bref dans ses assertions les plus importantes. Souvent il ne donne pas d'explication. Il raisonne comme on le fait dans les mathématiques. Aussi doit-il être difficile à suivre par ceux qui ne sont pas accoutumés à ce genre de recherches, s'ils ne mettent pas à l'étude de ses ouvrages toute l'attention qu'ils méritent. Mais s'ils s'y appliquent, ils y trouveront autant de

Digitized by Google

logique et d'instruction que de profondeur et d'importance. Quintilien pensoit que les élèves en éloquence, qui se plaisoient à lire Cicéron, annonçoient déjà par là d'assez grands progrès. On peut en dire tout autant des élèves en économie politique qui se plaisent à étudier les ouvrages de Ricardo (1).

L'étude de ces ouvrages, et en général de la science, a été facilitée par les travaux de quelques écrivains récens. Sans toucher aux points difficiles et controversés, Mad. Marcet, dans ses *Conversations sur l'économie politique* (2), expose et explique, avec un talent et une clarté remarquables, les principes élémentaires d'Adam Smith, de Ricardo et d'autres auteurs. Son ouvrage ne peut manquer de faciliter les progrès de l'élève, de l'intéresser à la science et d'animer son attention. Les *Élémens d'économie politique* de M.r Mill sont un ouvrage du premier ordre; plus utile peut être à ceux, qui ont déjà fait de grands progrès

(1) *Sciat se non parum profecisse cui* Ricardo *valde placebit.*

(2) La traduction de cet ouvrage de Mad. Marcet se trouve chez J. J. Paschoud Imp.-Lib. à Genève et à Paris.

Digitized by Google

dans la science, qu'à ceux qui ne font qu'en commencer l'étude. M.r Mill expose presque tous les sujets de discussion. Il a su débrouiller et simplifier les questions les plus compliquées et les plus difficiles, poser les divers principes de la science dans leur ordre naturel; et en montrer la liaison et la dépendance mutuelles. N'ayant pour but que de donner une déduction logique des principes de l'économie politique, il n'a pas tenté d'éclaircir ses assertions en les mettant en rapport avec des circonstances et des institutions présentes ou passées; et quoiqu'en général son ouvrage soit, par cette raison, moins intéressant; il en est d'autant mieux fait pour fixer la liaison des grandes vérités de la science dans l'esprit de ceux qui en connoissent déjà les détails.

* * *

L'économie politique fut long-temps confondue avec la politique. Il est vrai que ces deux sciences sont intimément liées; et qu'il est souvent impossible de traiter les questions qui se rapportent à l'une, sans

Digitized by Google

renvoyer souvent aux principes et aux résultats de l'autre. Mais elles ont chacune des traits distinctifs. Les lois qui règlent la production et la distribution de la richesse sont les mêmes, dans tout pays et dans tous les degrés de la société. Les circonstances qui, dans une république, favorisent ou retardent les progrès de la richesse et de la population, peuvent se présenter également dans une monarchie et y avoir les mêmes effets. La sûreté de la propriété, sans laquelle il ne peut y avoir de travail ferme et soutenu; la pleine liberté de l'industrie, si nécessaire pour mettre en activité le talent, l'invention et toutes les facultés de l'homme; l'économie dans les dépenses publiques, qui contribue si fort à l'accumulation de la richesse nationale, ne sont l'attribut exclusif d'aucune forme de gouvernement. Si les états libres font en général des progrès plus rapides en richesse et en population; c'est plutôt une conséquence indirecte qu'une suite immédiate de leur constitution politique. Le droit de propriété tenu pour sacré; l'industrie affranchie de toute entrave; le revenu public perçu et dépensé d'une ma-

Digitized by Google

nière judicieuse, sont des causes qui ont plus d'influence, que le nombre, plus étendu ou plus restreint, de ceux qui participent au gouvernement. Si l'on donne les mêmes sûretés aux sujets d'une monarchie absolue, on aura les mêmes résultats, les mêmes progrès. L'industrie n'a pas besoin d'être excitée par des avantages extérieurs. Les agrémens et les jouissances qu'elle procure, ont toujours suffi pour assurer la persévérance et le succès des efforts de ceux qui l'exercent. Et quelle qu'ait été la forme du gouvernement d'un pays, on l'a vu avancer dans la carrière des améliorations, lorsqu'on y a vu les impôts modérés, l'industrie libre et chacun mis à même de jouir en paix des fruits de son travail. La richesse d'un pays ne dépend donc pas tant de son organisation politique, que des talens et de l'esprit de ceux qui le gouvernent. On a vu souvent d'un côté, l'économie, la modération et l'intelligence de ceux qui tiennent en leurs mains le pouvoir élever des monarchies absolues à un haut degré d'opulence et de prospérité; de l'autre, la prodigalité, l'intolérance et les vues bornées de l'administration laisser s'appauvrir et s'épuiser des états

Digitized by Google

libres, malgré tous les avantages qu'ils pouvoient, à d'autres égards, tirer de leur organisation.

On voit donc que ces deux sciences sont suffisamment distinctes l'une de l'autre. Le politique examine les principes qui sont la base du gouvernement; il tâche de déterminer en quelles mains il vaut mieux que l'autorité souveraine soit placée, il trace les devoirs et les obligations respectives des gouvernans et des gouvernés. L'économiste ne va pas si loin. Il n'est point appelé à juger de la constitution du gouvernement, mais seulement de ses *actes*. Toutes les mesures qui touchent à la production ou à la distribution de la richesse sont du domaine de ses observations, et il a à les examiner en détail et librement. Il voit si elles sont d'accord avec les principes de la science économique. S'il les juge telles, il en proclame les avantages, et montre tout le profit que peut en retirer la nation; si non, il en fait sentir les défauts, et en dévoile les fâcheuses conséquences. Mais il fait ce travail sans entrer dans l'examen de la constitution du gouvernement qui a pris ces mesures. Peu importe à son but, qu'el-

Digitized by Google

les émanent d'un monarque absolu ou d'une assemblée représentative. Cette circonstance, importante à d'autres égards, n'a rien de commun avec les principes immuables, d'après lesquels l'économiste doit former son opinion sur les mesures adoptées.

On a aussi quelquefois confondu l'économiep olitique avec la statistique; mais elle en diffère plus encore que de la politique. Le but de celui qui s'occupe de statistique est de décrire l'état d'un pays en particulier, à une époque déterminée. Celui de l'économiste est de découvrir les causes qui ont amené ce pays à cet état, et les moyens d'accroître sa prospérité sans limite. Il est relativement au premier ce que l'astronome est au simple observateur. Il prend les faits fournis par les recherches statistiques, et les comparant à ceux que lui procurent l'histoire et les voyages, il s'applique à en découvrir les rapports. Analysant avec patience, et observant avec soin les circonstances qui accompagnent l'action de certains principes, il cherche à en découvrir les effets, et à voir comment ils peuvent être modifiés par d'autres

Digitized by Google

principes. C'est ainsi qu'on a trouvé le rapport qui existe entre la rente et le profit, entre celui-ci et le salaire; et les lois générales qui règlent et unissent les intérêts des différentes classes de la société; intérêts en apparence contradictoires, mais en réalité d'accord entr'eux et fort compatibles.

* * *

La situation de l'Angleterre est telle que les questions économiques doivent longtemps y tenir beaucoup de place dans presque toutes les discussions sur les affaires publiques, soit dans le Parlement, soit ailleurs. Quelques-unes sont subtiles et délicates; mais intimément liées aux intérêts de la nation. Ceux qui ne veulent pas abandonner le plus noble et le plus précieux privilége du citoyen d'un état libre, celui d'exprimer son opinion sur les affaires publiques, ont pour premier devoir de se mettre à même de l'exercer. Et que l'on ne suppose pas, que l'on peut se préparer à la discussion d'une branche de l'économie politique sans en connoitre à fond

Digitized by Google

les principes généraux. Dans cette science, comme dans les mathématiques, il n'y a pas de route abrégée et exempte de difficultés pour arriver à ses derniers résultats. En vain se flatteroit-on de les atteindre et de les saisir, sans passer par les principes sur lesquels ils se fondent. Aucun point n'est isolé. Ici toutes les vérités ont une essence commune; elles se déduisent toutes des mêmes principes; elles dépendent et naissent les unes des autres. Le premier mouvement de ceux qui se proposent d'étudier cette science, est souvent d'aspirer immédiatement aux résultats de pratique. C'est une erreur contre laquelle il faut se tenir en garde. Ceux qui ne sont pas familiarisés avec les principes, avec la liaison et les rapports qui existent entr'eux, seront nécessairement incapables de former une conjecture motivée, soit sur les effets d'une mesure à prendre, soit sur la vérité ou la fausseté d'une opinion ou d'une théorie nouvelles.

Il semble superflu de dire que, pour parvenir au but d'un bon gouvernement, il faut que les législateurs connoissent bien la

Digitized by Google

science économique (1). Dans la formation des lois de finance et de commerce, il est impossible de faire un seul faux pas, de créer mal à propos un seul impôt, une seule gêne, sans porter vivement atteinte aux intérêts de tous, et sans mettre en danger l'existence de plusieurs familles. L'intégrité des intentions n'est point un préservatif sûr contre les erreurs; et telles mesures qui n'avoient été prises qu'avec un désir sincère d'amélioration, seront au contraire nuisibles, si elles ne sont pas fondées sur une base solide.

Les principes de l'économie politique sont les *lois des lois*, dont parle Bacon, par lesquelles on peut juger de la convenance de ce qui a été décidé ou ordonné par chaque loi en particulier (2). La destinée d'une nation qui seroit gouvernée par des ministres qui ne les connussent pas, dépendroit

---

(1) *Hæc cognitio ad viros civiles propriè spectat.*

(2) *Leges legum exquibus informatio peti possit, quid in singulis legibus benè aut perperam positum aut constitutum sit.*

Digitized by Google

du hasard ou de leur caprice. Ils pourroient rencontrer un bon système, ou en embrasser un mauvais. Dans le premier cas, ignorant la cause de la prospérité et du bonheur qui résulteroit de leur choix, ils auroient tout au plus une routine bien établie, qui les feroit persévérer dans la carrière où ils seroient lancés par hasard. Dans le second cas, se jetant dans une mauvaise route, ils ne connoîtroient ni les causes de la misère qui en seroit infailliblement la suite, ni par conséquent les moyens d'y porter remède.

Ce n'est pas par des idées superficielles et générales; mais bien par une connoissance approfondie et détaillée des principes et des résultats de la science économique, que l'homme d'Etat en vient à apprécier les effets et les suites des institutions et des mesures proposées; et par là à adopter celles qui tournent le mieux au profit de la nation. Tel peut être capable de développer, avec esprit et avec éloquence, les avantages d'un commerce libre, d'une concurrence sans bornes pour toutes les branches de l'industrie; et n'en être pas moins très-ignorant sur les principes fondamentaux

Digitized by Google

les plus importans. C'est une erreur commune de croire que ces principes sont faciles à atteindre : plusieurs ont échappé à l'observation de Quesnay et d'Adam Smith; et l'on peut être sûr qu'ils ne peuvent être compris sans une étude sérieuse et sans une attention patiente. C'est encore sans le moindre fondement que quelques personnes ont paru envisager les nouvelles doctrines sur la valeur, la rente, le profit, etc., comme très-propres à exercer l'esprit d'une manière spéculative, mais comme étrangères *aux affaires* de la vie, et ne conduisant à aucun résultat pratique. Sans connoître les principes qui déterminent la valeur échangeable, on ne peut se former une idée claire de l'influence de la fluctuation des salaires sur les prix et les profits; sans connoître les lois qui règlent la rente et les salaires, on ne peut pas mieux déterminer l'effet réel d'un impôt, ni arriver à un résultat heureux dans les questions qui s'élèvent chaque jour sur la législation en matière de finance et de commerce.

Que de connoissances et de principes acquis ne faut-il pas, pour discuter à fond et sainement le sujet des gênes imposées au

Digitized by Google

commerce des blés. Tout homme qui connoît les principes les plus élémentaires relatifs au commerce, n'hésitera point à établir d'une manière générale, que la richesse nationale sera plus favorisée en laissant la facilité d'apporter le blé, comme toute autre marchandise, de tout lieu où l'on peut se le procurer à meilleur compte. Mais si l'on veut déterminer l'effet de la gêne à l'importation sur le taux des salaires et des profits; si l'on veut connoître quelle partie de l'accroissement du prix profite au propriétaire, et à quoi monte la perte absolue; on n'y parvient qu'en pesant mûrement tous les principes.

On a souvent prétendu que l'étude de l'économie politique, toute nécessaire et essentielle qu'elle est aux législateurs et aux individus jouissant d'un rang élevé et d'une grande fortune, ne peut être que d'un foible usage aux autres classes de la société. Cette foible défense de l'ignorance se fonde entièrement sur une idée tout-à-fait erronée. L'influence puissante et heureusement croissante de l'opinion publique, cette influence qui donne un cachet de validité à tous les actes du gouvernement, et devant laquelle

Digitized by Google

le ministre le plus fier doit se résigner à fléchir, lorsqu'elle est exprimée d'une manière claire et prononcée, donne une grande importance à l'instruction du public sur toutes les matières qui touchent aux premiers intérêts de l'Etat. Et toutefois, aussi long-temps que le peuple ignorera les élémens et les résultats de cette science, il ignorera par là même les principales causes de la richesse ou de la pauvreté nationale, et il méconnoîtra les circonstances d'où en réalité son sort dépend. Dans cette position, si une nation mal instruite vient à exprimer son opinion sur les affaires publiques, elle ne peut le faire qu'à l'aveugle et d'une manière capricieuse. Le jugement de ceux qui ne se dirigent pas par des principes ne peut être qu'un préjugé. N'ayant pas de moyen de distinguer les effets immédiats et transitoires de l'effet final et permanent d'une mesure adoptée, ils deviennent facilement les dupes des artifices les plus grossiers. Si de tels hommes, étrangers aux causes de la prospérité, devoient rester simples spectateurs passifs des événemens, leur ignorance ne seroit pas extrêmement nuisible; mais ne se

Digitized by Google

doutant point de leur incapacité, ils ne manquent pas de participer à la discussion des mesures à prendre ; et par leur zèle mal dirigé, leur nombre et leur énergie, ils ont fait souvent triompher les résultats les plus contraires à leurs propres intérêts.

Une circonstance particulière prouve encore mieux la nécessité et l'importance de propager la connoissance des principes en question. Dans les objets de cette nature, on se laisse très-facilement influencer par d'autres considérations que le désir d'arriver à la vérité et au bien public. Ceux qui cultivent les sciences mathématiques ou naturelles, ne peuvent avoir que bien rarement des motifs pour fléchir leur jugement, ou pour cacher et dénaturer la vérité. Il n'en est point ainsi pour ceux qui discutent des questions de politique ou d'économie nationale. Tout abus, toute institution vicieuse, tout règlement injuste, a l'effet d'une prime pour la production de théories fausses; car, tout en étant nuisible au public, un tel abus est toujours avantageux à un nombre plus ou moins grand d'individus ; et ceux-ci, pour

Digitized by Google

ne pas perdre cet avantage, fatiguent la presse de leurs écrits, et tâchent, par de fausses assertions ou en dénaturant les faits, de faire croire au public que l'abus lui profite, et qu'il est intéressé à le maintenir. On a vu souvent couronnées d'un plein succès, ces tentatives de donner à la plus mauvaise cause l'apparence de justice et de bonté, ou de faire envisager les abus les plus criants comme des avantages pour le public. Pour obvier à ce mal; pour corriger ce que la publication de ces fausses notions a de fâcheux, et pour prévenir le public contre les sophismes spécieux de ceux que l'intérêt pousse à le tromper; il n'y a d'autre moyen, que de le familiariser avec les vérités élémentaires et fondamentales de cette science. Très-peu d'hommes, dans ce public, se disent intérieurement : « Je sais ce qui est bien, je l'approuve, mais je maintiens l'avis opposé » (1). L'ignorance est la source impure et fangeuse d'où dérivent en réalité les neuf dixièmes des vices, des malheurs et

(1) *Video meliora proboque, deteriora sequor.*

Digitized by Google

des crimes. Faites bien connoître au peuple les circonstances d'où dépend son état; vous pouvez compter que le plus grand nombre saura faire tourner à son profit les connoissances que vous lui aurez données. Si vous en venez à convaincre un homme qu'il est de son intérêt d'abandonner une ligne de conduite pour en suivre une autre; il est bien probable qu'il se laissera persuader. Je ne veux pas dire qu'il y ait grande raison de croire que les moyens de répandre les principes dont nous parlons aient immédiatement des effets marqués sur la conduite de la multitude. Les semences d'instruction, quoique répandues sous les plus heureux auspices, demandent souvent bien des années avant de porter des fruits. Mais s'il n'y a pas de raison pour concevoir l'espérance de rapides progrès, il n'y en a point pour se livrer au découragement. La moisson, pour être tardive, n'en sera que plus abondante. Elle récompensera largement le zèle patriotique de ceux qui auront fait de généreux efforts, pour diriger l'éducation publique vers des objets d'une utilité réelle et évidente, et qui ne se seront pas laissé décourager par les difficultés et

Digitized by Google

les obstacles, qu'ils auront rencontrés au commencement et dans la suite de leurs travaux.

L'histoire d'Angleterre, comme celle des autres pays, abonde en exemples qui prouvent les effets nuisibles qu'a sur la prospérité l'ignorance du peuple, et j'ai eu souvent l'occasion de les signaler. Combien de fois, par exemple, les maux de la disette n'ont-ils pas été aggravés par les ridicules préjugés du public sur les marchands de blés? Combien de fois n'a-t-on pas vu les gênes et les prohibitions sollicitées par ceux dont elles devoient causer la ruine? Combien de fois encore les classes ouvrières n'ont-elles pas tâché de prévenir l'introduction ou le perfectionnement des machines et des procédés, qui abrègent le travail et réduisent les frais de production; quoiqu'il soit bien reconnu qu'elles en profitent plus que toute autre classe? Combien le taux des salaires n'a-t-il pas été réduit, et l'état des classes inférieures empiré, par l'effet des opinions erronées sur le principe de population, et l'application peu éclairée des assistances publiques? Le fameux projet d'*accise*, présenté

Digitized by Google

au Parlement, dans l'année 1733, par Sir Robert Walpole, n'avoit point pour but de hausser les droits sur quelque marchandise que ce fût, mais bien d'introduire le système de l'emmagasinement (1), en un mot, comme il le disoit lui-même, de *rendre Londres un port libre, et par conséquent, d'en faire le marché de l'univers* (2). Et cependant, la simple proposition de ce plan avoit allumé le flambeau de la discorde et de la rebellion dans le pays ; et quand le ministre y renonça, il sembloit que le peuple ne savoit trouver assez de moyens de témoigner son enthousiasme et sa joie. Tel

---

(1) *Warehousing and bonding system.* Voyez *Smith, Richesse des nations*, trad. seconde édition, vol. 4, p. 412. Ce système est celui par lequel les négocians peuvent laisser leurs marchandises importées, libres de tous droits, dans des magasins destinés à ce but. C'est dans ce dessein qu'ont été creusés les magnifiques bassins du commerce (*Docks*), tant à Londres qu'à Liverpool, et qu'ont été construits les magasins qui en dépendent. *Trad.*

(2) Discours de Sir Robert Walpole sur l'introduction du plan d'*accise*. *Coxe's life of Sir W. Walpole;* vol. 1, p. 372, quatrième édition.

Digitized by Google

est l'empire du préjugé sur le vulgaire, que ce ne fut qu'en 1803 que le système *d'emmagasinement* fut adopté, et qu'eut lieu par cette mesure le plus grand pas peut-être, qui jamais ait été fait dans l'amélioration de la police financière et commerciale.

Il seroit inutile de citer plus d'exemples; on n'a qu'à ouvrir les yeux pour en trouver en abondance. J'ajouterai seulement que la guerre d'Amérique et la plupart des guerres du dernier siècle, excepté celles qui eurent pour cause la révolution françoise, furent mises en mouvement dans le but de conserver ou d'acquérir quelque avantage exclusif de commerce. Mais croira-t-on que ces différens eussent été élevés, que ces grandes contestations eussent été entreprises, aux dépens de tant de vies et à de si grands frais, si la masse du peuple eût su que le but qu'on avoit en vue ne pouvoit être atteint? Si ce peuple avoit appris qu'il étoit impossible à un pays de faire le monopole de la richesse et de l'opulence; que toute tentative de ce genre finit toujours par être à la fois ruineuse pour

Digitized by Google

celui qui la fait, et pernicieuse aux autres? C'est à l'économie politique que nous devons la démonstration de ces vérités; — vérités destinées à exercer la plus salutaire influence sur l'humanité; à convaincre les hommes qu'il est de leur intérêt de vivre en paix, de traiter entre eux d'après des principes purs, nobles, libéraux; et de ne dévenir ni les dupes de leur aveugle avarice, ni les instrumens dévoués de l'ambition ou des petites animosités de ceux qui les gouvernent.

« Une guerre de commerce », dit l'auteur d'un ouvrage, adressé au feu Roi George III, « une guerre couronnée de victoires ou « suivie de défaites, n'empêchera jamais « que la nation ennemie ne devienne plus « industrieuse que la vôtre; et si elle le de- « vient, ses marchands vendront à meil- « leur compte; vos pratiques vous quitte- « ront et s'adresseront à eux. Cela arrivera « malgré toutes les flottes et les armées dont « vous couvrirez l'océan et la terre. Le sol- « dat peut causer des ravages; le corsaire, « dans ses expéditions, qu'elles réussissent « ou non, créer la pauvreté; mais la Provi-

Digitized by Google

« dence a decrété, dans sa sagesse, que, *la* « *main du diligent peut seule enrichir* » (1).

* * *

L'Angleterre est la mère patrie de l'économie politique; mais elle ne lui a pas donné tous les soins attentifs qu'une mère doit à son nourrisson. Elle ne peut pas se vanter d'avoir été la première à reconnoître l'avantage de rendre populaire cette branche d'éducation, et de faire des établissemens dans ce but. C'est à l'Italie, ou plutôt à un citoyen de l'Italie, à Bartolomeo Intieri, Florentin, que l'on doit cet honneur. Il est célèbre parmi ses compatriotes par sa philantropie, et par le grand nombre d'idées utiles qu'il propagea. Ayant résidé long-temps à Naples, comme gérant des domaines de la famille des Corsini et de celle des Medici, il fut frappé de plusieurs des abus qui régnoient dans toutes les parties de l'administration intérieure du pays

---

(1) Dean Tucker's *four tracts on commercial and political subjects*, p. 41, troisième édition.

Digitized by Google

qu'il habitoit; et fermement convaincu, que le remède le plus facile, le plus sûr et le plus efficace à ces abus, étoit de faire connoître au public les vraies sources de la richesse nationale et de la prospérité, de la pauvreté et de la misère; il se détermina à témoigner aux Napolitains sa reconnoissance pour le bon accueil qu'ils lui avoient fait, en instituant à Naples un Cours d'économie politique. Dans ce but, Intieri demanda au gouvernement la permission de fonder une chaire d'Économie politique, avec un appointement de 300 écus au professeur, stipulant que les leçons se donneroient en italien, que le premier professeur seroit son célèbre ami Genovesi, et qu'après lui, on ne nommeroit jamais à cette chaire aucun individu revêtu des ordres sacrés. Le gouvernement accepta, à son grand honneur, ces conditions. Genovesi ouvrit le 5 Novembre 1754 son cours, qui eut un grand succès; et il le publia, en 1764, en 2 volumes in-8.°, sous le titre de *Lezioni di commercio o sia di economia civile.* En 1769, l'Impératrice Marie-Thérèse fonda une chaire semblable dans l'université de Milan, et nomma, pour la

Digitized by Google

remplir le premier, le fameux marquis Beccaria. Dans les pays soumis à des gouvernemens absolus et privés de la liberté de la presse, les institutions de ce genre ont de la peine à s'établir solidement et avec succès. Les ennemis de tout perfectionnement se plurent à les représenter comme dangereuses, et l'on vit bientôt supprimer les deux chaires fondées par Intieri et Marie-Thérèse.

L'étude de l'économie politique a éprouvé de grands encouragemens en Russie de la part de l'Empereur Alexandre. M.r Henri Storch, à sa demande, en donna un Cours aux grands-ducs Nicolas et Michel, et le publia en 1815 sous le titre de *Cours d'économie politique* (1). Cet ouvrage fait honneur au mérite de l'auteur et à la libéralité du gouvernement qui en fit les frais. Indépendamment d'un exposé clair et savant des principes les plus importans sur la production de la richesse, et la liberté du

(1) L'édition de Pétersbourg est en 6 volumes in-8. Une édition publiée à Paris en 1823 en 4 volumes, contient des notes de M. Say.

Digitized by Google

commerce et de l'industrie, l'ouvrage de M.r Storch contient de précieuses recherches sur des sujets qui n'ont que peu occupé les économistes anglois et françois. On ne peut lire sans intérêt et sans profit ce qu'il rapporte sur le système d'esclavage des anciens Romains et de la Russie moderne, et sur le papier monnoie des divers Etats du continent. Sans prétendre en rien porter atteinte au mérite d'autres auteurs, j'ose dire, que je place l'ouvrage de M.r Storch à la tête de tous ceux sur l'économie politique, importés du continent en Angleterre.

Tandis que des princes absolus nommoient des professeurs, pour instruire leurs sujets sur les principes de cette science importante pour la vie civile, on la laissoit ici exposée, sans protection, aux préjugés de l'ignorance, de l'intérêt, de l'autorité et de la mode. La nation la plus intéressée aux progrès de l'économie politique, dont le système de finance et de commerce est le plus compliqué, cette nation chez laquelle l'opinion publique a le plus d'influence sur la conduite du gouvernement, est presque la seule en Europe où l'on n'ait pas fait des efforts pour répandre l'étude

Digitized by Google

de cette science. Du moins on n'en a pas confié l'enseignement à des professeurs distincts; on ne l'a pas introduite dans ces universités, dans ces établissemens où tant d'anciennes associations, tant de circonstances accidentelles l'auroient recommandée à ceux qui étoient destinés à devenir les législateurs de leur pays. C'est d'autant plus extraordinaire, que le public a fréquemment retiré de grands services des lumières, des travaux et des recherches de ceux qui se sont appliqués à étudier cette science; et que l'on en a finalement reconnu l'importance. Mais il y a de bonnes raisons pour s'attendre à ne pas voir long-temps l'économie politique exposée à une négligence si peu méritée. La prépondérance, qu'ont prise dans le Parlement et dans l'opinion publique des hommes d'Etat, jugés bien instruits dans les principes de la science économique, donne lieu d'avoir les plus grandes espérances à cet égard. On voit qu'enfin l'économie politique jouit de la considération qu'à si juste titre elle mérite; on voit disparoître peu à peu le goût pour la vaine déclamation, et s'établir insensiblement

Digitized by Google

l'opinion sage, que, s'il est beau dans les discussions publiques de parler clairement, avec pureté et élégance, il est encore plus nécessaire de reconnoître les principes sur lesquels se fonde la décision de toutes les questions liées à l'économie publique et nationale.

La fondation du *Cours Ricardo*, sur l'économie politique, est une autre circonstance qui doit contribuer puissamment à en accélérer les progrès. On connoît assez, à ce que je crois, les motifs de cette institution, pour qu'il me suffise de dire, que l'on eut à cœur d'honorer la mémoire d'un des premiers économistes et des plus habiles législateurs de ce pays. On voulut par là associer son nom aux progrès futurs de la science, dont il avoit été un maître si distingué; et en faciliter ainsi l'étude, en établissant dans la métropole un cours, où l'on en exposeroit les principes et les résultats, d'une manière claire, brève et populaire. La place que j'occupe dans cet établissement, ne me permet pas de m'étendre davantage sur ce sujet. J'ajouterai seulement que cette fondation honore également la mémoire

Digitized by Google

de Ricardo et le jugement de ses amis. Tant que je m'y trouverai attaché, je tâcherai de répondre à leurs vues, en répandant la connoissance des vrais principes de la science.

Il est inutile de m'étendre beaucoup sur la question de savoir si l'économie politique peut s'apprendre avec plus de succès par des leçons orales, ou par la lecture privée. Sans doute en lisant attentivement les ouvrages des grands maîtres en cette matière, et en les comparant avec soin, on peut en venir à connoître à fond les principes ; il est même sûr que l'instruction orale ne peut point remplacer l'étude privée et la lecture. Néanmoins il me semble, qu'un cours public peut avoir de grands avantages. « A l'heure de la leçon l'at-
« tention prend des forces; elle se fixe à la
« présence, à la voix, aux questions occa-
« sionnelles de celui qui enseigne; le moins
« capable en tirera quelque profit; et le
« plus habile saura comparer les idées
« qu'il entend développer à l'école, avec
« celles que contiennent les volumes qu'il

Digitized by Google

« parcourt dans son cabinet » (1). Un cours a de plus l'avantage de pouvoir suivre pas à pas les progrès de la science; et la discussion des principes et des résultats, menant directement à celle des diverses questions qui s'élèvent tous les jours, excite chez les auditeurs un intérêt tout particulier, et donne à la leçon une teinte de nouveauté et d'application pratique et immédiate, que l'on ne sauroit trouver dans un traité imprimé.

Dans mon cours, après avoir défini le but et les bornes de la science, j'en viens à montrer que le travail est la source *unique* de la richesse; à prouver, dans les termes d'Adam Smith, que « ce n'est point « avec de l'or et de l'argent, mais avec du « travail que toutes les richesses du monde « ont été achetées originairement » (2).

---

(1) *Gibbon's memoir of his own life, miscellaneous Works;* vol. I, p. 51. in-8.

(2) *Richesse des nations*, trad. de Garnier, seconde édition, page 60. — L'auteur d'un article qui a paru dernièrement dans le *quarterly review* (N.° 60 art. 1) prétend que la *terre* est une source de richesse, parce qu'elle nous fournit la *matière* des diverses marchan-

Digitized by Google

Une fois ce principe fondamental établi, il s'ensuit, que le grand problème de pratique renfermé dans cette partie de la science qui traite de la production de la richesse se réduit nécessairement de lui-même à discuter les moyens d'obtenir, avec le moins de travail possible, la plus grande quantité de produits nécessaires, utiles et désirables. Toute mesure qui tend de près ou de loin à ajouter au pouvoir du tra-

---

dises. Mais c'est justement l'ancienne erreur des économistes présentée sous un jour un peu différent. La richesse ne dépend en rien de la quantité de matière, mais exclusivement de la *valeur*. La nature nous fournit gratuitement la matière dont sont composées *toutes* nos marchandises; mais tant que le travail n'a pas été employé à s'approprier la matière, ou à l'adapter à notre usage, celle-ci reste destituée de valeur. Dans cet état on ne la considère point, on ne l'a jamais considérée, comme formant la richesse. Nous n'appelons pas riche un homme parce qu'il peut se procurer indéfiniment de l'air atmosphérique, ou tout autre produit gratuit; mais nous ne l'appellerons riche que lorsqu'il possédera le produit d'une grande quantité de travail. Dire que la terre est une source de richesse, comme fournissant la matière des marchandises, n'est pas plus exact que de soutenir qu'elle est une source de tableaux et de statues, comme fournissant aux peintres et aux statuaires les matériaux dont ils se servent.

Digitized by Google

vail, ou à réduire le coût des marchandises produites par son action, doit proportionnellement augmenter notre pouvoir d'obtenir des richesses; tandis qu'au contraire toute mesure, tout règlement qui tend à énerver le travail, ou à faire hausser le coût des marchandises produites, ne peut manquer d'affoiblir le même pouvoir. Tel est le simple et vrai signe d'après lequel nous pouvons juger de la convenance de toute mesure qui touche à la richesse du pays et de la valeur de toute nouvelle invention. Si elle rend le travail plus productif, si elle a une tendance à réduire la valeur échangeable des marchandises, à en faciliter l'acquisition, à les mettre à la portée des classes inférieures de la société, elle doit être avantageuse. Si elle n'a pas une pareille tendance, on peut être assuré qu'elle sera nuisible. Considérée sous ce point de vue, la branche importante de l'économie politique qui traite de la production de la richesse devra paroître simple et facile à comprendre.

Le travail prend les dénominations d'agricole, manufacturier ou mercantile, suivant qu'on l'applique à faire naître les pro-

Digitized by Google

duits bruts, ou à les façonner, une fois qu'ils sont produits, en articles d'utilité, d'agrément ou d'ornement, ou enfin à transporter les produits bruts et ouvrés d'un pays ou d'un lieu à un autre.

La connoissance des divers moyens et des meilleures méthodes d'appliquer le travail à ces trois grandes branches d'industrie, fait l'objet particulier de l'étude de l'agronome, du manufacturier et du marchand. Il n'entre point dans le domaine de l'économiste de se jeter dans les détails relatifs à ces diverses professions. Il se borne à la recherche des moyens de rendre le travail plus productif, et d'en accroître le pouvoir dans toutes les branches d'industrie.

Quiconque observe avec la moindre attention les progrès qui mènent de la pauvreté à l'opulence, ne peut manquer d'apercevoir *trois* circonstances qui, par leur existence et leur action combinées, ont été seules capables de le faire sortir de l'état de barbarie. La *première*, et la plus indispensable, est la sécurité dans la jouissance de la propriété; la *seconde*, l'introduction de l'échange ou du troc, et l'application qui s'ensuit du travail des divers individus à

Digitized by Google

des occupations variées; la *troisième* enfin, l'accumulation et l'emploi du produit d'un travail préalable, ou, d'après l'expression communément employée, du capital ou des fonds. Sans la *première*, sans une jouissance assurée de la propriété, on ne voit ni richesse ni civilisation. Personne en effet ne se livre à des entreprises pénibles et difficiles, s'il n'est parfaitement sûr de travailler à son propre profit, et de pouvoir jouir en paix et sans trouble des fruits de son travail. Sans la *seconde*, sans l'introduction du troc, de la division du travail, on ne voit point les hommes s'appliquer chacun à une branche particulière; le temps se perd en en changeant constamment; jamais on ne parvient à cette délicatesse de main, à cette adresse dans le travail, à cette dextérité si frappante chez ceux qui ont exercé leur industrie dans des endroits où la division du travail a été même imparfaitement établie. Sans la *troisième* enfin, sans la possession et l'emploi d'un capital, l'ouvrier manqueroit des moyens de subsistance, et seroit dépourvu d'outils et de machines propres à l'aider dans son travail. Il ne pourroit donc se livrer qu'aux bran-

Digitized by Google

ches d'industrie qui lui promettroient un profit presque immédiat, ou qui n'exerceroient que le travail de la main seule, sans avoir besoin d'aucun instrument. Tous les moyens qui ont été imaginés, ou qui le seront jamais, de faciliter la production de la richesse, doivent se classer sous l'un de ces trois chefs. Il est indispensable de bien faire comprendre des principes si importans qui font la base de la science. Aussi m'appliqué-je dans mon cours à les poser de la manière la plus claire, à en montrer l'action mutuelle et les résultats réciproques, et à traiter à fond les diverses questions pleines d'intérêt qui naissent de leur discussion.

Indépendamment de cette espèce de division du travail qui, dans une société peu avancée, donne déjà à chaque individu la faculté de se livrer à un emploi particulier; il y a une autre sorte de division du travail bien plus importante, qui non-seulement permet aux individus, mais à la masse des habitans d'un canton tout entier, à des nations même, d'exercer de préférence telle ou telle branche d'industrie. C'est cette *division territoriale du travail*, si je

Digitized by Google

puis m'exprimer ainsi, qui fait la base du commerce entre les districts d'un même pays ou entre des nations différentes. La variété du sol, du climat, de la capacité de production, fait que chaque partie d'un pays a une industrie particulière à laquelle elle est plus appropriée. L'une où le charbon abonde, où l'accès à la mer est facile, et où la navigation intérieure est très-étendue et sans obstacles, sera le siège naturel des manufactures. L'autre fournira beaucoup de grains, par la fertilité de son sol. Le bétail qui s'élève dans les montagnes, s'engraisse avec plus de succès dans la plaine et dans les prairies. Il est clair que les habitans de ces divers lieux choisissant l'industrie pour laquelle ils se sentent doués d'une *capacité naturelle*, produiront beaucoup plus de marchandises utiles et désirables, que s'ils se livroient tous sans distinction, à plusieurs travaux à la fois. Glasgow, le Carse de Gowrie et le Comté d'Argyle, en se livrant l'un aux manufactures, l'autre à l'agriculture, et le troisième à l'art d'élever le bétail, ont décidément produit plus de marchandises, plus de blé et plus de bétail, que s'ils avoient tâché de se procurer par

Digitized by Google

eux-mêmes ces divers produits, sans recourir à la voix d'échange.

Mais il est aisé de voir que le commerce extérieur, ou la division territoriale du travail entre deux pays différens et indépendans l'un de l'autre, contribue à accroître la richesse de chacun d'eux, exactement comme le commerce entre des provinces accroît la richesse de l'état dont elles font partie. Il y a encore de plus grandes différences dans la force productive entre les divers pays éloignés les uns des autres (1), qu'il n'y en a entre les provinces du même état. L'établissement d'une libre communication entr'eux doit présenter ainsi un grand avantage. Il seroit bien plus coûteux de tenter de produire en Angleterre les vins de France et d'Espagne, que de faire croi-

---

(1) « Hic segetes, illic veniunt felicius uvæ ;
« Arborei fœtus alibi, atque injussa virescunt
« Gramina. Nonne vides, croceos ut Tmolus odores,
« India mittit ebur, molles sua thura Sabæi ?
« At Chalybes nudi ferrum, virosaque Pontus
« Castorea, Eliadum palmas Epirus equarum ?
« Continuo has leges æternaque fœdera certis
« Imposuit natura locis. »

Georg. lib. I. v. 54.

Digitized by Google

tre dans le comté de Yorck les mêmes produits que dans celui de Devonshire. En effet, il y a une quantité de produits qui sont d'une très-grande utilité et que l'on ne peut obtenir que dans des localités particulières. Sans la communication commerciale, nous ne pourrions pas avoir la moindre provision de thé, de sucre, de coton, de soie, d'or, ni une foule d'autres marchandises fort utiles et d'une grande valeur. La Providence, en donnant à chaque pays un sol, un climat, des productions naturelles qui lui sont propres, a eu en vue de pourvoir à la communication mutuelle et à la civilisation des peuples. Le commerce extérieur multiplie prodigieusement les produits de l'art; en permettant à chaque état de faire de son capital et de son travail l'emploi que sa situation géographique, les ressources du sol, le caractère et les habitudes nationales lui font envisager comme le plus profitable pour lui. Quand il n'y a point de gêne à la liberté du commerce, chaque pays s'adonne aux branches qui lui profitent le mieux. L'intérêt individuel est admirablement lié avec l'intérêt de tous. En encourageant l'industrie,

Digitized by Google

en récompensant l'homme intelligent et en mettant en activité les forces diverses que la nature a données à chacun, le commerce libre distribue le travail efficacement et avec économie. En augmentant la masse des produits nécessaires et utiles, il répand partout l'opulence, et fait des nations une société commune, unie par les liens d'intérêt mutuel et de services réciproques. Le commerce a donné à chaque état les moyens de profiter des inventions et des découvertes des autres. Il nous a donné de nouveaux goûts, de nouveaux besoins, et en même temps les moyens et le désir de les satisfaire. Les progrès de l'industrie privée ont été accélérés par la concurrence de l'étranger. Le commerce a entièrement éloigné, ou du moins a considérablement affoibli une foule de préjugés. Il a montré que rien n'est plus absurde et plus indigne d'un peuple éclairé, que la crainte, naguère si générale, de voir les autres faire des progrès dans la richesse et la civilisation. Il a fait voir que la vraie gloire et l'intérêt bien entendu de chaque peuple en particulier se trouvent bien plus dans ses efforts pour rivaliser et dépasser les autres

Digitized by Google

en suivant avec ardeur la carrière des arts et de la civilisation, que dans la prétention d'atteindre une prééminence stérile dans l'art sanglant et destructif de la guerre.

En traitant cette partie si importante de la science, je commence toujours par présenter une vue générale des effets de la communication commerciale. Je montre les principes qui en font la base, et je donne une esquisse des principales phases que l'on peut y remarquer à différentes époques. Puis j'en viens à examiner en détail les raisons que l'on donnoit pour établir ces règlemens, qui enchaînent et gênent le commerce entre certains pays et pour certaines marchandises; entr'autres, les gênes à l'importation et à l'exportation des métaux précieux, au commerce des blés et des denrées, à celles des colonies, et à la navigation. Je discute ces raisons en détail, tour à tour, et avec les éclaircissemens qu'elles méritent par leur grande importance et leur intérêt pratique.

Quand la division du travail commença à s'introduire, le simple troc fut le seul moyen d'échanger les marchandises. Mais à mesure que la société avançoit, la

Digitized by Google

division du travail prenoit de l'étendue, et les échanges se multiplioient. On sentit bientôt l'avantage que l'on retireroit de l'emploi d'une marchandise comme terme moyen d'échange, comme équivalent pour toutes les autres, et comme étalon de mesure pour en estimer la valeur relative. On sentit tellement le service rendu par cet intermédiaire, par la monnoie, que l'on en vint, comme nous l'avons déjà fait remarquer, à croire que l'or et l'argent, qui en étoient généralement la matière, constituoient la richesse. On a, depuis longtemps, montré l'erreur d'une telle opinion. Néanmoins la monnoie est toujours considérée sous un autre jour que les marchandises. L'importance du rôle qu'elle joue, la nécessité de connoître à fond les principes qui déterminent sa valeur échangeable, m'engagent toujours à traiter ce sujet fort au long (1).

---

(1) Les Jurisconsultes romains expliquent très-clairement les circonstances qui ont conduit à se servir d'une monnoie : « Origo emendi vendendique a « permutationibus cœpit. Olim enim non ita erat « nummus; neque aliud *merx*, aliud *pretium* voca-

Digitized by Google

Après avoir exposé cette *première* grande partie qui traite de la production de la richesse, je passe à découvrir et à fonder, dans la *seconde*, les lois qui règlent la distribution des produits variés de l'art et du travail entre les diverses classes de la communauté.

Il est clair, que dans les commencemens de la société, avant que le capital eût été accumulé et la terre mise en propriété, tout le produit du travail dut aller à l'ouvrier ; et que la quantité de travail nécessaire pour produire les marchandises et les porter au marché durent faire la seule me-

---

« batur : sed unusquisque secundum necessitatem « temporum ac rerum, utilibus inutilia permutabat, « quando plerumque evenit, ut quod alteri super- « est, alteri desit. Sed quia non semper, nec facile « concurrebat, ut, cum tu haberes, quod ego desi- « derarem, invicem haberem, quod tu accipere velles, « electa materia est, cujus publica ac perpetua æstima- « tio difficultatibus permutationum æqualitate quan- « titatis subveniret, æque materia formâ publicâ per- « cussa, usum dominiumque non tam ex substantiâ « prœbet, quam ex quantitate ; nec ultra *merx* utrum- « que, sed alterum pretium vocatur. » *Dig.* lib. 18 tit. 1., *de contrah. emptione.*

Digitized by Google

sure de leur valeur échangeable ou relative (1). Mais dès que le capital est accumulé, on voit ceux qui le possèdent trouver leur profit à fournir aux ouvriers la nourriture et les autres articles dont ceux-ci ont besoin pour pouvoir produire des marchandises, et cela sous la condition qu'ils leur rendront à la place une valeur plus grande. Quand la terre a été mise en propriété, que la culture a pris de l'étendue, les propriétaires des terrains de première qualité ne les laissent pas cultiver sans recevoir, comme rente ou fermage, une portion du produit. Ainsi au lieu d'appartenir, comme dans les premiers âges de la société, à l'ouvrier exclusivement, le produit du travail, dans toute communauté avancée et civilisée, se divise en trois parts, dont l'une va à l'ouvrier comme salaire, l'autre au capitaliste comme profit, et la troisième au propriétaire comme rente. Il devient par là essentiel de déterminer les lois qui règlent le salaire, le profit et la rente, c'est-à-dire, les lois qui dé-

(1) Tous s'accordent sur ce point, Adam Smith aussi bien que MM. Malthus et Ricardo.

Digitized by Google

terminent dans quel rapport le produit du travail, ou la somme des diverses choses nécessaires, utiles et désirables dans la vie, est divisée entre les grandes classes qui constituent toute société civilisée.

Dans cette partie, il y a encore à examiner si l'emploi du capital dans la production des marchandises, et le paiement de la rente, ont quelque effet sur leur valeur échangeable, ou si leur valeur est déterminée dans les sociétés civilisées, comme dans les moins avancées, par la quantité du travail requis pour les produire et les amener au marché. J'ai tâché de simplifier cette recherche importante qui présente quelques difficultés, et j'entre généralement dans une discussion pleine des questions qui se lient à l'influence qu'ont sur le prix l'offre et la demande, les monopoles, etc.

Quoique toute marchandise soit produite pour être consommée, il ne faut pas croire que toute consommation soit également profitable pour les individus ou pour la société. Si un individu emploie une année des ouvriers à bâtir une maison et qu'il la fasse démolir l'année suivante; le travail de ces ouvriers, ou plutôt le capital qu'il leur

Digitized by Google

donne en échange de leur travail et qu'ils ont consommé pendant tout le temps que leur a pris cet emploi sans résultat, est évidemment détruit pour toujours et perdu tant pour lui-même que pour le public. Si au contraire il les avoit employés à cultiver la terre pour faire croître du blé, ou à obtenir tout autre produit, il auroit créé des marchandises d'une valeur égale ou plus qu'égale à son premier capital. *La valeur en retour, ou l'avantage obtenu par la consommation*, est donc le véritable et unique signe auquel on peut reconnoître si la consommation est avantageuse ou non, ou comme on le dit quelquefois, si elle est productive ou non-productive. Les marchandises sont consommées d'une manière *productive*, quand l'avantage et l'utilité qui en résulte pour ceux qui les possèdent, ou la valeur des produits obtenus à la place, *excède* la valeur des marchandises ainsi employées. Elles sont consommées d'une manière *non-productive*, lorsque cet avantage et cette utilité, ou la valeur des nouvelles marchandises obtenues, est *au-dessous* de leur propre valeur. C'est de cette balance de la consommation et de la produc-

Digitized by Google

tion, et non, comme on l'a cru long-temps, de la balance du commerce, que dépend la prospérité ou la décadence de toute nation. Si, dans une période donnée, les marchandises produites dans un pays excèdent celles qui y sont consommées, il aura les moyens d'accroître son capital, et l'on verra augmenter ou sa population ou son aisance, ou même l'une et l'autre à la fois. Si, dans une autre période, la consommation égale la production, il n'y aura pas de moyens d'accroître les fonds ou le capital national, et la société sera stationnaire. S'il y a excès de consommation, on verra de jour en jour la société tomber en décadence, sa prospérité décliner, sa population décroître et la pauvreté se répandre peu à peu dans tout le pays. Il est donc fort important de reconnoître comment il faut manier la balance de la consommation et de la production pour la faire pencher du côté de cette dernière.

Pour résoudre convenablement ce problème, il faut étudier non-seulement les circonstances qui influent sur la consommation individuelle, et les moyens de la rendre plus profitable, mais encore la nature et

Digitized by Google

les effets de la consommation opérée par le gouvernement. C'est dans cette partie que je recherche les principes relatifs à *l'impôt* et au *système foncier*, afin de déterminer la manière la plus équitable de lever et de percevoir les revenus nécessaires pour défrayer l'Etat tant en paix qu'en guerre. Plusieurs lecteurs seront peut-être portés à croire que c'est la partie la plus importante des recherches de cette science. Quelqu'importante qu'elle soit, ceux qui ne se sont pas rendus maîtres des vérités élémentaires et de la connoissance des lois qui règlent la production et la distribution de la richesse, prétendroient en vain acquérir des idées exactes sur les conséquences finales et les effets réels d'un impôt ou d'un emprunt.

Ce que Bacon a dit de la philosophie s'applique également à la science économique. « L'homme qui aura pu, « avec une sagesse vraie et infatigable, « suspendre son jugement, monter par « degrés, franchir un à un les obstacles, « qui, comme des montagnes, arrêtent sa « marche studieuse, atteindra à temps les « sommités de la science, où l'on jouit du

Digitized by Google

« repos dans un air pur, où la nature « s'offre à l'œil dans toute sa beauté, et « d'où l'on redescend par une pente douce « jusqu'aux derniers détails de prati- « que » (1).

* * *

J'ai tâché en outre de faciliter l'étude de la science en établissant des *conférences* où viennent s'exercer quelques personnes, tant du nombre de ceux qui suivent mes cours publics, que d'autres amateurs de la science. On y traite les diverses parties dans le même ordre que dans mon cours. Tous ont lu d'avance quelqu'ouvrage élémentaire sur le sujet en question. Je les interroge pour voir s'ils ont bien saisi les idées de l'auteur. Si celui ci se trompe, ou est

---

(1) *Qui autem judicium cohibere et gradatim ascendere, et rerum, veluti juga, unum primo, deinde alterum, ac rursus alterum, superare cum sapientiâ verâ et indefessâ sustinuerit, ille ad summitates et vertices scientiæ mature perveniet, ubi et statio serena et pulcherrimus rerum prospectus, et descensus molli clivo ducens ad omnes practicas.*

Digitized by Google

incomplet dans sa doctrine, je le leur dis, et ils s'appliquent à reconnoître ces erreurs, ces défauts, ou je les leur indique. Les ayant ainsi rendus maîtres de la théorie que je considère comme la véritable sur le sujet discuté, je les engage à me présenter les difficultés qu'ils entrevoient, je les applanis et en donne l'explication. Mais le plus souvent quelqu'un des élèves m'en évite la peine. Puis je leur pose aussi clairement que possible les objections qu'ils n'ont pas eux-mêmes présentées, et que l'on fait ou que l'on peut faire aux doctrines que je leur ai enseignées. Ils y cherchent une réponse, et je la leur suggère s'ils ne la trouvent pas. De cette manière, leur attention est constamment en activité; ils sont excités à mettre en emploi toutes leurs forces, à penser, à raisonner d'eux-mêmes, à examiner chaque question à fond, et à remonter toujours aux principes. Après une étude de ce genre et quelques notes claires et abrégées, ils ont fixé dans leur mémoire les principes de la science; et quand il s'agit de réduire à ses élémens une question compliquée, de découvrir les sophismes et l'erreur, ou d'ap-

Digitized by Google

pliquer les principes à des cas particuliers, ils acquièrent cette facilité qui caractérise l'économiste capable et expérimenté, et que la lecture la plus étendue ne sauroit que difficilement procurer.

Je viens d'exposer, en abrégé et d'une manière sans doute incomplète, ce qui fait l'objet de l'économie politique; l'espèce de preuve que dans ces sujets l'on doit rechercher; les théories principales que l'on a formées pour expliquer les phénomènes variés de son ressort; l'importance de son étude dans toutes les classes de la société; et enfin, la marche que je suis en l'enseignant tant dans mes cours publics que dans mes leçons particulières. J'avois pour but principalement de poser les fondemens de la théorie sous le point de vue le plus clair et le plus frappant, de montrer l'intime dépendance qui règne entre les diverses parties de la science, et de marquer ses applications les plus importantes dans la pratique. En même temps, il est sûr que le maître, quelqu'habile qu'il soit, ne réussira jamais à mettre son élève en état de manier à son gré les principes d'une telle science, s'il n'y travaille de cœur et s'il

Digitized by Google

ne fait pour cela de grands efforts. Mais s'il a des sentimens élevés, il ne regrettera jamais ce travail, ces efforts, qui ont pour but d'expliquer les vraies sources de l'opulence tant privée que publique, celles de la pauvreté ou de la décadence, ou de découvrir les causes du bonheur dont jouissent quelques nations peu favorisées par le climat, et des souffrances qu'éprouvent quelques-unes de celles que la nature a comblées de ses riches dons (1).

---

(1) . . . What makes the nations smile
Improves their soil, and gives them double suns;
And why they pine beneath the brightest skies,
In nature's richest lap.

Littéralement : « Ce qui fait que les nations sou-
« rient, ce qui amende leur sol, ce qui double leur
« soleil ; et pourquoi elles souffrent sous le ciel le
« plus brillant, dans le sein le plus riche de la na-
« ture. »

Digitized by Google

Digitized by Google

APPENDICE.

Note A, page 61.

On ne sauroit disputer à Quesnay le mérite de l'originalité. Il est sûr toutefois qu'il avoit été devancé dans plusieurs de ses nouvelles doctrines par des écrivains anglois du siècle précédent. Les principes du système des économistes sont tracés d'une manière distincte dans un traité publié en 1677 et qui a pour titre, *Raisons pour mettre des limites à l'exportation de la laine* (1). « On ne « peut nier », dit l'auteur de ce traité, « qu'il « est fort du devoir et de l'intérêt de la nation de « protéger les nobles, les hautes classes, en un « mot, tous les propriétaires fonciers, portion « bien plus importante de la population que « quelques artisans employés à travailler le super- « flu de la laine, ou que des marchands qui ga- « gnent par l'exportation de nos manufactures. « En effet : 1.° Les premiers sont les *maîtres et* « *propriétaires de la base de toute la richesse de*

(1) *Reasons for a limited exportation of Wool*, 1677.

Digitized by Google

« *cette nation ; tout profit résultant finalement* « *de la terre qui est en leur propriété.* 2.° *Ils* « *supportent tous les impôts et toutes les char-* « *ges publiques*, qui, dans le fait, ne grèvent « que ceux qui achètent sans vendre ; tous les « vendeurs faisant monter le prix de leurs marchan- « dises, ou les vendant de qualité inférieure en « proportion des impôts. » Pag. 5.

En 1696, M. Asgill publia un traité intitulé, *Preuve de plusieurs assertions tendant à faire créer une autre espèce de monnoie que l'or* (1), à l'appui de la proposition du Dr. Chamberlayne pour l'établissement d'une banque territoriale. Le morceau suivant tiré de ce traité a la véritable couleur de la philosophie de Quesnay, comme le fait remarquer M. Dug. Stewart dans la vie d'Adam Smith. « Ce que nous appelons marchandises « n'est que la terre séparée du sol. L'homme ne « trafique que de la terre. Les marchands sont « les facteurs du monde, pour échanger une par- « celle de terre contre une autre parcelle. Le Roi « lui-même est nourri par le travail du bœuf ; et « l'habillement, les vivres pour la marine, sont « tous fournis par le propriétaire du sol qui fina- « lement en reçoit le prix. Toutes choses sont ori- « ginairement des produits de la terre, et c'est

---

[1] *Several assertions proved in order to create an other species of money than Gold.*

Digitized by Google

« d'elle que toutes doivent naître. » (Ce passage a été cité par lord Lauderdale, dans sa *Recherche sur la nature et l'origine de la richesse publique* (1).)

Ces citations ont de l'intérêt comme montrant les germes de la théorie des économistes. Mais il n'y a pas de raison de croire que Quesnay ait eu connoissance de ces écrits. Les sujets dont ils traitent sont d'un intérêt trop local pour qu'ils pussent exciter l'attention des étrangers; et Quesnay avoit trop de franchise pour qu'il n'eût pas déclaré qu'il s'en servoit, s'il en eût tiré quelque parti. Il est probable qu'il eut l'occasion de porter les yeux sur le traité de Locke, *Sur la hausse de la valeur de la monnoie* (2), où l'on trouve mise en avant l'idée que tous les impôts tombent finalement sur la terre. Mais il n'y a pas de comparaison entre la simple suggestion de Locke, et le système bien digéré de Quesnay.

Je joins ici un passage de l'ouvrage de Dupont, *Sur l'origine et les progrès d'une nouvelle science*, qui donne en abrégé l'énumération des institutions que les économistes regardoient comme nécessaire à établir par un bon gouvernement.

« Voici le résumé de toutes les institutions so-

---

[1] Lord Lauderdale's *Inquiry into the nature and origin of public Wealth*; 2.d edit. p. 109.

[2] Locke, *on raising the value of money*.

Digitized by Google

« ciales fondées sur l'ordre naturel, sur la consti-
« tution physique des hommes et des autres êtres
« dont ils sont environnés. »

« *Propriété personnelle*, établie par la nature, par la nécessité physique donnée à chaque individu de disposer de toutes les facultés de sa personne, pour se procurer les choses propres à satisfaire ses besoins, sous peine de souffrance et de mort. »

« *Liberté de travail*, inséparable de la propriété personnelle dont elle forme une partie constitutive. »

« *Propriété mobilière*, qui n'est que la propriété personnelle même, considérée dans son usage, dans son objet, dans son extension nécessaire sur les choses acquises par le travail de sa personne. »

« *Liberté d'échange*, de commerce, d'emploi de ses richesses, inséparable de la propriété personnelle et de la propriété mobilière. »

« *Culture*, qui est un usage de la propriété personnelle, de la propriété mobilière et de la liberté qui en est inséparable : usage profitable, nécessaire, indispensable, pour que la population puisse s'accroître, par une suite de la multiplication des productions nécessaires à la subsistance des hommes. »

« *Propriété foncière*, suite nécessaire de la culture, et qui n'est que la conservation de la propriété personnelle et de la propriété mobilière, employées

Digitized by Google

aux travaux et aux dépenses préparatoires indispensables pour mettre la terre en état d'être cultivée. »

« *Liberté de l'emploi de la terre*, de l'espèce de sa culture, de toutes les conventions relatives à l'exploitation, à la concession, à la rétrocession, à l'échange, à la vente de sa terre, inséparable de la propriété foncière. »

« Partage naturel des récoltes, *en reprises des cultivateurs*, ou richesses dont l'emploi doit indispensablement être de perpétuer la culture, sous peine de diminution des récoltes et de la population ; et *produit net*, ou richesse disponible dont la grandeur décide de la prospérité de la société, dont l'emploi est abandonné à la volonté et à l'intérêt des propriétaires fonciers, et qui constitue pour eux le prix naturel et légitime des dépenses qu'ils ont faites, et des travaux auxquels ils se sont livrés pour mettre la terre en état d'être cultivée. »

« *Sureté*, sans laquelle la propriété et la liberté ne seroient que de droit et non de fait, sans laquelle le *produit net* seroit bientôt anéanti, sans laquelle la culture même ne pourroit subsister. »

« *Autorité tutélaire et souveraine*, pour procurer la sureté essentiellement nécessaire à la propriété et à la liberté, et qui s'acquitte de cet important ministère, en promulgant et faisant exécuter les lois de l'ordre naturel par lesquelles la propriété et la liberté sont établies. »

« *Magistrats*, pour décider dans les cas parti-

Digitized by Google

culiers, quelle doit être l'application des lois de l'ordre naturel, réduites en lois positives par l'autorité souveraine, et qui ont le devoir impérieux de comparer les ordonnances des Souverains avec les lois de la justice par essence, avant de s'engager à prendre ces ordonnances positives pour règle de leurs jugemens. »

« *Instruction publique et favorisée*, pour que les citoyens, l'autorité et les magistrats, ne puissent jamais perdre de vue les lois de l'ordre naturel, et se laisser égarer par les prestiges de l'opinion, ou par l'attrait des intérêts particuliers exclusifs qui, dès qu'ils sont exclusifs, sont toujours mal entendus. »

« *Revenu public*, pour constituer la force et le pouvoir nécessaire à l'autorité souveraine; pour faire les frais de son ministère protecteur, des fonctions importantes des magistrats, et de l'instruction indispensable des lois de l'ordre naturel. »

« *Impôt direct*, ou partage du produit net du territoire entre les propriétaires fonciers et l'autorité souveraine, pour former le revenu public d'une manière qui ne restreigne ni la propriété, ni la liberté, et qui par conséquent ne soit pas destructive. »

« *Proportion essentielle et nécessaire de l'impôt direct* avec le produit net, telle qu'elle donne à la société le plus grand revenu public qui soit possible, et par conséquent le plus grand degré possible de sûreté; sans que le sort des pro-

Digitized by Google

priétaires fonciers cesse d'être le meilleur sort dont on puisse jouir dans la société. »

« *Monarchie héréditaire*, pour que tous les intérêts présens et futurs du dépositaire de l'autorité souveraine soient intimément liés avec ceux de la société par le partage proportionnel du *produit net.* »

Note B, page 70.

La véritable doctrine sur la population avoit été exposée avec clarté et savoir, par M. Herbert dans son *Essai sur la police des grains*, qu'il publia en 1755. « Il est évident, dit-il, que le nombre des hommes augmenteroit à l'infini, sans des obstacles physiques, politiques et moraux. Il nous suffit de savoir, que les hommes sont toujours en abondance, partout où ils se trouvent bien; que des pays ont été successivement bien ou mal peuplés suivant la nature du gouvernement; et l'on remarque aisément, que les Etats ne se peuplent point suivant la progression naturelle de la propagation, mais en raison de leur industrie, de leurs productions et des différentes institutions. »

« La guerre, la famine, les maladies épidémiques, ont souvent ravagé la terre; ces maux se réparent; et une nation renait de générations en générations par les soins du législateur. Ces fléaux si terribles sont moins redoutables que des vices intérieurs, qui ruinent un Etat par degrés im-

Digitized by Google

perceptibles. Un peuple s'anéantit, si l'on ne remédie aux maladies de langueur qui affoiblissent l'agriculture; et les sujets se dissipent ou dépérissent sans que l'on s'en apperçoive. »

« *Les hommes en effet se multiplient comme les productions du sol, et à proportion des avantages et des ressources qu'ils trouvent dans leurs travaux.* Leur premier soin est celui des besoins; quand ils trouvent à les satisfaire, nulle inquiétude ne s'oppose à leur augmentation. Le colon n'appréhende point de voir croître sa famille, quand il prévoit pouvoir la soutenir; mais des gens découragés ou dans la misère prisent trop peu la vie, pour avoir soin de celle des autres. On ne songe point à arroser des plantes, quand on a besoin d'eau pour soi-même. Le peuple s'augmente à proportion de la facilité qu'il trouve à vivre; et les hommes se multiplient naturellement comme les denrées, quand leur vie n'est point traversée par les besoins ou par la crainte. » Page 319, etc.

M. Townsend pose le principe dans toute son étendue, et l'applique avec succès à prouver l'inefficacité des lois angloises sur les pauvres pour bannir d'Angleterre la pauvreté. L'écrit de M. Townsend fut réimprimé en 1817, avec une préface que l'on attribue à lord Grenville.

Digitized by Google

ADDITIONS

FAITES PAR L'AUTEUR DANS LA SECONDE ÉDITION.

P. 21, *l.* 8. *Après le mot* civilisation.

Lisez en note : « L'histoire est aujourd'hui, » pour ainsi dire, un vaste musée, où l'on » peut étudier la nature humaine sous toutes ses » formes. C'est à cette source féconde que les » législateurs, les hommes d'état, et plus encore » les *philosophes*, occupés des sciences morales et » politiques, peuvent puiser les connoissances » qu'il leur importe le plus d'acquérir. Dans l'utile » et belle variété des gouvernemens et des institu- » tions; à travers cette multitude d'usages, de » rites et de coutumes fantastiques qui ont pré- » valu chez les nations en divers temps et en di- » vers lieux, ils discerneront des vérités fon- » damentales et qui en embrassent beaucoup » d'autres dans leur enceinte; ils découvriront » nettement ces principes dominans et sacrés qui » maintiennent et protègent la société humaine, » ces principes reconnus et respectés (avec peu » d'exceptions, ou avec des exceptions de peu d'im-

Digitized by Google

» portance) par toutes les nations de la terre,
» et uniformément enseignées (avec moins d'ex-
» ceptions encore) par une suite d'hommes sages,
» depuis la première aurore de la philosophie jus-
» qu'au moment où nous sommes. » Ce passage est extrait de l'éloquent *discours* de Sir James Mackintosh *sur la loi de la nature et des nations*, p. 27. (2.e édit.)

P. 54, *l.* 18. *Après ces mots*, liberté parfaite.

Ajoutez : « Qu'on maintienne, dit Quesnay dans
» une de ses maximes générales, l'entière liberté
» du commerce; car la police du commerce inté-
» rieur et extérieur la plus sûre, la plus exacte,
» la plus profitable à la nation et à l'état, consiste
« dans la *pleine liberté de la concurrence.* »
(Physiocratie, 1.e part., p. 119.)

P. 58, *l.* 1. *Après ces mots*, la matière déjà existante.

En note : Ce sujet a été traité habilement par M.r Destutt Tracy. « Non-seulement, dit-il,
» nous ne créons jamais rien, mais il nous est
» même impossible de concevoir ce que c'est que
» *créer*, ou *anéantir*, si nous entendons rigou-
» reusement par ces mots : *faire quelque chose*
» *de rien*, ou *réduire quelque chose à rien*; car
» nous n'avons jamais vu un être quelconque sortir
» du néant ni y rentrer. De là cet axiome admis
» par toute l'antiquité : rien ne vient de *rien* et ne

Digitized by Google

» peut redevenir *rien*. Que faisons-nous donc par
» notre travail, par notre action sur tous les êtres
» qui nous entourent? *Jamais rien qu'opérer*
» *dans ces êtres des changemens de forme ou de*
» *lieu, qui les approprient à notre usage, qui*
» *les rendent utiles à la satisfaction de nos be-*
» *soins*. Voilà ce que nous devons entendre par
» *produire*; c'est donner aux choses une utilité
» qu'elles n'avoient pas. Quel que soit notre tra-
« vail, s'il n'en résulte point d'utilité, il est infruc-
» tueux; s'il en résulte, il est productif. »

Ce passage est extrait du *Traité d'Idéologie* de M.r Destutt Tracy (Tom. 4, p. 162). Le 4.e volume de cet ouvrage est presqu'en entier consacré à l'économie politique, et fait un des meilleurs traités sur cette science qui ait paru en France. Ce volume a été publié, à part en 1823, format in-12, sous le titre de *Traité d'économie politique*.

P. 60, *l.* 15. *Après ces mots*, moins productive que les autres.

En note: « Il est assez singulier que cette qualité
» de la terre, qui auroit dû être regardée comme
» un désavantage, si on la comparoit aux autres
» agens naturels qui favorisent le manufacturier,
» ait été considérée au contraire comme ce qui lui
» donnoit une prééminence marquée. Si l'air, l'eau,
» l'élasticité de la vapeur et la pression de l'at-
» mosphère pouvoient avoir des qualités variables;

Digitized by Google

» si l'on pouvoit se les approprier, et que chacune
» de ces qualités n'existât qu'en qualité médiocre,
» tous ces agens donneroient un profit, selon qu'on
» tireroit successivement parti de leurs qualités.
» A chaque emploi d'une qualité inférieure, la
» valeur des produits, dans la fabrication desquels
» elle entreroit, hausseroit, parce que des quanti-
» tés égales de travail industriel donneroient moins
» de produits. L'homme travailleroit plus de son
» corps, la nature feroit moins, et la terre ne joui-
» roit plus d'une prééminence fondée sur son pou-
» voir borné.» (Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, vol. 1, pag. 86, de la traduction.)

P. 77, *l.* 19. *Après ces mots*, quelqu'autre marchandise.

Dans la seconde édition l'auteur donne sur ce sujet quelques nouveaux développemens, que nous replacerons ici :

Il faut se souvenir que la seule existence d'une *demande*, quelque instante qu'elle soit, ne peut être par elle-même un encouragement à la production. Pour que la demande soit efficace, il faut dans celui qui la fait non-seulement la *volonté*, mais le *pouvoir*, d'acheter ce qu'il désire de posséder ; en d'autres termes, il faut qu'il soit en état d'offrir un équivalent. Il n'y a jamais eu et il n'est pas dans la nature qu'il y ait jamais aucune limite

Digitized by Google

au désir de posséder les produits de l'industrie. « Les trésors de Crésus, l'empire des Perses ne suffisent jamais à nos désirs » (1). C'est le pouvoir de rendre nos désirs efficaces, c'est-à-dire, de fournir des produits en échange de ceux que l'on veut obtenir, qui est requis ici, et qui seul donne à la demande de la réalité. Il suit de là que plus ce pouvoir croîtra, c'est-à-dire, plus chaque individu croîtra en industrie productive, plus aussi chaque individu aura de facilité à offrir des équivalents pour les produits d'autrui, plus le marché croîtra en étendue.

Il est donc clair qu'une surcharge de produit ne peut pas être l'effet d'un excès dans la production; mais qu'elle est toujours la conséquence d'une fausse application de la puissance productive, c'est-à-dire qu'elle arrive lorsque les marchandises produites sont peu accommodées aux goûts de ceux avec qui nous espérions les échanger et ne sont pas de celles que nous pouvons consommer nous-mêmes. Si, faisant attention à ces deux conditions importantes, nous ne produisons que ce qui peut être vendu à d'autres, ou employé à notre propre usage, nous pouvons augmenter mille et mille fois la production, et en somme n'avoir pas plus excès de produits que si nous l'avions diminuée dans la même proportion. De faux calculs

(1) « *Nec Cræsi fortuna unquam, nec Persica regna* » *Sufficient animo.* »

Digitized by Google

et la fureur des spéculations peut occasionnellement pousser les capitaux dans des canaux où ils n'auroient jamais dû se porter ; mais si le gouvernement ne se mêle pas d'indemniser ceux qui sont victimes de leur imprévoyance, ceux-ci, consultant leur propre intérêt, verront bientôt qu'il leur convient d'abandonner les affaires ruineuses qu'ils avoient entreprises ; ils corrigeront ainsi, mieux que tout remède artificiel, la distribution vicieuse des capitaux, et rétabliront l'équilibre qui doit exister naturellement entre le prix et le coût de production. La consommation non-productive n'est donc pas nécessaire pour prévenir la surabondance du marché. Soutenir qu'elle contribue de quelqu'autre manière à accroître la richesse nationale, c'est dire qu'on augmente la richesse en jetant au feu ce dont elle se compose.

P. 81, *l.* 20. *Après ces mots*, pour les produire.

En note. Sir William Petty avoit déjà établi en 1667, que la valeur des marchandises est toujours réglée par la quantité du travail requis pour les produire. « Si un homme, pour tirer de terre » au Pérou, et apporter à Londres, une once d'ar- » gent, met le même temps que pour produire un » boisseau de blé, l'un de ces produits est le prix » naturel de l'autre ; or, si par quelque nouvelle » mine, ou par plus de facilité à exploiter les an- » ciennes, ce même homme peut se procurer deux

Digitized by Google

» onces d'argent aussi facilement qu'il s'en pro-
» curoit auparavant une, le blé sera aussi bon
» marché à dix shellings le boisseau, qu'il l'étoit au-
» paravant à cinq, toutes choses d'ailleurs égales. »
(*Treatise of taxes and contributions*, ed. 1679, p. 31.)

Cette proposition est remarquable ; mais on doit reconnoître la même différence entr'elle et les recherches analytiques de Ricardo, qu'entre les conjectures de Pythagore sur le vrai système du monde et les théorèmes de Newton.

P. 123, *l.* 9. *Après ces mots*, et de services réciproques.

L'auteur cite le morceau suivant de Rollin. (Hist. anc. T. V. p. 509).

« On peut dire, sans crainte d'être soupçonné
» d'exagération, que le commerce est le plus so-
» lide fondement de la société civile et le lien
» le plus nécessaire pour unir entr'eux tous les
» hommes de quelque pays et de quelque con-
» dition qu'ils soient. Par son moyen le monde
» entier semble ne former qu'une seule ville et
» qu'une seule famille. Il y fait régner de toutes
» parts une abondance universelle. Les richesses
» d'une nation deviennent celles de tous les autres
» peuples. Nulle contrée n'est stérile ou du moins
» ne se sent de sa stérilité. Tous ses besoins lui sont
» apportés à point nommé du bout de l'univers,

Digitized by Google

» et chaque région est étonnée de se trouver chargée
» de fruits étrangers, que son propre fonds ne pou-
» voit lui fournir, et enrichie de mille commodités
» qui lui étoient inconnues, et qui cependant font
» toute la douceur de la vie. »

Digitized by Google

RÉFLEXIONS

DU TRADUCTEUR

SUR LE SYSTÈME DE RICARDO.

Digitized by Google

Digitized by Google

RÉFLEXIONS

DU TRADUCTEUR

SUR LE SYSTÈME DE RICARDO,

Contenant l'exposé et la discussion sommaires des principes et des conséquences de ce système.

Si l'histoire d'une science en favorise l'étude, s'il est utile de reconnoître les pas successifs de ceux qui ont le plus contribué à lui faire faire des progrès; il ne l'est pas moins, sans doute, de s'assurer avec soin de son état actuel et de marquer avec précision la limite des connoissances acquises. Cette remarque acquiert plus d'importance dans les sciences qui se résolvent immédiatement en pratique, et dans lesquelles toute méprise sur quelque point de théorie peut avoir des suites graves.

Digitized by Google

Des écrivains récens, également respectables par l'étendue de leurs lumières et par leur bienveillante activité, ont cru pouvoir comprendre toute la doctrine de l'économie politique en un petit nombre de formules. Le mérite de celui qui a provoqué ces utiles travaux, le génie qui le caractérise, sa renommée enfin et celle de ses successeurs donneront peut-être quelque intérêt aux réflexions que nous allons soumettre à nos lecteurs, dans lesquelles nous rendrons hommage aux autorités en n'en reconnoissant aucune exclusivement.

Ne nous écartant pas essentiellement du plan tracé par M. Mac Culloch, nous commencerons par donner à quelques-uns de ses énoncés un peu plus de développemens: sans perdre de vue l'ouvrage original de Ricardo (1), nous nous attacherons aux élémens de M.r Mill (2), l'un des auteurs les plus estimés et les plus estimables qui pro-

---

(1) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, par D. Ricardo, trad. par Constancio, avec des notes de J. B Say. Paris 1819.

(2) *Elements of political economy*, by James Mill. London 1824. Seconde édition.

Digitized by Google

fessent les mêmes principes. Cet exposé sera suivi de nos propres observations.

PARTIE PREMIÈRE.

Exposé sommaire du système de Ricardo.

La théorie dont nous avons l'intention de donner une idée exacte s'écarte en quelques points de celle d'Adam Smith, que nous devons supposer connue; et pour marquer ces différences, il sera bien de poser d'une manière distincte les principes *ricardiens*. Ces principes sont au nombre de six.

Chapitre I. — Principes.

PREMIER PRINCIPE.

La rente n'affecte point le prix, et les frais de production se résolvent en salaires et en profits.

Ce principe a été établi par M.r Malthus (1)

(1) Malthus, *On rent*, p. 18.

Digitized by Google

Cet auteur avoit principalement à cœur de faire voir que la rente n'est pas la cause, mais bien l'effet des prix élevés.

Ricardo et ses successeurs se sont fortement attachés à ce principe. M.r Malthus attribuoit la rente à diverses causes. Les Ricardiens n'en reconnoissent qu'une, *l'inégalité des terres*. Ils ont établi qu'à la première période de la culture, il n'y a point de rente, et que même dans toutes les périodes subséquentes, il y a des portions de terre qui ne donnent aucune rente. « On » peut affirmer, dit M.r Mill, qu'il n'existe » pas de pays d'une étendue un peu considérable où il n'y ait des terres hors d'état » de payer une rente, c'est-à-dire incapables de produire, au moyen du travail » humain, plus qu'il ne seroit nécessaire » pour payer ce travail; que du moins il » en soit ainsi dans notre pays, c'est ce » quitrès-probablement ne sera pas contesté » (1).

Celui qui se décide à cultiver des terres de qualité inférieure, ne le fait que lors-

(1) Mill, *Elements of political economy*, p. 36, seconde édition angloise.

Digitized by Google

qu'il en retire ses frais de production, c'est-à-dire, les salaires et les profits des capitaux qu'il a avancés. Ainsi le produit d'une terre sans rente appartient en entier à celui qui a fait des avances pour la cultiver. Ces frais de production sur les mauvaises terres sont plus grands que sur les terres de première qualité. Les produits de ces dernières se vendant au même prix, donneront, indépendamment des frais de production, un surplus qui ira au propriétaire de la terre sous forme de rente. On voit donc que la rente ne prend naissance que par la culture des terres inférieures et qu'elle n'affecte pas le prix.

SECOND PRINCIPE.

Le salaire, par sa hausse ou par sa baisse, influe en sens contraire sur le profit du capitaliste et le règle au sens le plus strict.

Le résultat de la culture des terres inférieures pour celui qui les cultive est, comme nous venons de le voir, le rembours des frais de production à répartir entre deux classes d'hommes, les capitalistes et les salariés. Si la somme de ces frais est toujours

Digitized by Google

la même, il est clair que la part du capitaliste croîtra toutes les fois que celle du salarié diminuera. Or cette constance de la somme des frais de production est établie démonstrativement selon les Ricardiens qui en font un principe secondaire.

Principe subordonné et qui fait partie du précédent.

La somme des frais de production ne peut beaucoup varier.

Elle dépend, disent-ils, pour le cultivateur, d'un côté de la masse totale du produit, de l'autre de sa valeur. Mais ces deux quantités sont en raison inverse l'une de l'autre. En somme, les variations doivent donc se compenser. Si le blé abonde, il est à bon marché, et réciproquement.

S'appuyant sur ce principe secondaire, on peut donc établir généralement que le gain du capitaliste, ou ce qu'on nomme *le profit*, suit une marche inverse du gain de l'ouvrier, ou de ce qu'on nomme *le salaire*.

Le rapport du salaire au profit dépend de celui du capital à la population. Celle-ci a une tendance constante à croître plus que le capital qui la fait subsister. On peut donc,

Digitized by Google

en envisageant la cause constante de variation, dire avec propriété, que c'est *le salaire* qui *règle le profit* (1).

TROISIÈME PRINCIPE.

Tous les prix des produits agricoles se règlent nécessairement sur le prix auquel peut l'offrir le cultivateur de la terre qui ne donne point de rente.

Quand ce cultivateur est payé de ses avances, il est satisfait. Il n'a point de surplus à payer, et c'est au prix qu'il donne à ses produits que les autres, qui ont une rente à payer, conforment nécessairement le leur (2). Le vendeur au prix le plus bas fait la loi aux autres.

QUATRIÈME PRINCIPE.

Le taux des profits sur les terres règle celui des autres profits (3).

C'est une proposition fort généralement admise, sur laquelle en conséquence les

(1) Mill, *Elements* etc. P. 73, sec. édit. angl.
(2) Ibid. p. 39, 70 etc.
(3) Ibid. p. 78.

Digitized by Google

Ricardiens s'arrêtent peu, la supposant plutôt qu'ils ne la prouvent. On peut dire, pour l'appuyer, que les capitaux se portent naturellement à la culture avant tout autre emploi, et que le profit agricole est plus constant, plus déterminé, moins varié, assujetti à une loi plus régulière (1). Ce principe n'est pas propre aux disciples de Ricardo; mais ils en usent plus souvent, et avec plus de rigueur que les autres économistes : il est lié intimément à leur doctrine et doit par là même être mis en vue; il en est une partie essentielle et non simplement accessoire, comme il semble être dans celle d'Adam Smith.

CINQUIÈME PRINCIPE.

1.° *Le prix est représenté par les frais de production.* 2.° *Le rapport de l'offre à la demande n'a pas d'influence sur les prix et sur la valeur, excepté dans le cas du monopole ou pour de courtes périodes.*

1.° Par le premier principe il est établi que la rente n'affecte pas le prix. Celui-ci

(1) Adam Smith, *Richesse des nations*, en particulier L. 3, Ch. 1.

Digitized by Google

ne doit donc représenter que les salair avancés à l'ouvrier et les profits du capit employé à la production. Dès que ces deux élémens de la dépense faite ont été remboursés, le prix est payé : donc le prix est bien représenté par les frais de production.

2.° Nous avons dit que les changemens opérés dans les prix des produits par l'abondance et la rareté n'influent pas sensiblement sur la valeur de la somme des profits et des salaires (1). Cependant il semble que les prix doivent souvent varier moins par les frais de production que par le besoin des acheteurs, en un mot par le rapport de l'offre à la demande. Mais les Ricardiens, sans nier l'action de cette cause, n'envisagent les variations de cette espèce que comme purement accidentelles ou artificielles (2). Or c'est des causes constantes de variations qu'ils veulent s'occuper, et c'est sous l'aspect d'un système de pleine liberté dans les transactions commerciales qu'ils posent les principes de l'économie

(1) *Principe subordonné au second*, p. 160.

(2) Mill, *Elements* etc. p. 86 et 227, sec. éd. ang.

Digitized by Google

litique. Dans ce cas la loi de la concurrence, par une action analogue à celle qu'elle exerce dans tous les cas, tend constamment à détruire cet effet momentané des variations du rapport de l'offre à la demande. Ainsi, par une moyenne, les frais de production ont seuls une constante influence. On sait assez que le blé change de prix par la demande qu'on en fait; mais cela n'a lieu que d'année en année; et en prenant la somme de plusieurs années, on verra que la moyenne des prix a simplement suffi à payer les frais qu'a occasionnés sa culture sur les terres de qualité inférieure.

SIXIÈME PRINCIPE.

La valeur échangeable d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail employé à la produire.

Les frais de production se résolvent, comme nous avons vu, en salaires et en profits, c'est-à-dire, en travail et en capitaux; mais les capitaux ne sont que le produit du travail. En sommant les quantités du travail employé à les produire, on peut donc dire, que les capitaux ne sont que du

Digitized by Google

travail accumulé. Ce travail, à la vérité, a été fait à diverses époques et en divers lieux; mais on ne peut nier qu'il n'ait été fait. Tout capital est le fruit d'un travail quelconque. Il n'est donc nullement nécessaire de mentionner le capital à part, comme s'il étoit autre chose (quant à la production) que le travail lui-même. Donc, concluent les Ricardiens, le prix (la valeur échangeable) qui ne dépend que des frais de production, n'est finalement réglé que par le travail productif (1).

Telles sont les bases du système que nous avions à cœur de présenter sous la forme la plus simple. Ce court exposé suffit pour faire saisir les traits qui le distinguent des opinions les plus généralement reçues avant l'époque récente où ces principes prirent faveur. Mais quelque différence qu'on y observe, il est évident que l'ancien et le nouveau systèmes se touchent par plusieurs points; et, ce qui est assez remarquable, de célèbres sectateurs de l'une et de l'autre doc-

---

(1) Mill, *Elements* etc. p. 97.

Digitized by Google

trine arrivent à des conséquences tout-à-fait semblables relativement à des questions résolues en sens contraire par d'autres écrivains non moins estimables. Ainsi, tandis que ces derniers ont manifesté des craintes sur la surcharge du marché, Ricardo et les autres ont établi d'une manière indéfinie les avantages de la production de la richesse et ont nié la possibilité d'un excès à cet égard, ou d'une offre superflue de toutes les marchandises (1). Mais, sans nous arrêter à cette remarque, attachons-nous à développer les conséquences plus ou moins éloignées que les Ricardiens tirent de leurs principes, et qui, jointes à ceux-ci, constituent l'ensemble de ce qu'on peut appeler leur système. On sent assez qu'en les rassemblant ici, nous devons nous borner à celles qui, par leur importance et leur généralité, réclament une attention particulière. Il seroit infini et d'ailleurs superflu d'entrer dans plus de détail.

---

(1) *Universal glut.* Ibid. p. 234. M. Say, qui n'est pas toujours d'accord avec Ricardo, l'est sur ce point. Il regarde comme impossible l'*engorgement* complet du marché. M. de Sismondi est d'un avis contraire.

Digitized by Google

Chapitre II. — Conséquences.

PREMIÈRE CONSÉQUENCE.

L'abondance des capitaux n'a aucune influence directe sur le taux des profits.

En effet, puisque l'offre et la demande n'en a pas; puisque le taux seul des salaires détermine celui des profits (*Voy. 2.d et 5.e princ.*), les capitaux, qu'ils soient abondans ou rares, ne fourniront à titre de profit que le reste des frais de production après que l'ouvrier aura été payé (1).

SECONDE CONSÉQUENCE.

Les profits vont diminuant par le progrès de la civilisation.

Les profits agricoles règlent, avons-nous dit, les profits industriels (2). Le progrès

---

(1) *Edinburgh review*, March 1824, p. 9, *on accumulation of capitals.* Dans tout cet article de la revue d'Edimbourg, qui est attribué à M. Mac Culloch, on voit développées au long les conséquences que j'énumère ici. Pénétré des dangers que court, selon lui, l'Angleterre par la baisse des profits, il cherche quels sont les obstacles à une ruine qu'il regarderoit plus tard comme inévitable.

(2) *Quatrième principe*, p. 161.

Digitized by Google

social amène la culture successive des terres de qualité inférieure. Mais ces terres inférieures rendent moins avec un même capital productif. Si on retranche du produit les salaires supposés constans, les profits seront nécessairement moindres. Mais les salaires, loin d'être constans, se trouvent élevés par la hausse des prix. Donc, dans tout le cours du progrès, les profits vont inévitablement baissant de plus en plus. Et comme on ne sauroit trouver aucune autre cause permanente de cet effet, il faut l'attribuer à la *moindre production des terres de qualité inférieure*, suite inévitable du progrès social.

De cette seconde conséquence il en découle trois autres pratiques et subordonnées, du plus grand intérêt.

PREMIÈRE CONSÉQUENCE SECONDAIRE.

La baisse des profits est un symptôme menaçant pour la prospérité d'un pays.

Il vient d'être établi qu'il y a une cause permanente de baisse dans les profits. Cette cause est le progrès divitial. Ce progrès arrivera infailliblement à un terme où les

Digitized by Google

profits seront tellement diminués qu'il n'y aura plus d'épargne possible (1). Les entreprises même seront arrêtées ; et par conséquent la richesse décroîtra, effet qui deviendra cause, et amènera progressivement la décadence. Ainsi, comme en Hollande pendant le siècle dernier, ce mauvais symptôme a été suivi d'une décadence divitiale ; de même, en Angleterre, la baisse actuelle des profits doit faire présager aussi ce résultat.

SECONDE CONSÉQUENCE SECONDAIRE.

A l'égard du progrès divitial, l'intérêt des propriétaires du sol est opposé à celui des autres classes de la société.

Pour le prouver, il suffit de montrer que la baisse des profits ne fait gagner que les propriétaires du sol. Or, « ceux qui ont be-» soin d'argent, » dit l'auteur de l'article de la revue d'Edimbourg (2), « peuvent

(1) « Toutes les fois que le taux des profits moyens « va baissant, il y a diminution dans la faculté d'a-« masser. » (*Edinb. rev.* March 1824, p. 8.)

(2) *Edinburgh review*, March 1824, *on accumulation* etc. p. 30.

Digitized by Google

» emprunter à un intérêt moins élevé quand
» les profits sont bas ; et comme dans tout
» pays où les impôts sont modérés, la
» baisse des profits est causée par l'exten-
» sion de la culture sur de mauvais ter-
» rains ; et encore, comme *la rente* n'est
» autre chose que la différence (ou valeur
» de la différence) entre le produit en grains
» des meilleures terres et celui des plus
» mauvaises, autrement dit entre l'action
» du capital sur les terres anciennement
» cultivées, et cette même action sur les
» terres nouvellement mises en culture,
» il s'ensuit que la baisse des profits est
» toujours accompagnée d'une hausse dans
» la rente des terres, et réciproquement.
» Sous ce rapport, l'intérêt des propriétaires de terres est toujours opposé à
» celui des autres classes. »

TROISIÈME CONSÉQUENCE SECONDAIRE.

Un moyen de prévenir la décadence divitiale est d'établir la plus pleine liberté, en particulier dans le commerce des grains, chez les nations surtout les plus progressives.

Pour le démontrer, il s'agit de prouver que cette liberté arrêtera la baisse des

Digitized by Google

Or une nation qui exclut de ses marchés les grains étrangers, doit nécessairement avoir recours à des terres ingrates, et elle s'expose à de ruineuses fluctuations dans les prix; elle se prive de toutes les ressources qu'elle auroit trouvées dans les pays fertiles peu peuplés, et de la possibilité de combler le déficit d'un pays par le surplus d'un autre. En effet, l'ensemble des profits sur tous les marchés de l'univers décroît, en somme, moins que ne décroissent les profits dans les pays en état de progrès divitial. Ainsi ces derniers, en rompant les communications avec des peuples moins avancés qu'eux, précipitent leur ruine. C'est, disent les Ricardiens, en donnant pleine liberté au commerce des grains, qu'on préviendra la chute des profits; c'est en abolissant le système restrictif qu'on retardera la décadence qui est dans les lois générales de la destinée des hommes (1).

---

(1) Ibid. p. 19 etc.

Digitized by Google

PARTIE SECONDE.

Discussion sommaire du système de Ricardo.

CHAPITRE I. — *Des Principes.*

DU PREMIER PRINCIPE.

La rente n'affecte point le prix, etc.

On doit reconnoître que la rente croît par la culture des terres de qualité inférieure, par leur nature ou par leur situation. Ce principe, posé par M.r Malthus et exclusivement adopté par Ricardo, ne sauroit être nié. Mais, dans l'exacte vérité, on doit reconnoître aussi qu'il y a toujours quelque rente sur la terre en culture, à moins qu'on ne feigne un temps où les terres, bien que cultivées, n'étoient pas en propriété. Cette remarque sera saisie par les explications qui suivent.

La propriété doit de suite faire naître une rente. C'est une partie essentielle de ce droit, lequel ne seroit rien sans une jouissance, qui se convertit toujours en rente. On ne peut objecter les colonies ou

Digitized by Google

les états nouveaux qui trouvent à leur disposition de vastes étendues de terres faciles à défricher et qui en concèdent la propriété à titre gratuit. Car on peut répondre : 1.° que rarement le titre est entièrement gratuit ; que tout au moins en revendant ces terres, on y trouve un bénéfice ; 2.° que le cultivateur trouve dans le droit de propriété l'avantage d'un travail non interrompu ; 3.° que dans ces pays nouveaux, les capitaux et le travail, convertissant les déserts en villages et en villes, donnent en peu de temps une grande valeur à une propriété qui n'en avoit point. Il y a donc dans ces pays-là une valeur réelle à la propriété, et un spéculateur trouvera son compte à faire défricher et amender le sol qui lui appartient par un fermier qui lui paiera la plus foible redevance. Il y a toujours ce que l'on peut appeler la *rente minime*.

Ce n'est par conséquent que sur les terres non appropriées qu'il est possible de concevoir cette première période, à laquelle on renvoie, comme celle qui a précédé l'institution du fermage. Les Ricardiens le reconnoissent eux-mêmes. Mais ils supposent à

Digitized by Google

cet état primitif une réalité qu'il est difficile de se figurer. Ainsi M.r Mac Culloch dit : « Il est clair que, dans les commencemens de la société, avant que le capital eût été accumulé et la terre mise » en propriété, tout le produit du travail » dut aller à l'ouvrier » (1). Or, les philosophes, qui ont réfléchi sur l'origine de la propriété, auront de la difficulté à se figurer un tel état de choses; des cultivateurs non-propriétaires, vendant leurs produits en concurrence avec ceux de l'industrie, c'est-à-dire une propriété mercantile et industrielle établie, et nulle propriété agricole.

Au reste, l'invraisemblance de cette hypothèse n'est relevée ici, que pour rendre prudent à en tirer des conséquences, et pour montrer l'espèce d'abstraction, de généralisation, à laquelle se livrent souvent les Ricardiens. Car d'ailleurs nous reconnoissons avec eux que la rente est étrangère à la production et que les frais de celle-ci se réduisent aux salaires payés et aux profits des capitaux avancés pour la culture

(1) Voyez p. 126 du *Discours*.

Digitized by Google

des terres de qualité inférieure. On a observé avec raison que la *rente minime*, étant introduite dans les expressions relatives aux principes que nous discutons, n'est d'aucune influence, et n'a d'autre effet que de rendre ces expressions moins simples (1).

DU SECOND PRINCIPE.

Le salaire règle le profit. — Princ. sec. La somme du salaire et du profit ne peut beaucoup varier.

Ce seroit trop généraliser que de regarder avec assurance comme *constant*, dans toute la force du terme, le produit d'un même travail et d'un même capital. Si cela est vrai en parlant du même instant et du même emploi, pour d'autres cas, on ne sauroit l'accorder; et la plupart du temps il est à croire qu'au contraire il y a une variation dans ce produit. Le besoin urgent, que les consommateurs peuvent avoir d'un certain produit, fera cesser cette constance de la somme des salaires et des profits. Et comme le produit dont il s'agit est le *blé*, l'observation acquiert de l'importance. Quand la rareté arrive, le prix du blé monte; mais

(1) Mill, *Elements* etc. p. 34 sec. édit. angl.

Digitized by Google

comme le besoin urgent existe, il monte plus haut, qu'il n'est rigoureusement nécessaire pour compenser la rareté. Alors donc les salaires et les profits montent en somme, sans que le propriétaire ait sa rente accrue, à moins qu'elle ne se paie en nature. Cette somme supposée constante peut donc varier. Or, le blé est le produit sur lequel reposent tous les principes, puisque c'est le plus important des produits agricoles, et que les produits agricoles, d'après les Ricardiens, sont ceux dont le profit règle celui des autres produits. (4.e *Principe.*)

On doit donc, en posant la règle générale, que la somme des profits et des salaires est constante, annoncer que cette règle n'est pas sans exception, et qu'entr'autres elle ne sauroit se vérifier dans les cas de rareté (1).

---

(1) Nous saisissons cette occasion pour faire observer que, si nous présentons des restrictions aux principes posés par les Ricardiens, nous n'en admirons pas moins le génie qui a saisi ces principes dans toute leur étendue. Ces profonds économistes en sont venus à réduire la science à une grande simplicité, en prenant pour base des moyennes, et en écartant toutes les circonstances accidentelles qui auroient pu

Digitized by Google

DU TROISIÈME PRINCIPE.

La terre qui ne donne point de rente détermine, par le prix de ses produits, celui des produits des autres terres.

On peut élever un doute sur l'influence des terres inférieures pour régler les prix, en ayant égard, comme on le doit, à leur étendue relative. Pour chercher à faire sentir la nécessité de cette influence, M.r Mill use de cette comparaison : « Supposez que toutes » les terres en culture dans un certain pays » soient de même qualité et donnent les » mêmes profits aux capitaux qu'on y appli- » que, à l'exception d'un seul acre, qui » donne un produit sextuple de celui de tout » autre (1). » Il est certain, comme M.r Mill le prouve, que le fermier de ce der-

---

les arrêter dans leurs généralisations. C'est par cette marche qu'ils arrivent à répandre la lumière sur des objets compliqués. Comme dans les sciences physiques on a commencé par l'empirisme et fini par les formules et les principes assurés, de même dans plusieurs chapitres de l'économie politique, on peut espérer qu'après des tâtonnemens on arrivera à un système coordonné dans toutes ses parties.

(1) Mill, *Elements* etc., p. 71, 2.de édit. angl.

Digitized by Google

nier acre ne pourroit point élever son fermage, et que les cinq sixièmes du produit appartiendroient au propriétaire. Mais si l'ingénieux auteur avoit pensé à proposer une fiction semblable pour le cas inverse, il auroit reconnu que le résultat étoit différent. En effet, supposons toutes les terres au niveau, excepté un acre de terre inférieure. Que sur cet acre unique, le profit du capital soit la sixième partie du profit sur tout autre. Pense-t-on que le profit de quelques millions d'acres fût forcé de se réduire à la sixième partie de son profit habituel ? Il est probable que cet acre unique n'auroit pas d'effet, parce que les produits quelconques (spécialement le blé) étant portés au marché, ne souffriroient point sensiblement de la concurrence d'une portion *minime*. Nous disons donc que l'assertion ricardienne sur l'effet des terres inférieures doit être modifiée par l'étendue relative des terres de fertilité inégale. Cette remarque a surtout de l'importance, quand on s'occupe d'un pays qui est dans un état de civilisation avancée, tel que la France et l'Angleterre; les terrains de qualité supé-

Digitized by Google

rieure sont ceux qui y sont dès long-temps cultivés. Ils y sont en grande abondance par comparaison à ceux de qualité inférieure. On peut donc s'attendre à quelqu'affoiblissement de leur influence, quelque réelle qu'elle soit pour régler le prix.

DU QUATRIÈME PRINCIPE.

Les profits agricoles règlent les autres profits.

Renvoyant à ce qui a été dit, dans l'exposé du principe, nous reconnoissons qu'en général le taux des profits agricoles règle celui des profits industriels. Mais en même temps nous ferons remarquer que ceux-ci réagissent nécessairement sur les premiers. Quand le prix du blé vient à hausser à un certain point, les capitaux industriels s'appliquent aux terres et réduisent nécessairement les profits agricoles.

Cette remarque n'est point proposée comme une objection au principe, pris dans sa généralité; mais elle tend seulement à présenter une modification qu'il ne faut jamais perdre totalement de vue.

Digitized by Google

DU CINQUIÈME PRINCIPE.

Le prix est représenté par les frais de production, sans que le rapport de l'offre à la demande ait d'influence à cet égard.

C'est avec raison que les Ricardiens établissent, qu'en prenant une moyenne, le rapport de l'offre à la demande n'a pas d'influence sur les prix, ou du moins que cette influence n'est qu'accidentelle ou passagère. C'est à Ricardo et à ses successeurs que l'on doit la découverte de ce principe, clair dans son énoncé et facile à démontrer. Les frais de production (salaires et profits) règlent le prix. C'est cette somme des frais de production que doit fournir la vente du produit. Si une cause artificielle survient, si un monopole est établi, la demande peut bien, en augmentant, influer sur le prix; mais ce seroit sortir du champ des principes, que d'examiner l'effet d'une telle cause; car elle dépend d'une mesure d'administration. Si le commerce est libre, une cause accidentelle, par exemple, une mauvaise récolte, peut bien momentanément faire croître la demande comparativement à l'offre; c'est-à-dire, que le prix peut dépasser les frais de

Digitized by Google

production. Mais la concurrence fera paroître au marché ces produits si fort demandés, et bientôt leur prix sera égal aux frais de production. Une cause accidentelle peut bien aussi momentanément faire diminuer la demande comparativement à l'offre, c'est-à-dire que le prix peut bien être accidentellement, par l'effet d'une récolte abondante, au-dessous des frais de production. Mais les capitaux et le travail, au lieu de continuer cet emploi, en saisiront un autre. Le produit, qui étoit peu demandé, deviendra rare, et bientôt le prix reprendra sa valeur.

C'est ainsi qu'une double concurrence, celle des producteurs d'un côté, des capitaux et du travail de l'autre, ramèneront toujours, par une moyenne, les prix à la somme des frais indispensables pour produire la marchandise.

La manière ingénieuse, dont les Ricardiens ont fait envisager ce principe, a répandu sur tout le sujet une vive lumière.

Digitized by Google

DU SIXIÈME PRINCIPE.

Le prix de toute marchandise est représenté par le travail productif.

Les Ricardiens sont attachés à l'expression qu'ils ont substituée à celle de *capital*, savoir *travail accumulé*, parce que cette expression les conduit à une extrême simplification, savoir au principe que la *valeur* a pour mesure le *travail* productif. Du reste l'emploi en semble plus incommode qu'utile; et si d'un côté, dans certains calculs théoriques, il peut être de quelque usage de considérer le capital sous ce point de vue; de l'autre, il est facile de voir qu'il ne donne que des approximations inexactes : 1.° Le travail ancien ne peut point se comparer au travail moderne. Ainsi, chez les barbares, plusieurs journées de chasse ne vaudront pas un morceau de fer, qui ne vaudra pas à son tour une demi-journée de travail, quand l'état de civilisation sera atteint; 2.° du travail ancien, une partie a péri; tout capital a été l'objet d'un travail qu'il ne représente jamais en entier. Ainsi, un arc, qu'un barbare auroit acheté fort cher, se vendra très-mal à l'état de ci-

Digitized by Google

vilisation. Une autre partie au contraire peut avoir acquis une grande valeur. Le temps opère réellement ce changement. Ainsi un an ajoute à la qualité du vin. C'est très-peu le travail qui ajoute à son prix. C'est à l'effet des *agens naturels*, c'est à l'opération lente de la nature, que l'on doit cette augmentation (1).

On voit donc que le capital peut et doit être considéré comme le produit du travail ; mais que la valeur de ce capital ne peut s'estimer par le travail qui a été employé à le produire; que par conséquent on doit se souvenir de cette restriction, quand on veut passer à l'application du principe général. Sans cela, pour vouloir simplifier, on tomberoit dans l'erreur (2).

Telles sont les observations qui se sont offertes à nous sur les principes que nous avions entrepris de discuter. Avant de passer

(1) Ceci répond en partie à une remarque de M.r Mill (*Elements*, etc., p. 88, 2.de édit. angl.), qui ne porte que sur cet exemple partiel.

(2) Nous voyons cette idée déjà énoncée par l'auteur de trois articles sur l'ouvrage de Ricardo dans la *Bibliothèque Universelle*, vol. 6 et 7. *Littér.* 1817, 1818.

Digitized by Google

à l'examen des conséquences, faisons une seule remarque sur l'opinion ricardienne relative à l'*engorgement* du marché. Encore à cet égard ils poussent trop loin le désir d'obtenir des conclusions rigoureuses. Admettons que l'offre et la demande soient égales, que les frais de production représentent le prix; mettant de côté toutes les restrictions qu'il faut faire à cette supposition, qu'arrivera-t-il, s'il survient une surabondance de quelque marchandise? Les Ricardiens disent : ce produit surabondant crée une demande égale à lui-même, ce qui prévient tout excès, tout *engorgement* du marché (1).

Mais on ne doit pas oublier qu'au moment où cette surabondance arrive, tout est proportionné aux besoins généraux. Vendue, cette marchandise ne paiera pas les frais de production. Elle ne créera donc pas une demande *effective*, mais seulement une demande insuffisante; c'est-à-dire, que la marchandise portée au marché ne trouvera des acheteurs qu'à un prix inférieur

(1) *Glut* Voy. Mill, *Elements*, etc., pag. 235, 2.de édit. angl.

Digitized by Google

à sa valeur. Car nous sommes partis de la supposition que jusqu'alors chaque objet ne payoit à la vente que les frais de production.

On ne sauroit donc nier la possibilité d'un engorgement du marché pour une certaine marchandise ; mais, comme le disent les Ricardiens, on doit reconnoître aussi que, dans le cas de surabondance d'un produit et de la baisse qui s'ensuit dans sa valeur, il y a en même temps une hausse dans la valeur relative de toutes les autres marchandises; que par conséquent, en somme, ces valeurs se compensent; et dans ce sens on peut dire que l'équilibre se rétablit et qu'il ne peut y avoir surabondance générale au marché. Car si un produit surabonde, si sa valeur baisse, tous les autres deviennent rares comparativement, et leur valeur va haussant. L'excès des produits sera possible ; il pourra même, dans certaines branches, amener des souffrances et de la misère ; mais cet excès ne sauroit durer. L'équilibre se rétablira, et les maux que la secousse avoit amenés cesseront avec elle. — Grand sujet de méditation pour les hommes bienveillans appelés à réduire ces principes en pratique !

Digitized by Google

Chapitre II. — Des Conséquences.

DE LA PREMIÈRE CONSÉQUENCE.

L'abondance des capitaux n'affecte pas directement le taux des profits.

Il est bien entendu que l'abondance des capitaux a sur les profits une influence nécessaire; mais cette influence n'est, disent les auteurs dont nous étudions le système, qu'une influence indirecte. Les capitaux, en croissant ou décroissant, font varier les salaires; et les salaires font varier les profits (1). Il est entendu encore que lorsqu'on parle des variations des capitaux, c'est toujours dans leur rapport à la population. Si celle-ci croît ou décroît précisément dans le même rapport que ceux-là, les salaires restent immobiles.

Supposons maintenant que la population croisse plus rapidement, les capitaux devenus insuffisans fourniront imparfaitement aux besoins de la classe ouvrière, qui se

(1) Voyez 2.e *Principe*, p. 159.

Digitized by Google

contentera du plus modique salaire, et en conséquence on verra croître les profits.

Demandons-nous ici pourquoi le salaire a décru; et nous reconnoîtrons que c'est par la concurrence accrue des ouvriers. Cette marchandise (si l'on nous passe cette expression) est offerte plus que demandée, et son prix (le salaire) baisse en conséquence. Voilà donc un cas au moins où le prix (le prix du travail) est réglé, d'une manière permanente, par le rapport de l'offre à la demande.

Pourquoi la concurrence, ou le rapport accru de l'offre à la demande, n'auroit-il pas un effet analogue sur les profits, dans le cas où les capitaux croissent plus que la population? En faisant cette question, nous n'oublions pas que les savans économistes, à qui nous l'adressons, répondront, que le produit total (représenté par la somme des salaires et des profits) a une valeur invariable (1), et qu'il suffit que le salaire hausse pour que le profit baisse. Mais, sans revenir sur les modifications proposées ci-dessus rela-

(1) Voyez *Principe subordonné au* 2.d, p. 160.

Digitized by Google

tivement à l'invariabilité du produit total (1), ne semble-t-il pas que, si la demande croissante des capitaux fait hausser le prix des ouvriers, c'est-à-dire le *salaire*, on n'a pas raison d'affirmer que l'offre croissante de ces mêmes capitaux ne peut point faire baisser le prix des capitaux, en d'autres termes le *profit*?

Il paroît donc assez probable que l'abondance des capitaux a sur les profits une influence indirecte par son action sur les salaires, et en même temps une influence directe par la concurrence des offres.

Si ce point de vue est admis, on admettra également une double influence sur les salaires, l'une directe et l'autre indirecte par la variation des profits.

Cette remarque tend, comme on voit, à prévenir l'abus que l'on pourroit faire d'une conséquence admise dans toute sa rigueur; tandis qu'elle est assujettie à quelque limitation.

Et en résumant les réflexions suggérées par cette conséquence et par les principes

(1) Voyez les *Réflexions sur le* 2.d *principe*, p. 175.

Digitized by Google

d'où elle dérive, on ne peut nier que le taux des salaires, en un sens général, ne règle le taux des profits; cela résulte du principe de population. Mais une assertion de cette nature ne peut point être pressée à l'extrême. Il y a sur les salaires quelque réaction des profits; et c'est porter trop loin la rigueur de la déduction, que d'établir, sans aucune réserve, que les variations dans l'abondance des capitaux n'ont aucun effet direct sur le taux des profits.

DE LA SECONDE CONSÉQUENCE.

Les profits suivent une marche inverse du progrès divitial.

Cette conséquence est déduite du principe troisième, qui établit que le prix se règle sur le produit des terres de qualité inférieure. Il suit de là, disent les Ricardiens, qu'à l'instant où ces terres sont mises en valeur, il naît une rente sur les autres, et que par conséquent les profits baissent d'autant.

Ce raisonnement est en partie si juste, qu'il force l'assentiment, malgré l'espèce de répulsion qu'inspire l'inévitable paradoxe auquel il doit aboutir. L'état prospère

Digitized by Google

d'un pays consiste dans l'accroissement progressif de sa population et de ses capitaux. La population croissante demande des subsistances, que les capitaux lui fournissent. A cet effet, il faut que ces capitaux se versent sur les terres. Et après les terres de première qualité, on ne peut pourvoir à tous les besoins, qu'en cultivant celles de seconde, puis de troisième et ainsi successivement. Mais ces nouvelles cultures amènent sur les anciennes une rente, c'est-à-dire qu'elles diminuent d'autant les profits.

A tout cela il n'y a rien à répondre; et nous devons accorder sur-le-champ : 1.° que le progrès social amène la culture des terres de qualité inférieure; 2.° que la culture de ces nouvelles terres fait immédiatement baisser les profits.

Et toutefois nous n'accordons pas que le progrès social fasse baisser les profits.

La raison qui fonde notre négative est que l'état prospère commence par faire hausser les profits, et cela long-temps avant que l'on cultive les nouvelles terres ; de sorte que, lorsque celles-ci exercent leur influence sur la rente en déduction des profits, ceux-ci, bien qu'immédiatement diminués, restent

Digitized by Google

encore aussi élevés qu'ils étoient avant le progrès. Ceci demande quelque explication.

Pourquoi à une époque quelconque, cultive-t-on les terres de qualité inférieure? Ce ne peut être qu'en vue d'un profit au moins égal au profit courant. Et quelle circonstance peut amener ce taux du profit sur de telles terres? L'accroissement de la population. Aucune autre ne peut produire un tel effet. On sait que la population a une forte tendance à croître plus rapidement que les capitaux (1). Pressant alors sur la limite des subsistances, elle fait hausser le prix des alimens (du blé en particulier), de manière à donner de gros profits aux capitaux agricoles. Les autres capitaux affluent sur les terres; mais comme celles-ci sont d'une étendue bornée, cette concurrence a un terme; et il arrive enfin qu'en cultivant des sols plus ingrats, on obtient encore des profits supérieurs à ceux du commerce ou des manufactures. Dès lors (en supposant ces terres inférieures d'une étendue suffisante) les profits agricoles sont forcés de se régler sur ceux des derniers que l'on a

(1) Mill, *Elements*, etc., p. 50, 2.de édit. angl.

Digitized by Google

versés sur les terres. C'est ainsi que prenant le taux des profits à l'origine du progrès divitial, on reconnoîtra que les profits n'ont aucune tendance à diminuer. Ils haussent avec la population croissante, jusqu'au point où les profits agricoles ont tellement cru qu'ils peuvent éprouver (par des cultures nouvelles) une diminution notable, sans redescendre jamais au-dessous de leur taux primitif, ou (pour parler plus exactement) au-dessous du taux moyen déterminé par diverses circonstances.

Il ne sera pas hors de place peut-être de présenter ce résultat sous un nouvel aspect. S'il s'agit d'apprécier les variations ou des salaires ou des profits, il y a, indépendamment du rapport des capitaux à la population, d'autres objets à considérer; en particulier, il faut faire entrer en ligne de compte le nombre des entreprises. En vain les capitaux seroient-ils surabondans; si les entreprises manquoient, ils n'auroient aucune influence; comme réciproquement les entreprises s'offriroient en vain, si l'on manquoit de capitaux à y appliquer. Les capitaux, en un mot, cherchent et appellent les entreprises. Avec quelle ardeur ne voyons-

Digitized by Google

nous pas, en ce moment même, les capitaux de la vieille Europe se verser dans la nouvelle Amérique, y entreprendre l'exploitation des mines et des échanges de toute espèce! Supposons donc un pays, riche en terres arables et dont la population demande du blé; les capitaux qu'elle possède, après avoir tenté divers emplois profitables, se tourneront bientôt sur les spéculations agricoles, et ne tarderont pas à mettre de nouvelles terres en culture. Mais si ce pays est fort actif et progressif, les capitalistes ne feront une telle entreprise qu'à l'instant où elle sera, pour les bénéfices, au moins au niveau de toutes les autres. Il n'est pas facile de voir pourquoi des entreprises nouvelles offertes à l'activité laborieuse pourroient tendre en aucune sorte à diminuer la récompense qu'elle a droit d'attendre.

Nous avons toutefois reconnu que la culture des terres inférieures fera immédiatement baisser les profits. Mais cette baisse ne sera que momentanée, et même on peut s'attendre à une hausse subséquente. Le principe de population, par des oscillations suc-

Digitized by Google

cessives, maintient l'équilibre, sans laisser passer certaines limites. Examinons de plus près cet effet.

Les terres de qualité inférieure, avons-nous dit, ne sont mises en culture que lorsqu'elles rendent des profits égaux ou supérieurs à ceux des capitaux industriels. Souvent, dans ces circonstances, malgré les nouvelles cultures, le prix du blé et des produits agricoles reste encore fort élevé. Ces hauts prix gênent la population ouvrière, parce que la hausse des salaires ne suit pas exactement celle du prix des objets de consommation à l'usage des salariés. Ils sont plus ou moins à charge à la population tout entière, parce que presque toutes les marchandises sont affectées de la hausse des salaires et de celle du prix des objets de première nécessité. Cette gêne universelle, jointe à la mortalité qu'occasionne une population surabondante, amène une diminution dans le nombre des salariés, et de suite une hausse dans les salaires et une baisse dans les profits agricoles. Dès lors toutes les opérations ont lieu en sens inverse des précédentes. Les capitaux se re-

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

tirent des terres inférieures et se reversent sur l'industrie (1).

Mais le principe de population agira bientôt de nouveau ; dès que la misère aura cessé, le nombre des ouvriers croîtra, leur salaire diminuera, et en conséquence les profits hausseront.

Une suite de telles oscillations doit avoir lieu, sans que les profits moyens en soient affectés. Ils peuvent par d'autres causes hausser ou baisser, ou par cette cause même, ils peuvent changer alternativement en sens contraire, sans que leur baisse ou leur hausse moyenne puisse être attri-

---

(1) Cet effet paroît avoir été éprouvé en Angleterre. Dans les dernières années de rareté, les terres de qualité inférieure furent mises en culture. La population, ayant cru plus que le capital, exigea cette mesure d'urgence; et dès l'année 1816, peut-être même plus tôt, les profits élevés y engagèrent les cultivateurs. Mais dès que la rareté des subsistances eut cessé, dès que l'abondance revint, on vit bientôt la plupart de ces terres abandonnées. On s'en assure facilement en parcourant certaines provinces, et ce fait nous a frappés récemment en traversant le Comté de Cumberland ; sur la route de Carlisle à Londres de vastes champs attestent encore, par leurs sillons aujourd'hui inutiles, les travaux dont ils furent l'objet.

Digitized by Google

buée à la nécessité d'entreprendre de nouvelles cultures. La population est le régulateur, qui rétablit l'ordre naturel et contient les profits entre certaines limites.

En récapitulant, nous dirons : Les capitaux croissans augmentent les salaires et diminuent les profits. La population croissante élève les profits agricoles plus que les mercantiles. Cette supériorité d'accroissement amène la culture des terres inférieures. Supposant celles-ci d'une étendue suffisante, cette nouvelle culture crée la rente et limite les profits agricoles. Du tout résulte une succession d'oscillations, qui ne semblent pas devoir affecter, d'une manière permanente, la moyenne des profits généraux.

DES TROIS CONSÉQUENCES SUBORDONNÉES A LA SECONDE.

L'importance de ces conséquences secondaires et pratiques justifiera les détails dans lesquels nous sommes entrés en discutant celles dont elles dépendent.

Digitized by Google

I. *La baisse des profits annonce la décadence civitiale.*

L'auteur de l'article déjà cité, de la *Revue d'Édimbourg*, énonce ainsi les craintes que la baisse des profits lui inspire. « L'apparence de prospérité que présente l'Angleterre, dit-il, est trompeuse; la plaie de la pauvreté a atteint secrètement la masse des citoyens, et les fondemens de la puissance et de la grandeur nationale ont été ébranlés..... Là où le taux de l'intérêt est bas, comme en Angleterre, le taux des profits est également bas et la prospérité de la nation a dépassé le point culminant (1). »

Ces assertions ne peuvent manquer de surprendre tous ceux qui connoissent l'état brillant de l'Angleterre. Présager sa décadence, au moment où sa prospérité paroît tous les jours s'accroître, présente un contraste inattendu. Les réflexions qui suivent ont pour objet d'élever quelques doutes sur cette opinion paradoxale.

Si les profits baissoient perpétuellement

(1) *Edinburgh review*, March 1824, *Considerations on the accumulation of capital*, p. 8.

Digitized by Google

par le progrès de la richesse nationale, et parvenoient en conséquence nécessairement au terme qui arrête ce progrès et amène forcément la décadence ; si cette cause de la baisse des profits étoit la seule que l'on pût admettre ; il s'ensuivroit sans doute qu'en voyant les profits bas, on pourroit présager la diminution de la fortune du pays où ce symptôme se feroit remarquer. Mais nous avons vu que la richesse croissante n'a pas l'influence qu'on a cru pouvoir lui attribuer ; elle ne fait pas baisser les profits d'une manière permanente ; la culture qu'elle fait naître n'a d'autre effet que de les ramener à leur taux naturel. En outre, il n'est pas difficile de concevoir d'autres causes qui influent sur les profits ; par exemple, la rareté ou la difficulté des entreprises, le rapport des capitaux à la population (indépendamment de leur état absolu et simultané de progrès ou de rétrogradation), etc. Par conséquent, on ne sauroit voir dans une baisse des profits un symptôme alarmant de décadence future, immédiate et progressive ; mais bien un état de choses très-compatible avec le progrès divitial ; un état de choses qui re-

Digitized by Google

présente peut-être l'extrémité d'une de ces oscillations dont nous avons parlé; ou quelquefois peut-être l'effet d'une plus grande prudence de la part de la population ouvrière à prévenir un excès d'accroissement, etc. On ne sauroit donc, d'après les explications données en discutant la seconde conséquence, admettre celle qui en dépend; et nous croyons que les bas profits dont on s'alarme n'ont jusqu'ici rien de menaçant.

II. *Les propriétaires du sol ont, à cet égard, un intérêt opposé à celui des autres classes.*

Il est évident que les propriétaires du sol sont intéressés à la baisse des profits, lorsque cette baisse dérive de la mise en culture des terres de qualité inférieure. Car ils le sont à l'élévation de leur rente qui s'accroît par cette nouvelle culture. Mais il ne suit pas de là que leur intérêt se trouve à la décadence divitiale. Il faut se rappeler que la baisse des profits, produite par de nouvelles cultures, n'est pas une baisse réelle et permanente. Elle est l'effet d'une hausse précédente. Et c'est réellement à cette hausse que la rente est due. Il a fallu que le taux des profits agricoles s'élevât

Digitized by Google

beaucoup pour que les nouvelles terres fussent cultivées. Le propriétaire doit donc fortement désirer des profits croissans qui, bien que réduits par des cultures subséquentes, ne peuvent manquer de donner à sa rente quelque notable accroissement.

Mais, indépendamment de cette considération, il ne faut pas oublier que d'année en année (ou tout au moins d'un bail à l'autre), le propriétaire est intéressé à de hauts produits. Il peut stipuler un fermage en nature, et sa part croît comme celle du fermier ou capitaliste.

N'omettons pas de rappeler l'observation, faite dès long-temps par Adam Smith et d'autres économistes, qu'à côté des bénéfices que procure au propriétaire du sol l'amélioration des produits agricoles dont il est vendeur, l'amélioration de l'industrie fait baisser le prix des ouvrages faits dont il est acheteur (1).

En donnant donc beaucoup d'attention aux raisonnemens des Ricardiens à ce sujet, nous sommes portés à croire qu'ils ont présenté les intérêts des propriétaires de terre

(1) Adam Smith, *Richesse des nations*, trad. de Garnier, vol. 2, p. 160.

Digitized by Google

sous un aspect trop défavorable. Leur intérêt personnel se lie à l'intérêt général et à tous les perfectionnemens qu'amène la civilisation. Si, dans la discussion des grandes questions qui s'y rattachent, on a pu quelquefois redouter leur influence ; si l'on a craint de donner trop de poids à leurs opinions ; n'en faut-il pas chercher la raison dans le défaut d'ensemble que fait naître leur isolement, et dans l'imperfection des renseignemens à leur portée. Du reste, nous n'avons rien à dire de plus sur ce sujet. Notre seul dessein a été d'examiner une conséquence subordonnée, qui, en dernier résultat, ne nous semble pas pouvoir être admise avec confiance.

III. *Pour prévenir la décadence divitiale, il faut établir la liberté du commerce.*

A cette conséquence, nous sommes loin de faire aucune objection. Nous croyons que tous les économistes (quels que soient les principes abstraits auxquels ils s'attachent) arrivent à cet égard au même résultat. Et en suivant la marche d'un grand état (1)

(1) Qu'il nous soit permis de remarquer que dans l'un des plus petits, malgré divers obstacles locaux,

Digitized by Google

fait pour donner l'exemple à l'Europe, on peut raisonnablement s'attendre à voir leurs maximes réduites en pratique.

Nous ne répugnerions donc nullement à rencontrer, dans un nouveau système, un argument nouveau en faveur d'une doctrine que nous croyons solide et éminemment recommandable. Mais notre respect pour la vérité et pour les auteurs d'où émane un tel argument, nous impose la loi de le discuter. Or, à la discussion, il nous est impossible de lui trouver beaucoup de force. Cet argument revient à dire qu'un peuple progressif doit faire effort pour ralentir sa chute en répandant en quelque sorte sa prospérité autour de lui, prenant ainsi quelque part aux profits élevés des peuples en retard. Il n'y a rien en tout cela que de très-louable et qui ne soit en résultat d'accord avec les principes, et même avec les sentimens, les plus conformes à la raison. Mais s'il est vrai que la prospérité croissante ne fait pas baisser les profits d'une

---

on s'est finalement attaché au même système. Le commerce des grains n'est assujetti à Genève à aucune gêne.

Digitized by Google

manière permanente, et si une telle baisse n'est pas un symptôme de décadence divitiale; ce n'est pas par un motif de crainte et de défiance, qu'un pays prospère doit consentir à s'approvisionner au-dehors; ce doit être par tous les motifs qui militent en faveur de la liberté du commerce, motifs que nous jugeons bien superflu de rappeler (1).

Nous croyons donc que l'argument, tiré du désir de prévenir la baisse des profits produite par le progrès social, n'a de force qu'en ce sens, qu'il faut, en tout temps, pour que les profits se soutiennent à leur taux, donner à toutes les entreprises tout l'essor dont elles sont susceptibles.

A cet argument on en oppose d'autres en sens contraire. Mais comme ceux-ci sont presque tous tirés de circonstances particulières et souvent forcées, comme ils sont sans rapport direct avec la conséquence que nous discutons, nous n'avons pas à nous en occuper.

---

(1) On les trouve développés avec beaucoup de clarté dans le *Discours* dont nous publions la traduction, p. 121.

Digitized by Google

Nous avons mis quelque soin à présenter, sous une forme claire, les principes de quelques auteurs respectables. Leurs savantes recherches sur les impôts et sur la monnoie n'ont pu trouver place dans cet exposé rapide des principes généraux, et demandent un examen plus approfondi. Notre but étoit de rendre ces principes généraux plus accessibles et plus faciles à discuter. En essayant de les discuter nous-mêmes, nous n'avons eu d'autre prétention que d'ébaucher un ouvrage, qui demande, pour être achevé, une main habile et toute l'attention des plus savans publicistes. C'est plus particulièrement aux défenseurs du nouveau système que nous présentons ces réflexions, où ils reconnoîtront aisément l'estime que nous inspirent leurs utiles travaux.

FIN.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES.

Préface du traducteur. Page I
Préface de l'auteur. XV
Discours sur l'économie politique. I
Appendice. 137
Additions faites par l'auteur dans la seconde édition. 145
Réflexions du traducteur sur le système de Ricardo. 153

Digitized by Google

Digitized by Google

ERRATA.

P. v	*l.* 3	*depuis la fin*, ont n'eût vu, *lisez :* on n'eût vu.
x	15	les modifient par, *l.* les multiplient par.
2	15	aquérir, *l.* acquérir.
65	1	toute, *l.* dans toute.
68	7	n'étoit, *l.* l'étoit.
178	1	élever, *l.* éluder.
	14	Il est probable, *l.* En outre il est probable.
	15	pas d'effet, *l.* pas d'effet sur les prix.
188	3	croissante des capitaux, *l.* croissante d'ouvriers résultant de l'abondance des capitaux.

Digitized by Google

16151

Z

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

005802724

Digitized by Google

Digitized by Google